



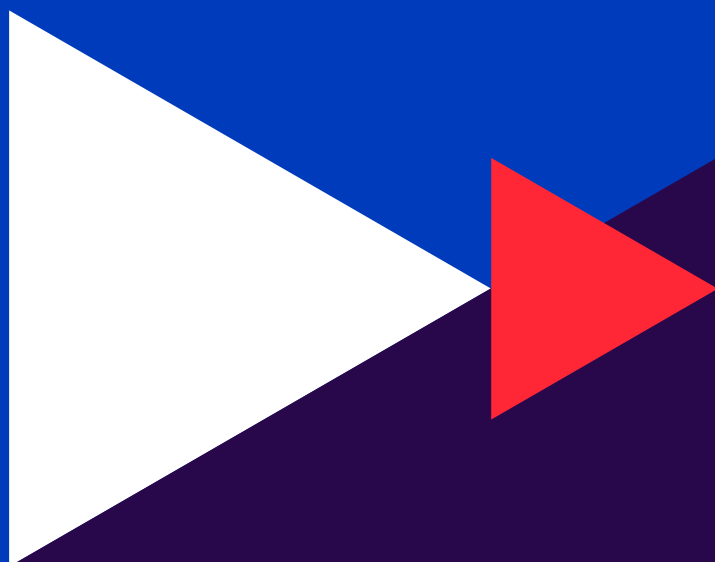
Organisation  
internationale  
du Travail

► ILC.111/DG/APP

# ► La situation des travailleurs des territoires arabes occupés

Rapport du Directeur général  
Annexe

Conférence internationale du Travail  
111<sup>e</sup> session, 2023



## ► **La situation des travailleurs des territoires arabes occupés**

Rapport du Directeur général – Annexe

Copyright © Organisation internationale du Travail 2023

Première édition 2023

Les publications de l'Organisation internationale du Travail (OIT) jouissent de la protection du droit d'auteur en vertu du protocole no 2, annexe à la Convention universelle pour la protection du droit d'auteur. Toutefois, de courts passages pourront être reproduits sans autorisation, à la condition que leur source soit dûment mentionnée. Toute demande d'autorisation de reproduction ou de traduction devra être envoyée à Publications (Droits et licences), Bureau international du Travail, CH-1211 Genève 22, Suisse, ou par courriel à [rights@ilo.org](mailto:rights@ilo.org). Ces demandes seront toujours les bienvenues.

Bibliothèques, institutions et autres utilisateurs enregistrés auprès d'un organisme de gestion des droits de reproduction ne peuvent faire des copies qu'en accord avec les conditions et droits qui leur ont été octroyés. Consultez le site [www.ifrro.org](http://www.ifrro.org) afin de trouver l'organisme responsable de la gestion des droits de reproduction dans votre pays.

---

*La situation des travailleurs des territoires arabes occupés.* Genève: Bureau international du Travail, 2023

ISBN 978-92-2-037813-7 (imprimé)

ISBN 978-92-2-037814-4 (PDF web)

ISSN 0251-3218 (imprimé)

Également disponible en:

allemand: ISBN 978-92-2-037823-6 (imprimé), ISBN 978-92-2-037824-3 (pdf Web);

anglais: ISBN 978-92-2-037811-3 (imprimé), ISBN 978-92-2-037812-0 (pdf Web);

arabe: ISBN 978-92-2-037821-2 (imprimé), ISBN 978-92-2-037822-9 (pdf Web);

chinois: ISBN 978-92-2-037819-9 (imprimé), ISBN 978-92-2-037820-5 (pdf Web);

espagnol: ISBN 978-92-2-037815-1 (imprimé), ISBN 978-92-2-037816-8 (pdf Web);

russe: ISBN 978-92-2-037817-5 (imprimé), ISBN 978-92-2-037818-2 (pdf Web).

---

Les désignations utilisées dans les publications de l'OIT, qui sont conformes à la pratique des Nations Unies, et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'OIT aucune prise de position quant au statut juridique de tel ou tel pays, zone ou territoire, ou de ses autorités, ni quant au tracé de ses frontières.

Les articles, études et autres textes signés n'engagent que leurs auteurs, et leur publication ne signifie pas que l'OIT souscrit aux opinions qui y sont exprimées.

La mention ou la non-mention de telle ou telle entreprise ou de tel ou tel produit ou procédé commercial n'implique de la part de l'OIT aucune appréciation favorable ou défavorable.

Pour toute information sur les publications et les produits numériques de l'OIT, consultez notre site Web: [www.ilo.org/publns](http://www.ilo.org/publns).

## ► Préface

---

Conformément au mandat confié par la Conférence internationale du Travail, cette année encore, j'ai chargé une mission d'établir un rapport sur la situation des travailleurs dans les territoires arabes occupés. La mission s'est rendue en Cisjordanie, y compris à Jérusalem-Est, ainsi qu'à Gaza, en Israël et dans le Golan syrien occupé. Elle a par ailleurs eu une réunion en visioconférence avec des mandants de la République arabe syrienne. En outre, le chef de la mission s'est entretenu par visioconférence avec des représentants de l'Organisation arabe du travail au Caire.

Dans les territoires arabes occupés et en Israël, la mission a eu des discussions approfondies avec des représentants de l'Autorité palestinienne, du gouvernement d'Israël, d'organisations palestiniennes et israéliennes d'employeurs et de travailleurs et des ressortissants syriens du Golan syrien occupé, des représentants de l'Organisation des Nations Unies (ONU), d'autres organisations internationales et d'organisations non gouvernementales (ONG), ainsi qu'avec des acteurs du monde de l'entreprise et des travailleurs. Tous ont fourni des éléments qui ont éclairé l'élaboration du présent rapport. La mission a en outre effectué plusieurs visites utiles sur le terrain, là où les travailleurs ont récemment subi les répercussions du conflit, y compris à Hébron et dans la vallée du Jourdain, ainsi que dans un camp de réfugiés en Cisjordanie.

Je tiens à exprimer ma gratitude pour l'esprit de coopération dont ont fait preuve tous les interlocuteurs de la mission, qui ont ainsi réaffirmé leur large adhésion aux valeurs de l'Organisation internationale du Travail (OIT) et à l'action que celle-ci mène avec tous ses mandants. Comme toujours, la mission s'est employée à évaluer avec exhaustivité, exactitude et impartialité la situation actuelle des travailleurs des territoires arabes occupés.

Le présent rapport est le premier que je présente sur ce sujet à la Conférence internationale du Travail en tant que Directeur général. Cela fait maintenant plus de quarante ans que nous informons chaque année les mandants de l'Organisation de la situation des travailleurs des territoires arabes occupés. J'aurais aimé pouvoir transmettre cette année un message d'espoir à la Conférence, et vous dire que nous avons de réelles raisons d'espérer que la paix l'emporterait, que la justice sociale adviendrait et que le travail décent deviendrait une réalité pour les travailleurs palestiniens. Je crains toutefois qu'un tel message, bien que nous puissions avoir très envie de l'entendre, soit en décalage avec la réalité sur le terrain. La situation des travailleurs vivant sous occupation reste pour l'essentiel désastreuse, et l'optimisme ne semble malheureusement pas être de mise à ce stade.

Comme le décrit le rapport, le conflit, la violence et les tensions continuent d'être omniprésents dans le monde du travail palestinien et font partie intégrante du quotidien des travailleurs. Les droits de ces derniers sont fortement limités du fait de l'expansion des colonies. L'occupation rigidifie le marché du travail et l'empêche d'être aussi performant que ce qu'il pourrait ou devrait être. Les résultats sur le marché du travail restent globalement faibles. Le chômage se maintient à un niveau élevé, et les moyens de subsistance des Palestiniens sont menacés. Les femmes et les demandeurs d'emploi sont particulièrement désavantagés.

La situation n'est toutefois nulle part aussi grave qu'à Gaza. Les travailleurs dans l'enclave sous blocus sont pris dans le piège de la pauvreté; leurs perspectives d'emploi sont faibles, et les possibilités de travail décent, encore plus. Dans ce contexte, il est facile d'oublier le potentiel qu'offrent les ports de Gaza. Ces ports bénéficient d'une situation géographique favorable et d'une main-d'œuvre éduquée et dynamique, et les travailleurs qui y sont employés et leur famille pourraient améliorer leur sort si on le leur permettait.

Il est intéressant de noter que, au cours de l'année écoulée, les autorités israéliennes ont autorisé davantage de travailleurs palestiniens, y compris de Gaza, à chercher du travail en Israël. Les salaires y sont plus élevés, mais l'accès à l'emploi et les conditions de travail restent difficiles. Le travail est souvent précaire. Malgré des tentatives de réformes, des intermédiaires sans scrupule continuent de dominer le système des permis de travail.

Il est dans l'intérêt de toutes les parties de cesser de prendre des mesures unilatérales et d'amener les acteurs tripartites de part et d'autre à définir ensemble des solutions concrètes et pérennes. Il faudra pour cela faire preuve de volonté politique et de détermination. Il faut rétablir le dialogue à titre prioritaire. Sous ma direction, l'OIT reste prête à apporter son concours.

En 1919, les fondateurs de l'OIT déclaraient qu'«une paix universelle et durable ne peut être fondée que sur la base de la justice sociale». Le présent rapport témoigne de cette vérité fondamentale. Par définition, il ne peut y avoir de justice sociale sous occupation. L'engagement de la communauté internationale demeure essentiel pour que les parties renouent le dialogue et pour progresser vers la concrétisation de la vision de deux États vivant côte-à-côte, sur la base des résolutions pertinentes des Nations Unies, des accords conclus et du droit international. Il est crucial de coordonner les efforts et d'approfondir la collaboration. La communauté internationale et les acteurs sur le terrain doivent œuvrer de concert à l'instauration de la paix et à la réalisation de la justice sociale, dans l'intérêt des travailleurs des territoires arabes occupés.

Mai 2023

Gilbert F. Houngbo  
Directeur général

## ► Table des matières

---

	<b>Page</b>
Préface .....	3
Introduction .....	7
Chapitre 1. Travailler dans un contexte d'occupation de plus en plus étendue .....	9
Chapitre 2. Une justice économique et sociale difficile à atteindre .....	17
Chapitre 3. Conséquences de l'occupation sur les droits des travailleurs.....	37
Chapitre 4. Gouvernance du travail: un espace de plus en plus restreint et une incertitude croissante.....	51
Chapitre 5. Les travailleurs du Golan syrien occupé .....	63
Observations finales .....	67
Annexe. Liste des interlocuteurs .....	69

## ► Introduction

---

1. Le présent rapport du Directeur général expose les conclusions de la mission annuelle du Bureau international du Travail (BIT) dans les territoires arabes occupés et en Israël, qui est chargée d'évaluer la situation des travailleurs des territoires arabes occupés. Comme toutes les années précédentes, la mission a été menée conformément à la Résolution sur les implications des colonies israéliennes en Palestine et autres territoires arabes occupés en relation avec la situation des travailleurs arabes, adoptée par la Conférence internationale du Travail à sa 66<sup>e</sup> session (1980)<sup>1</sup>. Elle a examiné la situation des travailleurs du territoire palestinien occupé (la Cisjordanie, y compris Jérusalem-Est, et Gaza) et du Golan syrien occupé<sup>2</sup>.
2. Les représentants du Directeur général se sont appuyés sur les principes et objectifs énoncés dans la Constitution de l'OIT, y compris la Déclaration de Philadelphie, ainsi que sur la Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail, la Déclaration de l'OIT sur la justice sociale pour une mondialisation équitable et la Déclaration du centenaire de l'OIT pour l'avenir du travail. Ils se sont également appuyés sur les résolutions adoptées par la Conférence internationale du Travail, dont l'Appel mondial à l'action en vue d'une reprise centrée sur l'humain qui soit inclusive, durable et résiliente pour sortir de la crise du COVID-19 (2021), ainsi que sur les principes établis dans les normes internationales du travail pertinentes et ceux énoncés par les organes de contrôle de l'OIT.
3. Lorsqu'ils ont examiné l'ensemble des questions en jeu, tant pendant la mission qu'au cours de la préparation du présent rapport, les représentants du Directeur général ont gardé à l'esprit, comme ils l'ont toujours fait, les normes pertinentes du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme, notamment la Convention de La Haye de 1907 (qui concerne les lois et coutumes de la guerre sur terre) et la quatrième Convention de Genève de 1949 (relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre). Les travaux ont tenu compte des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale des Nations Unies et du Conseil de sécurité de l'ONU, notamment les résolutions 242 (1967), 338 (1973), 497 (1981), 1397 (2002), 1515 (2003), 1850 (2008), 1860 (2009) et 2334 (2016) du Conseil de sécurité. La mission a par ailleurs pris en considération l'avis consultatif du 9 juillet 2004 de la Cour internationale de Justice<sup>3</sup>.
4. Le Directeur général a confié la direction de la mission à Frank Hagemann, directeur du Département des relations, des réunions et des documents officiels. L'équipe de la mission était composée de Kee Beom Kim, spécialiste des politiques macroéconomiques et des politiques de l'emploi au Département des politiques de l'emploi; de Konstantinos Papadakis, spécialiste

---

<sup>1</sup> OIT, [Résolution sur les implications des colonies israéliennes en Palestine et autres territoires arabes occupés en relation avec la situation des travailleurs arabes](#), Conférence internationale du Travail, 66<sup>e</sup> session, 1980.

<sup>2</sup> Comme il était indiqué dans de précédents rapports, le gouvernement israélien a exprimé sa position à l'égard du Golan dans les termes suivants: «La mission du BIT a pour objet de rassembler des informations pour le rapport du Directeur général sur les territoires arabes occupés. La position du gouvernement d'Israël est que le Golan, auquel ont été appliquées la loi, la juridiction et l'administration israéliennes, ne constitue pas un tel territoire. À la lumière de cette considération, l'autorisation de se rendre dans le Golan a été accordée à la mission du BIT en signe de bonne volonté et sous toute réserve. La décision de faciliter une telle visite officielle ne doit pas constituer un précédent et ne contrevient nullement à la position du gouvernement d'Israël.» Il est rappelé que le Golan a été unilatéralement annexé par Israël en 1981 et que, dans sa résolution 497 (1981), le Conseil de sécurité a demandé à Israël de revenir sur sa décision d'annexer le Golan, annexion qui n'a jamais été reconnue par les Nations Unies.

<sup>3</sup> Cour internationale de Justice, «[Conséquences juridiques de l'édification d'un mur dans le territoire palestinien occupé](#)», *Recueil des arrêts, avis consultatifs et ordonnances*, avis consultatif du 9 juillet 2004.

principal du dialogue social et de la gouvernance au Département de la gouvernance et du tripartisme; et de Lisa Tortell, spécialiste juridique au Département des normes internationales du travail. Frida Khan, représentante de l'OIT à Jérusalem, Rasha El Shurafa, administratrice de programmes au bureau de la représentante de l'OIT à Jérusalem, et Dalal Abu Saleh, assistant d'exploitation au bureau de la représentante de l'OIT à Jérusalem, ont participé aux préparatifs de la mission et l'ont appuyée dans ses travaux. Tariq Haq, spécialiste principal des politiques de l'emploi au sein de l'Équipe d'appui technique de l'OIT au travail décent pour les États arabes, a fait fonction de conseiller technique.

5. La mission s'est rendue dans les territoires arabes occupés et en Israël du 25 mars au 6 avril 2023. Lors de leur visite, les représentants du Directeur général ont consulté des interlocuteurs israéliens et palestiniens, ainsi que du Golan syrien occupé <sup>4</sup>. Ils ont rencontré des représentants de divers ministères et institutions de l'Autorité palestinienne et du gouvernement d'Israël, de partenaires sociaux palestiniens et israéliens, d'ONG, d'instituts de recherche, du monde de l'entreprise et des travailleurs. La mission a également consulté des représentants de l'ONU et d'autres organisations internationales.
6. En outre, des consultations en visioconférence ont eu lieu le 2 mars 2023 entre la mission et des mandants syriens, et le 17 février 2023 entre le chef de la mission et l'Organisation arabe du travail.
7. Une fois encore, le Directeur général se félicite que ses représentants aient bénéficié de la pleine coopération de l'ensemble des parties, tant du côté arabe que du côté israélien, dans la collecte des données factuelles sur lesquelles se fonde le présent rapport. Il est, par ailleurs, pris bonne note des communications écrites adressées à la mission, qui remercie leurs auteurs.
8. Ce rapport tient pleinement compte des informations orales et écrites que la mission a obtenues, ainsi que des données, études et rapports pertinents. Les informations recueillies lors des entretiens avec divers interlocuteurs ont été examinées de manière approfondie et, dans la mesure du possible, vérifiées au regard des autres informations disponibles. Dans leur analyse de la situation des travailleurs palestiniens et autres travailleurs arabes, les membres de la mission ont procédé de manière impartiale et objective.

---

<sup>4</sup> La liste des interlocuteurs figure dans l'annexe du présent rapport.

## ► Chapitre 1. Travailler dans un contexte d'occupation de plus en plus étendue

---

9. La levée des restrictions liées à la pandémie de COVID-19 a relancé les marchés du travail dans une grande partie du monde. La production a rebondi, l'emploi s'est accru et de nouvelles modalités de travail ont été mises en place. La crise avait également ouvert de nouvelles perspectives, tant pour les entreprises que pour les travailleurs. Tel n'a pas été vraiment le cas en Palestine, où des restrictions et des contraintes plus importantes et plus lourdes que celles imposées par la pandémie pèsent sur le marché du travail.
10. Les travailleurs palestiniens continuent de subir les effets d'une occupation qui a débuté il y a cinquante-cinq ans et qui s'étend. La circulation des personnes et des biens est toujours restreinte, les droits des travailleurs continuent d'être bafoués et la création d'emplois reste limitée. La pénurie d'activités rémunératrices continue de sévir, maintenant le taux de chômage et le taux de pauvreté à des niveaux élevés. Aujourd'hui, 2,1 millions de Palestiniens, soit près de 40 pour cent de la population, ont besoin d'une aide humanitaire <sup>5</sup>.
11. Les événements survenus l'année dernière ont entraîné de nouvelles effusions de sang, et la violence est une réalité quotidienne pour de nombreux Palestiniens. Malheureusement, peu de signes laissent penser que des efforts sont déployés pour faire évoluer ce contexte général – qui conditionne en grande partie les débouchés des travailleurs palestiniens. Aucun processus politique digne de ce nom n'a été engagé pour mettre fin à l'occupation et régler le conflit.

### Absence d'horizon politique

12. L'année 2023 marquera le trentième anniversaire du premier Accord d'Oslo <sup>6</sup>. Cet événement aurait pu être un motif de célébration si la mise en œuvre de l'accord avait répondu aux attentes et entretenu le sentiment d'espoir qui régnait au moment de sa signature par le gouvernement israélien et l'Organisation de libération de la Palestine, le 13 septembre 1993.
13. Il y avait à l'époque une dynamique en faveur de la paix. L'Accord d'Oslo I a rapidement été suivi du Protocole de Paris, en avril 1994 <sup>7</sup>, qui définissait les règles appelées à régir les relations économiques entre Israéliens et Palestiniens, y compris sur les questions relatives au travail, puis de l'Accord d'Oslo II, en septembre 1995 <sup>8</sup>.
14. Le Protocole de Paris a été intégré dans l'Accord d'Oslo II. Il devait s'appliquer pendant une période intérimaire de cinq ans, en attendant l'issue des négociations sur le statut permanent qui devaient commencer en 1996 au plus tard. Ce protocole est toujours en vigueur. Aucun accord sur le statut final n'a encore été conclu sur des questions aussi fondamentales que Jérusalem, les

<sup>5</sup> Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA), *Humanitarian Needs Overview: Occupied Palestinian Territory*, janvier 2023, 23.

<sup>6</sup> *Déclaration de principes sur des arrangements intérimaires d'autonomie*, Assemblée générale des Nations Unies, A/48/486, et Conseil de sécurité, S/26560, 11 octobre 1993.

<sup>7</sup> Accord relatif à la bande de Gaza et à la région de Jéricho, *Annex IV – Protocol on Economic Relations between the Government of the State of Israel and the PLO, representing the Palestinian people*, Paris, 29 avril 1994.

<sup>8</sup> *Accord intérimaire israélo-palestinien sur la Rive occidentale et la bande de Gaza*, Assemblée générale des Nations Unies, A/51/889, et Conseil de sécurité, S/1997/357, 5 mai 1997.

réfugiés, les colonies et les frontières. La dynamique a faibli et ni l'Initiative de paix arabe, ni la feuille de route <sup>9</sup> proposées il y a plus de vingt ans n'ont réussi à relancer le processus de paix.

15. Il est légitime d'affirmer que la majeure partie de ce début de siècle n'a vu aucune avancée vers la paix entre les deux parties. Aucune solution n'a été trouvée au statut de la Palestine, et la population palestinienne, y compris les travailleurs, reste prise au piège d'une spirale de tensions, de coercition et de violence. Les perspectives de la solution des deux États sont fragilisées.
16. Des flambées de violence, parmi les plus meurtrières depuis près de vingt ans, se sont produites dans ce contexte d'impasse politique et de tensions. Les initiatives de la communauté internationale pour rectifier cette trajectoire négative restent limitées, et ne sont pas parvenues à apaiser les tensions ni à agir sur les causes du conflit.
17. Face à l'escalade de la violence sur le terrain, une rencontre a été tenue le 26 février 2023 à Aqaba, entre de hauts responsables israéliens et palestiniens. Organisée à l'invitation du gouvernement de la Jordanie, elle s'est déroulée en présence de représentants de l'Égypte, des États-Unis d'Amérique et de la Jordanie. Les deux parties se sont engagées à arrêter les mesures unilatérales pendant une période de trois à six mois, et Israël a pris l'engagement de cesser de discuter de nouvelles colonies de peuplement pendant quatre mois et de ne plus légaliser d'avant-postes pendant six mois <sup>10</sup>. Environ trois semaines plus tard, le 19 mars 2023, un deuxième cycle de pourparlers a été tenu à Charm el-Cheikh au cours desquels les questions économiques et budgétaires ont également été abordées <sup>11</sup>.
18. Aucune des deux rencontres n'a eu de réelle influence sur l'évolution de la situation sur le terrain. Au moment de la visite de la mission du BIT en Israël et dans le territoire palestinien occupé, qui s'est déroulée dans les semaines qui ont suivi la réunion de Charm el-Cheikh, des violences ont éclaté, en particulier dans les lieux saints de Jérusalem, durant les jours où le ramadan coïncidait avec la Pâque juive, et à Gaza, entre Israël et le Hamas. En outre, des représentants du gouvernement d'Israël ont annoncé à plusieurs reprises qu'un soutien continuerait d'être apporté aux colons juifs en Cisjordanie <sup>12</sup>.

## L'emprise de l'occupation

19. L'histoire palestinienne moderne est définie par l'occupation israélienne. Alors que le blocus aérien, maritime et terrestre de Gaza se poursuit, la fragmentation du territoire de la Cisjordanie est de plus en plus marquée <sup>13</sup>. Israël restreint la circulation des biens et des personnes, y compris les travailleurs, par des obstacles physiques (barrages routiers, barrières routières et postes de contrôle, par exemple) et des obstacles administratifs. Jérusalem a été coupée du reste de la Cisjordanie par la barrière de séparation <sup>14</sup>. La zone C, qui reste interdite d'accès pour la plupart

<sup>9</sup> L'Initiative de paix arabe a été adoptée en 2002 ([traduction](#)) et la Feuille de route a été annoncée en 2003: ONU, *Lettre datée du 7 mai 2003, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général*, S/2003/529, 7 mai 2003.

<sup>10</sup> États-Unis, département d'État «[Aqaba Joint Communiqué](#)», 26 février 2023.

<sup>11</sup> États-Unis, département d'État, «[Joint Communiqué from the March 19 meeting in Sharm El Sheikh](#)», communiqué de presse, 19 mars 2023, paragr. 6.

<sup>12</sup> Hagar Shezaf, «[Israel Set to Double Funds for Settlers Monitoring Palestinian Construction in West Bank](#)», *Haaretz*, 4 avril 2023.

<sup>13</sup> La Cisjordanie est divisée en trois zones relevant de juridictions différentes, à savoir les zones A, B et C, définies par l'Accord d'Oslo II. La zone A comprend les centres urbains et couvre 18 pour cent de la Cisjordanie; elle est sous contrôle palestinien pour l'administration civile et la sécurité. La zone B comprend les petites localités et les zones périurbaines; elle est sous contrôle israélien en matière de sécurité et sous contrôle palestinien pour l'administration civile. Quant à la zone C, elle représente 61 pour cent de la Cisjordanie et elle est sous contrôle israélien pour la sécurité et l'administration civile.

<sup>14</sup> La barrière de séparation, dont l'essentiel du tracé – 85 pour cent – se trouve en Cisjordanie, est érigée à près des deux tiers. Lorsqu'elle sera achevée, elle s'étendra sur 710 kilomètres. Dans son avis consultatif du 9 juillet 2004, la Cour internationale de

des Palestiniens et qui constitue la majeure partie du territoire envisagé pour un futur État palestinien, compte aujourd'hui davantage de colons israéliens que de Palestiniens. Un régime d'aménagement restrictif et discriminatoire empêche toute présence de Palestiniens dans la zone C. Un tiers des terres ont été déclarées zones militaires fermées (zones de tir)<sup>15</sup>. Les démolitions de biens palestiniens, non seulement dans la zone C, mais aussi à Jérusalem-Est, se poursuivent sans discontinuer, de même que les expulsions de Palestiniens de leurs terres. En 2022, les démolitions ont atteint un niveau record.

20. De plus en plus, la situation sur le terrain semble irréversible. Les activités de peuplement se poursuivent avec une vigueur renouvelée<sup>16</sup>. Des colonies sont implantées sur tout le territoire de la Cisjordanie; on compte aujourd'hui 695 000 colons en Cisjordanie, y compris Jérusalem-Est, et ce nombre ne cesse d'augmenter<sup>17</sup>. On constate également une nette augmentation des actes de violence commis par les colons – la plus forte depuis que le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA) a entrepris de les recenser en 2006. L'attaque perpétrée par une foule de colons contre la ville palestinienne de Huwara en février 2023 en est l'illustration<sup>18</sup>. Les activités de peuplement en cours et la violence qui leur est associée ont inévitablement des conséquences sur les droits des travailleurs et la réalisation de ces droits.
21. Il convient de rappeler que toute implantation en territoire occupé est illégale au regard du droit international. Dans sa résolution 2334 de 2016, le Conseil de sécurité des Nations Unies exigeait de nouveau d'Israël qu'il «arrête immédiatement et complètement toutes ses activités de peuplement dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est»<sup>19</sup>.
22. Les responsabilités d'Israël en tant que puissance occupante au regard du droit international humanitaire et les obligations qui lui incombent en vertu des Conventions de Genève continuent de susciter de graves préoccupations<sup>20</sup>. En décembre 2022, l'Assemblée générale des Nations Unies a demandé à la Cour internationale de Justice de donner un avis consultatif sur «les conséquences juridiques de la violation persistante par Israël du droit du peuple palestinien à l'autodétermination», y compris le statut juridique de l'occupation et les conséquences juridiques qui en découlent pour les États membres et l'Organisation des Nations Unies<sup>21</sup>. Le 3 février 2023,

---

Justice a demandé la cessation immédiate des travaux d'édification, le démantèlement des portions de l'ouvrage déjà construites ainsi que des réparations pour tous les dommages causés. Cet avis a été appuyé par la [résolution ES-10/15](#) de l'Assemblée générale des Nations Unies en date du 20 juillet 2004, publiée le 2 août 2004.

<sup>15</sup> OCHA, *Humanitarian Needs Overview, Occupied Palestinian Territory*, janvier 2023, 7.

<sup>16</sup> ONU, «Security Council Expresses 'Concern', 'Dismay' over Israeli Settlement Expansions, Adopting First Presidential Statement on Question of Palestine in Years», 20 février 2023.

<sup>17</sup> OCHA, *Humanitarian Needs Overview: Occupied Palestinian Territory*, janvier 2023, 7.

<sup>18</sup> Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient (UNSCO), «Statement by UN Special Coordinator for the Middle East Peace Process, Tor Wennesland, on the Situation in the Occupied West Bank», 8 mars 2023.

<sup>19</sup> ONU, Conseil de sécurité des Nations Unies, [résolution 2334 \(2016\): Adoptée par le Conseil de sécurité à sa 7853<sup>e</sup> séance, le 23 décembre 2016, S/RES/2334 \(2016\)](#), 23 décembre 2016, paragr. 2.

<sup>20</sup> OCHA, *Humanitarian Needs Overview, Occupied Palestinian Territory*, janvier 2023, 13.

<sup>21</sup> ONU, Assemblée générale des Nations Unies, résolution 77/247 adoptée le 30 décembre 2022, [Pratiques israéliennes affectant les droits humains du peuple palestinien dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est](#). Le 17 janvier 2023, le Secrétaire général de l'ONU a transmis à la Cour internationale de Justice la requête pour avis consultatif sur deux questions:

- a) Quelles sont les conséquences juridiques de la violation persistante par Israël du droit du peuple palestinien à l'autodétermination, de son occupation, de sa colonisation et de son annexion prolongées du territoire palestinien occupé depuis 1967, notamment des mesures visant à modifier la composition démographique, le caractère et le statut de la ville sainte de Jérusalem, et de l'adoption par Israël des lois et mesures discriminatoires connexes?
- b) Quelle incidence les politiques et pratiques d'Israël visées ... ci-dessus ont-elles sur le statut juridique de l'occupation et quelles sont les conséquences juridiques qui en découlent pour tous les États et l'Organisation des Nations Unies?

la Cour a rendu une ordonnance qui fixe au 25 octobre 2023 la date d'expiration du délai dans lequel des exposés écrits pourront être présentés <sup>22</sup>.

23. Comme suite à l'adoption de la résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies, Israël a imposé à l'Autorité palestinienne des mesures punitives, consistant notamment à prélever, au profit des familles d'Israéliens tués dans des attaques palestiniennes, quelque 40 millions de dollars des États-Unis (dollars É.-U.) sur les recettes douanières collectées au nom de l'Autorité palestinienne, conformément au Protocole de Paris. Plus de 90 États membres de l'ONU ont réagi en publiant une déclaration demandant l'annulation immédiate de ces mesures <sup>23</sup>.

## L'économie et le marché du travail dans un carcan

24. L'économie palestinienne a connu en 2022 une expansion estimée à 3,9 pour cent, un taux qui est légèrement supérieur à la moitié de celui de 2021, mais qui reste insuffisant pour retrouver le niveau de produit intérieur brut (PIB) de 2019, avant la pandémie de COVID. Les prévisions de croissance pour cette année sont encore moins élevées <sup>24</sup> en raison de l'accélération de la crise budgétaire – qui met un frein aux dépenses publiques –, et des pressions inflationnistes qu'exerce sur les ménages la hausse rapide des prix des produits alimentaires de première nécessité et du pétrole, accentuée par le conflit en Ukraine. La résilience des ménages aux chocs faiblit. Nombre d'entre eux sont surendettés ou puisent dans leurs économies pour satisfaire leurs besoins essentiels. Les dispositifs amortisseurs sont peu nombreux.
25. L'occupation est en partie responsable de la situation. Selon des calculs effectués par la Banque mondiale <sup>25</sup>, la croissance économique serait supérieure d'un tiers si les entreprises palestiniennes avaient accès à la zone C.
26. Sans surprise, le marché du travail palestinien reste peu performant, bien qu'un certain nombre d'indicateurs clés se soient améliorés en 2022. L'emploi a ainsi augmenté de 10 pour cent, même si la plus grande part de cette progression concerne l'emploi informel et a été stimulée par la croissance de l'emploi pour les Palestiniens en Israël et dans les colonies. Le taux de chômage a diminué de deux points de pourcentage, mais il faut préciser qu'il avait atteint un niveau très élevé. En Cisjordanie au moins, l'emploi des femmes et des jeunes a progressé de façon disproportionnée, même si ces deux groupes continuent d'être désavantagés sur le marché du travail palestinien. Bien que le taux de scolarisation des filles soit aujourd'hui nettement supérieur à celui des garçons dans l'enseignement secondaire et l'enseignement supérieur <sup>26</sup>, moins d'une femme sur cinq en âge de travailler exerce une activité économique, et 40 pour cent des femmes qui souhaitent travailler sont au chômage. Dans l'ensemble, les résultats du marché du travail palestinien restent très médiocres.
27. L'emploi en Israël et dans les colonies est considéré comme une solution par de nombreux travailleurs. Celui-ci a affiché une importante progression l'année dernière, favorisée par le relèvement des quotas de permis de travail délivrés par les autorités israéliennes. Au total,

<sup>22</sup> Cour internationale de Justice, *Conséquences juridiques découlant des politiques et pratiques d'Israël dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est (Requête pour avis consultatif): Ordonnance*, 3 février 2023.

<sup>23</sup> Tovah Lazaroff, «Over 90 Nations Demand Israel Lift Sanctions on Palestinians: Among Those That Signed The Text Were 23 Out of the 27 European Union Nations», *Jerusalem Post*, 18 janvier 2023.

<sup>24</sup> Fonds monétaire international (FMI), *West Bank and Gaza: Report to the Ad Hoc Liaison Committee*, septembre 2022.

<sup>25</sup> Banque mondiale, *Economic Monitoring Report to the Ad Hoc Liaison Committee*, 22 septembre 2022.

<sup>26</sup> Selon l'Institut de statistique de l'UNESCO, en 2021 les taux d'inscription dans l'enseignement secondaire étaient de 96 pour cent et 88 pour cent pour les filles et pour les garçons respectivement; dans l'enseignement supérieur, ils étaient de 54 pour cent pour les filles et 32 pour cent pour les garçons respectivement.

192 700 travailleurs palestiniens travaillent aujourd'hui en Israël et dans les colonies, un tiers de plus que l'année précédente. Plus de 40 000 d'entre eux travaillent dans les colonies, en dehors de toute réglementation, et sont souvent sous-payés. Environ 40 000 autres, venus de Cisjordanie, travaillent en Israël sans papiers et de manière informelle, ce qui les rend particulièrement vulnérables à l'exploitation et aux pratiques abusives. Au total, environ un cinquième de la main-d'œuvre cisjordanienne est aujourd'hui employée en Israël. Bien qu'il soit encore faible, le nombre de femmes travaillant en Israël et dans les colonies augmente rapidement.

- 28.** De plus en plus de Palestiniens aspirent à trouver un travail en Israël, car les salaires plus élevés qui y sont proposés augmentent le revenu des ménages palestiniens et font monter le PIB. Cependant, nombre des aspects négatifs exposés et examinés dans les précédents rapports soumis à la Conférence internationale du Travail subsistent, malgré les tentatives de réforme menées par le gouvernement israélien. Le principal point négatif est la persistance du système de courtage, qui continue de prospérer et qui contraint plus de la moitié des travailleurs palestiniens détenteurs d'un permis et employés en Israël à payer des frais substantiels à des intermédiaires pour un service qui ne serait pas nécessaire si la demande était mise en correspondance avec l'offre de manière organisée et formelle, et si la législation était dûment appliquée. En 2022, 40 pour cent de travailleurs de plus qu'en 2021 ont eu recours à des intermédiaires pour obtenir un permis de travail. Les frais qui en découlent représentent une perte de revenu vital pour les travailleurs. Il est donc urgent de repenser les réformes qui ont été entreprises du côté israélien.

## Gaza ne doit pas être oubliée

- 29.** L'accès au marché du travail israélien depuis Gaza a été ouvert récemment et le nombre de permis délivrés par les autorités israéliennes en 2022 a plus que doublé par rapport à l'année précédente. Au total, 27 000 permis ont été délivrés l'an dernier, un nombre sans précédent depuis le début du blocus. Les salaires perçus sont injectés dans l'économie gazaouie, ce qui constitue un apport important. Il convient néanmoins de mettre en perspective le nombre et la nature de ces permis. Globalement, leur nombre reste faible par rapport à celui des permis délivrés en Cisjordanie. En outre, seuls 3 pour cent environ des permis obtenus par les Gazaouis, étaient des permis de travail en bonne et due forme, garantissant une protection des salaires et l'accès à des prestations sociales. La mission a été informée que la plupart des autres permis, qui relèvent de la catégorie des permis pour «motifs économiques», étaient utilisés pour travailler dans le secteur informel, en dehors du champ d'application du droit du travail israélien.
- 30.** De ce fait, comme la communauté internationale l'a souligné à plusieurs reprises au fil des ans, Gaza est toujours au bord de l'effondrement. Ses 2,1 millions d'habitants, soit 40 pour cent des Palestiniens vivant dans le territoire palestinien occupé, subissent depuis seize ans les effets du blocus imposé par Israël, auxquels s'ajoutent les restrictions à la circulation et à l'accès des personnes et des biens imposées par l'Égypte.
- 31.** Quatre conflits armés majeurs – le dernier en mai 2021 – ont opposé Israël au Hamas, qui contrôle de facto l'enclave. Une nouvelle escalade meurtrière de la violence s'est produite à peine un an plus tard, en août 2022. Au moment de la visite de la mission du BIT en 2023, des échanges de tirs, y compris des tirs de roquettes et des bombardements aériens, ont eu lieu entre les deux parties.

32. Parallèlement, les divisions politiques perdurent entre le Fatah et le Hamas. Les tentatives de réconciliation, souvent appuyées par des partenaires internationaux ont, dans l'ensemble, échoué. La dernière en date a été menée à l'initiative du gouvernement de l'Algérie, qui a invité les deux parties ainsi qu'une douzaine d'autres factions palestiniennes à conduire des négociations à Alger, le 13 octobre 2022. Cette rencontre, qui a abouti à une déclaration conjointe, saluée par le Secrétaire général de l'ONU <sup>27</sup>, n'a pas changé la réalité sur le terrain.
33. Plus de la moitié des Gazaouis ont aujourd'hui besoin d'une aide humanitaire, et près d'un tiers des ménages vivent dans des conditions de dénuement qualifiées de «catastrophiques» ou d'«extrêmes» <sup>28</sup>. La capacité productive de Gaza a été décimée au fil des ans et le PIB par habitant n'est plus qu'aux deux tiers de son niveau de 2006, avant le blocus.
34. Les salaires à Gaza sont bas et le taux de chômage est toujours l'un des plus élevés au monde. Chaque seconde ou presque, un actif à Gaza se retrouve au chômage. La situation reste particulièrement préoccupante pour les femmes et les jeunes: les deux tiers sont sans emploi et rares sont celles et ceux qui parviennent à trouver un travail. Actuellement, le niveau de vie des Gazaouis équivaut à un peu plus du quart de celui des habitants de la Cisjordanie, et l'écart continue de se creuser. On imagine difficilement que les Gazaouis puissent encore longtemps faire preuve de résilience.

## Une marge de manœuvre réduite

35. En trois décennies d'édification d'un État, l'Autorité palestinienne s'est dotée d'un éventail impressionnant d'institutions et de politiques. Pour autant, sa marge de manœuvre reste réduite. Considérablement entravée par l'occupation, elle est encore affaiblie par une crise budgétaire de plus en plus difficile à gérer. Les recettes douanières (taxe sur la valeur ajoutée, droits de douane et droits d'accise), qui sont collectées par Israël pour le compte de l'Autorité palestinienne et représentent au moins deux tiers des recettes totales de cette dernière ont fait l'objet de déductions décidées de manière unilatérale par Israël. En outre, l'importante masse salariale du secteur public, qui constitue 44 pour cent des dépenses publiques totales, aggrave les tensions budgétaires <sup>29</sup>.
36. Dans le passé, les fonds reçus des donateurs, sous forme de soutien budgétaire et d'appui aux programmes, permettaient de remédier aux déficits financiers et de contrer en partie l'imprévisibilité induite par les retenues fréquemment effectuées par Israël sur les recettes douanières. Cependant, en raison des pressions liées aux crises récentes et à d'autres priorités géopolitiques, les financements extérieurs ont brutalement chuté au cours des dix dernières années, créant un déficit de financement important.
37. La réduction des moyens dont dispose l'Autorité palestinienne a des incidences sur la capacité de cette dernière à mettre en œuvre les politiques et restreint la fourniture de biens et de services, le développement des infrastructures et la prestation de services essentiels. Les fonctionnaires n'ont pas reçu l'intégralité de leur salaire pendant une grande partie de l'année 2022, et une grève des enseignants, début 2023, a entraîné la fermeture des écoles publiques pendant des mois.

<sup>27</sup> ONU, «Palestine: le Secrétaire général salue la signature de la Déclaration d'Alger par 14 factions palestiniennes», communiqué de presse, 15 octobre 2022.

<sup>28</sup> OCHA, *Humanitarian Needs Overview, Occupied Palestinian Territory*, janvier 2023, 9.

<sup>29</sup> FMI, *West Bank and Gaza: Report to the Ad Hoc Liaison Committee*, septembre 2022, 13; Banque Mondiale, *Wage Bill and Employment Diagnostic: Key Drivers and Policy Recommendations*, 15 décembre 2022, 6-7.

38. Il n'y a pas eu d'élections au Conseil législatif depuis 2006. Celles qui auraient dû se tenir en mai 2021 n'ont toujours pas été reprogrammées. Le manque de légitimité politique et l'absence de mécanismes de contrôle et d'équilibre des pouvoirs, en particulier le rétrécissement de l'espace civique, sont à l'origine d'une crise de confiance grandissante et d'un déficit de responsabilisation. En 2022, le Premier ministre a annoncé un vaste programme de réforme, mais les moyens de mise en œuvre pourraient s'avérer insuffisants, sur fond d'érosion généralisée de la confiance de l'opinion publique <sup>30</sup>.

## L'unilatéralisme règne

39. Il peut sembler paradoxal que les marchés du travail soient de plus en plus intégrés et mutuellement dépendants, alors que les tensions sont vives entre Israéliens et Palestiniens et que les relations entre les deux parties sont au plus bas.
40. Le nombre de Palestiniens qui travaillent en Israël est à son plus haut niveau, et la part des travailleurs palestiniens employés en Israël et dans les colonies (16,9 pour cent en 2022) se rapproche des niveaux d'avant la deuxième Intifada (22,9 pour cent en 1999). D'une manière générale, en l'absence de base nationale viable, l'économie palestinienne est de plus en plus dépendante d'Israël et des colonies pour stimuler la croissance de l'emploi et appuyer la demande globale intérieure.
41. Des mesures pourraient être prises pour assurer aux Palestiniens travaillant en Israël des conditions de travail plus sûres, leur garantir une meilleure protection sociale, leur faciliter l'accès au travail et faire en sorte que le régime des permis de travail soit moins susceptible d'être utilisé à des fins d'exploitation. Jusqu'à présent, Israël n'a pris que des mesures unilatérales visant à réformer la gouvernance du travail des Palestiniens en Israël. Les résultats obtenus sont, au mieux, mitigés. En témoigne le recours persistant et grandissant aux intermédiaires, et le nombre croissant de Palestiniens qui travaillent sans un permis de travail en bonne et due forme et ne sont donc pas protégés par la législation du travail israélienne.
42. L'élaboration de politiques effectives dans ce domaine nécessite une coordination et un dialogue entre les deux parties, comme c'est généralement le cas entre les pays d'origine et les pays d'accueil de main-d'œuvre. Des canaux de dialogue existent depuis les Accords d'Oslo, mais restent largement inutilisés.

---

<sup>30</sup> Palestinian Center for Policy and Survey Research, «Public Opinion Poll No. (87)», 14 mars 2023.

## ► Chapitre 2. Une justice économique et sociale difficile à atteindre

---

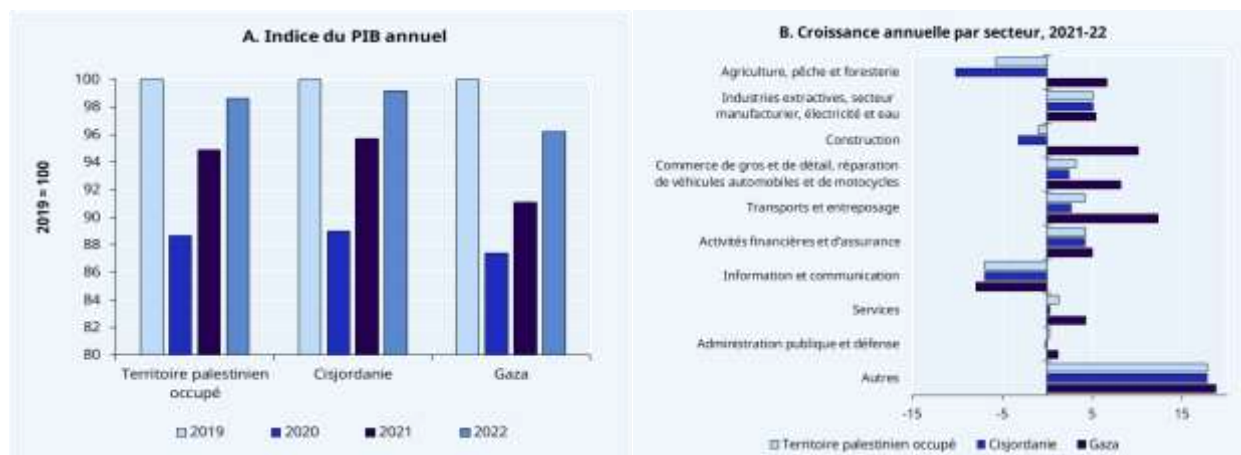
43. Le dernier rapport du Directeur général soulignait que le redressement de l'économie et du marché du travail à la suite de l'assouplissement des restrictions liées au COVID-19 donnait la preuve des avancées qui pourraient être réalisées si les restrictions à la liberté de circulation des personnes et des marchandises imposées dans le cadre de l'occupation étaient levées. La situation a continué de s'améliorer en 2022, à mesure que les effets persistants de la pandémie se sont dissipés. Toutefois, l'évolution de la situation en 2022 et durant les premiers mois de 2023 révèle aussi un tableau moins optimiste: celui d'une économie et d'un marché du travail qui, sous le poids de décennies d'occupation, peinent à préserver ces avancées alors que les effets de base initiaux de la reprise s'estompent. De plus, l'économie et le marché du travail palestiniens deviennent par trop tributaires d'Israël.
44. Les travailleurs palestiniens sont aux prises avec une crise du coût de la vie et une érosion des salaires réels, car l'inflation est à son plus haut niveau depuis plus de dix ans et l'Autorité palestinienne ne dispose pas d'instruments de politique monétaire pour la combattre. Si la plupart des indicateurs du marché du travail ont retrouvé leur niveau d'avant la pandémie, ce n'est pas le cas du PIB. Deux facteurs au moins en sont probablement la cause. Premièrement, la plupart des emplois créés l'ont été dans le secteur informel, dont la production n'est pas parfaitement prise en compte dans la comptabilité nationale. De fait, à l'exclusion de l'emploi de Palestiniens en Israël et dans les colonies, les créations d'emplois ont toutes eu lieu dans le secteur informel en 2022. Deuxièmement, Israël et les colonies comptent pour une part croissante de l'emploi palestinien et la part des salaires dégagés représente désormais près de la moitié de l'ensemble des salaires en Cisjordanie. Toutefois, l'intégralité des salaires n'est pas injectée dans l'économie palestinienne pour soutenir la demande globale, étant donné que le recours au courtage des permis de travail en Israël perdure.

### Évolution de la situation macroéconomique: ralentissement de la reprise sur fond de forte inflation

45. La croissance du PIB a été de 3,9 pour cent (estimation) en 2022, alors qu'elle avait atteint 7,0 pour cent en 2021. Bien que la reprise se soit poursuivie en 2022, les niveaux de l'activité économique dans le territoire palestinien occupé se sont situés à 98,6 pour cent de ceux de 2019, avant la pandémie, ce qui met en évidence les répercussions négatives énormes que les restrictions à l'activité économique peuvent avoir et la fragilité des reprises à la suite de profondes récessions (figure 2.1.A). À 99,2 pour cent, le niveau du PIB en Cisjordanie était pratiquement celui de 2019, alors que le retour au niveau d'avant la pandémie a été plus lent à Gaza (à 96,2 pour cent). Par comparaison, après avoir fléchi en 2020, le PIB en Israël en 2021 a dépassé de 6,6 pour cent celui de 2019, avant la pandémie.
46. La croissance du PIB en 2022 a été portée par l'industrie (secteur minier, industrie manufacturière, services de l'électricité et de l'eau), en progression de 5,1 pour cent (figure 2.1.B). En Cisjordanie, l'industrie est le secteur qui a enregistré le taux de croissance le plus élevé, tandis qu'à Gaza le commerce de gros et de détail est celui qui a affiché la plus forte progression (12,3 pour cent). En 2022, l'agriculture a fait un bond de 6,6 pour cent à Gaza, Israël ayant autorisé la vente sur son

territoire d'un éventail plus large de produits agricoles en provenance de Gaza <sup>31</sup>, lequel avait été massivement réduit l'année précédente en raison de l'accès de violence de mai 2021. Par ailleurs, l'agriculture a accusé un recul de 10,2 pour cent en Cisjordanie. Le secteur de l'information et de la communication a lui aussi reculé de 6,9 pour cent en 2022, les dépenses liées aux technologies de l'information ayant fléchi après la pandémie.

► **Figure 2.1. Indice du PIB réel annuel (en prix constants de 2015) et croissance annuelle en 2022, par secteur (en pourcentage)**



Note: Les données relatives au PIB du quatrième trimestre 2022, qui sont intégrées dans le calcul du chiffre annuel pour 2022, sont provisoires et donc susceptibles d'être modifiées. La rubrique «Autres» comprend principalement les opérations générant des droits de douane et de la TVA.

Source: Estimations du BIT d'après les données fournies par la comptabilité nationale du Bureau central palestinien de statistique (PCBS), 2023.

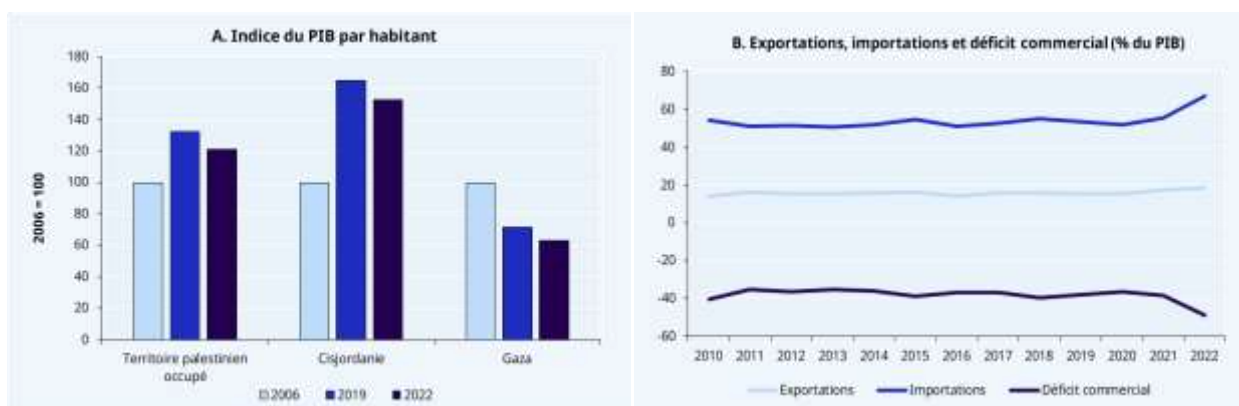
47. L'inflation s'est accélérée à un rythme sans précédent depuis plus de dix ans. L'indice des prix à la consommation a augmenté de 3,7 pour cent en 2022, en partie en raison du conflit en Ukraine parce que l'économie palestinienne est très dépendante des importations de blé, d'huile de tournesol et d'autres marchandises en provenance d'Ukraine et de Fédération de Russie. La hausse enregistrée en 2022, la plus forte depuis 2010, a été entraînée par les prix des aliments et des boissons, qui ont augmenté de près de 7 pour cent. Étant donné que les ménages pauvres consacrent une part plus importante de leur revenu à l'alimentation (en Cisjordanie, l'alimentation représente 38 pour cent de la consommation totale des 10 pour cent des ménages les plus pauvres, contre 24 pour cent de celle des 10 pour cent les plus riches <sup>32</sup>), les hausses de prix sont plus lourdes de conséquences pour les ménages les plus pauvres.
48. Le PIB par habitant a progressé de 1,2 pour cent en 2022 (0,9 pour cent en Cisjordanie et 2,7 pour cent à Gaza), mais il est resté inférieur aux niveaux de 2019, avant la pandémie. Si, en Cisjordanie, le PIB par habitant était en 2022 de 52,5 pour cent supérieur à celui de 2006, à Gaza en revanche, il représentait 63,0 pour cent de celui de 2006, l'année qui a précédé le début du blocus (figure 2.2.A). Le niveau de vie est près de quatre fois plus élevé en Cisjordanie qu'à Gaza.

<sup>31</sup> Tous les sept ans, les agriculteurs israéliens observant la *chemita* ou année sabbatique mettent leurs terres agricoles en jachère. Pour mieux répondre à la demande intérieure les années de *chemita*, les autorités israéliennes autorisent la vente en Israël de davantage de produits agricoles cultivés à Gaza. La *chemita* a été observée en 2022. Voir Gisha, Legal Center for Freedom of Movement, *Low-hanging Fruit*, 8 novembre 2022.

<sup>32</sup> Banque mondiale, *Economic Monitoring Report to the Ad Hoc Liaison Committee*, 22 septembre 2022, 27.

49. Les contraintes imposées par l'occupation limitent la capacité des entreprises palestiniennes à exporter des marchandises et à livrer concurrence sur les marchés mondiaux, ce qui a entraîné des déficits commerciaux persistants (figure 2.2.B). En 2022, les importations dans le territoire palestinien occupé se sont chiffrées à 12,9 milliards de dollars É.-U., en progression de 27,5 pour cent par rapport à l'année précédente, tandis que les exportations (3,5 milliards de dollars É.-U.) ont représenté un quart environ des importations. En outre, le taux de progression des exportations, de 12,8 pour cent, a été plus de moitié inférieur à celui des importations. Ainsi, les importations et les exportations ont représenté respectivement 67,4 pour cent et 18,5 pour cent en proportion du PIB, et le déficit commercial s'est considérablement creusé, pour se situer à -48,8 pour cent du PIB, des niveaux jamais vus depuis au moins dix ans.

► **Figure 2.2. Indice du PIB par habitant (en dollars É.-U. constants de 2015) et exportations, importations et déficit commercial (en pourcentage du PIB)**



Note: Les données relatives au PIB du quatrième trimestre 2022, qui sont intégrées dans le calcul du chiffre annuel pour 2022, sont provisoires et donc susceptibles d'être modifiées.

Source: Estimations du BIT d'après les données fournies par la comptabilité nationale (PCBS), 2023; Autorité monétaire palestinienne, principaux indicateurs économiques, 2023.

## Des risques budgétaires encore très prononcés

50. Les finances publiques dans le territoire palestinien occupé restent fragiles. À mesure que l'activité économique a repris en 2022, les recettes intérieures brutes, qui comprennent les recettes fiscales, ont augmenté de 15,4 pour cent par rapport à l'année précédente, et les recettes douanières ont progressé de 13,3 pour cent (figure 2.3)<sup>33</sup>. L'aide budgétaire extérieure, d'un montant de 239,9 millions de dollars É.-U., s'est accrue par rapport à l'année précédente (189,4 millions de dollars É.-U.), mais est encore dérisoire par comparaison avec les niveaux record constatés en 2008. Dans un contexte de recul du soutien des donateurs et compte tenu des engagements de dépenses en cours, l'Autorité palestinienne a continué de recourir à l'emprunt et d'accumuler les arriérés à l'égard des entrepreneurs du secteur privé et au titre du régime public des retraites<sup>34</sup>. Tout en restant élevé, le total de la dette tant extérieure qu'intérieure a diminué, passant de 3,8 milliards de dollars É.-U. en 2021, à 3,5 milliards de dollars É.-U. en 2022<sup>35</sup>.

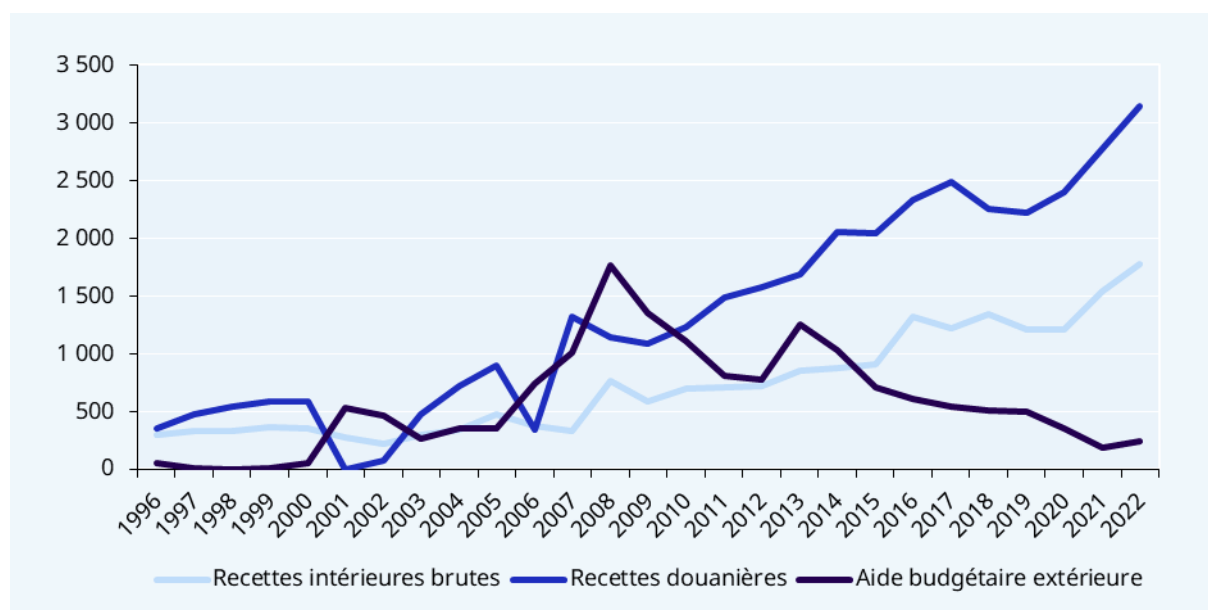
<sup>33</sup> Les recettes douanières sont les taxes et droits qu'Israël est censé collecter sur les importations et exportations palestiniennes pour le compte de l'Autorité palestinienne, puis reverser à cette dernière.

<sup>34</sup> Des incertitudes existent quant au montant de ces arriérés qui, selon les estimations du FMI, représentent 27,8 pour cent du PIB, alors que le volume des arriérés annoncé fin 2021 se situait à 16,7 pour cent du PIB. Voir: Banque mondiale, *Economic Monitoring Report to the Ad Hoc Liaison Committee*, 22 septembre 2022, 12.

<sup>35</sup> Autorité monétaire palestinienne, «[External and internal debt on Palestinian government](#)» (fichier Excel).

Dans le cadre des mesures d'austérité qu'elle applique, l'Autorité palestinienne a continué de ne payer que 80 pour cent des salaires du secteur public et a réduit ou retardé les transferts au titre du programme national palestinien de transferts en espèces. L'Autorité palestinienne cherche aussi à réduire sa masse salariale en mettant en place des plans visant à geler l'embauche nette, c'est-à-dire à ne procéder qu'à un recrutement pour deux cessations de service <sup>36</sup>. Des économies seront ainsi réalisées, mais les femmes seront touchées de manière disproportionnée car elles sont deux fois plus susceptibles (36,9 pour cent) que les hommes de travailler dans le secteur public.

► **Figure 2.3. Indicateurs budgétaires clés de l'Autorité palestinienne (millions de dollars É.-U.)**



Source: Autorité monétaire palestinienne, principaux indicateurs économiques, 2023.

51. La situation budgétaire est aggravée par le fait que l'Autorité palestinienne ne collecte pratiquement pas de recettes à Gaza et à Jérusalem-Est, où elle dépense environ un tiers de son budget. De même, l'Autorité palestinienne ne dégage pas de recettes importantes dans la zone C en Cisjordanie. Le Protocole de Paris établit que l'administration civile israélienne est chargée de percevoir les impôts auprès des entreprises opérant dans la zone C et de les reverser à l'Autorité palestinienne, mais ces transferts n'ont pas eu lieu <sup>37</sup>. Si les impôts étaient collectés dans la zone C et reversés à l'Autorité palestinienne, celle-ci verrait ses recettes augmenter de 6 points de pourcentage du PIB <sup>38</sup>. En outre, les autorités israéliennes soumettent les entreprises et les travailleurs palestiniens de la zone C à des restrictions plus sévères que celles qui sont appliquées dans les zones A et B. Un rapport de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) évalue à environ 3 milliards de dollars É.-U. en 2020 le coût des restrictions supplémentaires imposées dans la zone C, c'est-à-dire des restrictions imposées en sus de celles appliquées dans les zones A et B, et à un total de 50 milliards de dollars É.-U. les

<sup>36</sup> On estime que cette cible de réduction des effectifs limitera la croissance de la masse salariale du secteur public à 8,5 pour cent d'ici à 2026, laquelle aurait augmenté de 14 pour cent si cette cible n'avait pas été fixée. Banque mondiale, *Wage Bill and Employment Diagnostic: Key Drivers and Policy Recommendations*, 15 décembre 2022, 33.

<sup>37</sup> Banque mondiale, *Economic Monitoring Report to the Ad Hoc Liaison Committee*, 22 septembre 2022, 18.

<sup>38</sup> Banque mondiale, *Economic Monitoring Report to the Ad Hoc Liaison Committee*, 22 septembre 2022, 18.

coûts cumulés au cours de la période 2000-2020<sup>39</sup>. Si les restrictions dans la zone C étaient ramenées au niveau de celles qui sont appliquées dans les zones A et B, la taille de l'économie de la Cisjordanie serait supérieure d'un quart à ce qu'elle est actuellement. Ces coûts sont dérisoires au regard du coût global de l'occupation pour le territoire palestinien occupé, un aspect qu'examinait le dernier rapport du Directeur général.

52. Les recettes douanières ont augmenté régulièrement ces dernières années et représentent aujourd'hui les deux tiers des recettes totales de l'Autorité palestinienne. Toutefois, les fréquentes modifications que les autorités israéliennes apportent de manière unilatérale aux déductions sur les transferts mensuels de ces recettes continuent de rendre difficiles la gestion quotidienne et la planification des finances publiques, tout en obligeant l'Autorité palestinienne à porter son attention sur les dépenses courantes au détriment des investissements dans les projets de développement. Début 2023 par exemple, 139 millions de nouveaux shekels israéliens (41 millions de dollars É.-U., représentant 15 pour cent environ des transferts de recettes douanières mensuels moyens) ont été prélevés sur les recettes douanières et transférés aux familles de victimes israéliennes du terrorisme à titre de mesure punitive en réponse à la demande d'avis consultatif que l'Assemblée générale des Nations Unies a soumise à la Cour internationale de Justice sur des questions concernant l'occupation<sup>40</sup>. Par la suite, le ministre des Finances d'Israël a ordonné le doublement du montant qu'Israël prélève chaque mois, qui est passé de 50 millions de shekels à 100 millions de shekels (30 millions de dollars É.-U.)<sup>41</sup>.
53. Outre la fiscalité dans la zone C, un certain nombre de déperditions fiscales persistantes appellent un règlement entre les autorités israéliennes et l'Autorité palestinienne, lequel favoriserait une meilleure viabilité budgétaire. Ce sont notamment les transferts de taxes d'importation indirecte, les pertes de recettes liées à la contrebande et à la fraude douanière et fiscale, le manque à gagner pour la taxe sur la valeur ajoutée dans le secteur des télécommunications, la part des recettes tirées des droits de sortie perçus sur les voyageurs au point de passage d'Allenby et le montant excessif des droits de gestion/administratifs perçus sur les recettes douanières<sup>42</sup>. Lors de la réunion tenue à Charm el-Cheikh en mars 2023, il a été convenu d'établir un mécanisme pour améliorer les conditions économiques et considérablement renforcer la situation budgétaire de l'Autorité palestinienne<sup>43</sup>. Il a été indiqué à la mission que cette réunion avait abordé la question du montant excessif des droits de gestion/administratifs, en particulier au vu du fait que le volume des échanges a beaucoup augmenté depuis la signature du Protocole de Paris en 1994, et celle des droits de sortie perçus sur les voyageurs au point de passage d'Allenby, spécialement parce que les autorités israéliennes les ont majorés à trois reprises sans transférer les recettes ainsi accrues à l'Autorité palestinienne. Néanmoins, ces deux postes représentent chaque année une part relativement limitée du PIB (0,6 pour cent), alors que le total des déperditions fiscales est estimé à 1,8 pour cent du PIB<sup>44</sup>. Pour améliorer la situation budgétaire de l'Autorité palestinienne, il faudrait que le mécanisme qu'il est prévu d'établir couvre toutes les déperditions fiscales.

<sup>39</sup> CNUCED, *Rapport établi par le secrétariat de la CNUCED sur les coûts économiques de l'occupation israélienne pour le peuple palestinien: coût des restrictions supplémentaires imposées dans la zone C, 2000-2020*, A/77/295, 16 août 2022.

<sup>40</sup> Jonathan Lis, «Smotrich Signs Order to Pay Seized Palestinian Tax Revenue to Israeli Victims' Families», *Haaretz*, 8 janvier 2023.

<sup>41</sup> Jacob Magid, «PA: Israel Held \$78 Million from Monthly Tax Revenues Collected on Ramallah's Behalf», *Times of Israel*, 4 février 2023.

<sup>42</sup> Pour un examen plus approfondi de chacun de ces aspects, voir le *Rapport établi par le secrétariat de la CNUCED sur les coûts économiques de l'occupation israélienne pour le peuple palestinien: aspects fiscaux*, A/74/272, 2 août 2019, paragr. 14 à 29.

<sup>43</sup> États-Unis, département d'État, «Joint Communiqué from the March 19 meeting in Sharm El Sheikh», communiqué de presse, 19 mars 2023.

<sup>44</sup> FMI, *West Bank and Gaza: Report to the Ad Hoc Liaison Committee*, septembre 2022, 17.

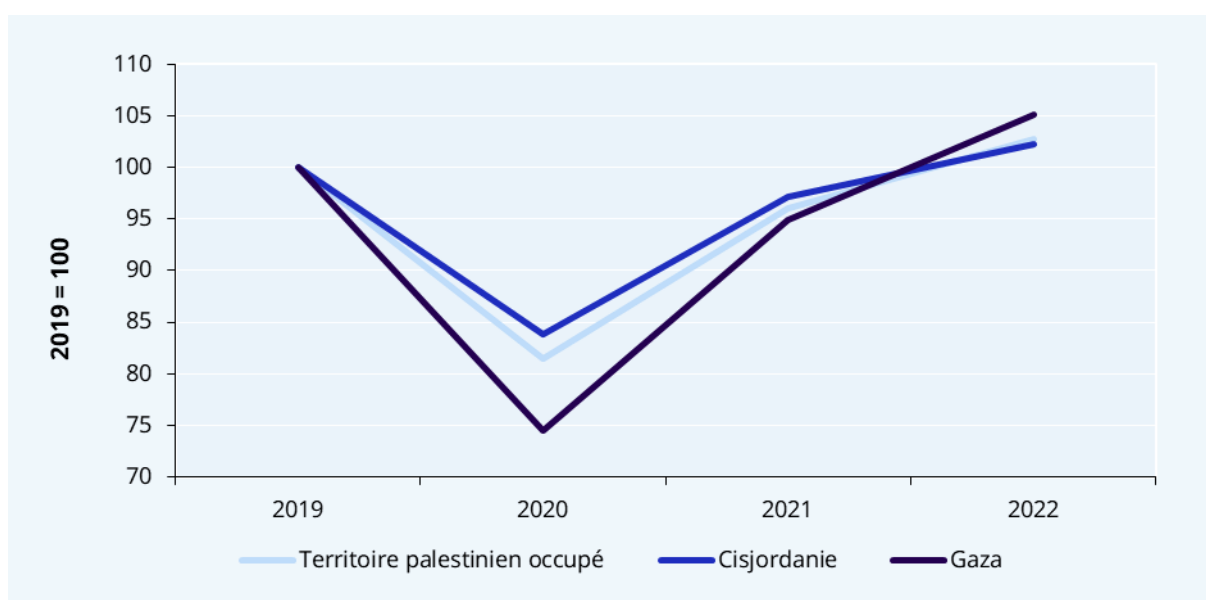
## Des perspectives de croissance économique orientées à la baisse en 2023

54. La croissance économique dans le territoire palestinien occupé devrait encore ralentir en 2023, pour se situer à 2,5 pour cent, car la situation budgétaire précaire pèse sur l'activité économique et l'inflation continue de réduire le pouvoir d'achat<sup>45</sup>. Ce taux de croissance entraînera probablement une réduction du niveau de vie par habitant en 2023. Parmi les circonstances défavorables figure aussi l'évolution politique liée à la réforme du système judiciaire en Israël, qui pourrait entraver la croissance économique<sup>46</sup> et avoir d'importantes répercussions sur l'économie et le marché du travail palestiniens. En outre, pour faire face à la forte inflation, la Banque d'Israël a porté les taux d'intérêt à 4,5 pour cent à compter d'avril 2023, leur niveau le plus élevé depuis 2006. Cette hausse ralentira probablement l'activité dans le secteur israélien de la construction qui doit emprunter pour financer les projets et qui représente près de 60 pour cent de l'emploi palestinien en Israël et dans les colonies.

## Un marché du travail en situation d'atonie chronique malgré des améliorations récentes

55. Sur le marché du travail, le nombre d'heures de travail – qui avait fortement chuté au plus haut de la pandémie de COVID-19 – dépasse aujourd'hui le niveau d'avant la pandémie, même en tenant compte de la croissance de la population en âge de travailler. Le nombre total d'heures de travail, corrigé en fonction de l'évolution de la population en âge de travailler, était en 2022 supérieur de 2,9 pour cent à celui de 2019, avant la pandémie (figure 2.4). En Cisjordanie, le nombre d'heures de travail, après correction, a augmenté de 2,2 pour cent par rapport à 2019, et à Gaza, de 5,1 pour cent.

► **Figure 2.4. Heures de travail dans le territoire palestinien occupé (chiffres corrigés en fonction de l'évolution de la population en âge de travailler), 2019-2022**



Source: Estimations du BIT d'après les données fournies par les enquêtes trimestrielles sur la main-d'œuvre du PCBS, 2019-2022.

<sup>45</sup> Autorité monétaire palestinienne et PCBS, «The Performance of the Palestinian Economy in 2022, and Economic Forecasts for 2023», communiqué de presse, 28 décembre 2022.

<sup>46</sup> Steven Scheer et Ari Rabinovitch, «Israel FinMin Officials Warn of Economic Backlash over Judicial Overhaul», *Reuters*, 21 mars 2023.

56. La population en âge de travailler et la main-d'œuvre du territoire palestinien occupé ont enregistré, l'une comme l'autre, une augmentation de 95 000 personnes (2,9 pour cent et 6,8 pour cent respectivement), tandis que l'emploi a progressé de 9,6 pour cent (presque 100 000 emplois supplémentaires). De ce fait, le taux d'activité est passé de 43,4 pour cent en 2021 à 45,0 pour cent en 2022, et le ratio emploi-population a augmenté de 2,1 points de pourcentage, pour atteindre 34,0 pour cent (tableau 2.1). Dans le prolongement des améliorations survenues en 2022, la plupart des indicateurs du marché du travail, tant en Cisjordanie qu'à Gaza, ont aujourd'hui retrouvé ou dépassé leur niveau d'avant la pandémie. Ces améliorations sont essentielles et bienvenues, mais n'ont pas eu d'effets visibles sur la situation globale du territoire palestinien occupé qui affiche l'un des taux de chômage les plus élevés et l'un des ratios emploi-population les plus bas du monde.

► **Tableau 2.1. Principaux indicateurs de l'offre de travail, 2021-22**

	2021	2022	2021-22
			Variation en pourcentage
<b>Population âgée de 15 ans et plus (milliers)</b>	<b>3 246</b>	<b>3 341</b>	<b>2,9</b>
Cisjordanie	2 003	2 056	2,6
Gaza	1 243	1 284	3,4
<b>Main-d'œuvre (milliers)</b>	<b>1 408</b>	<b>1 503</b>	<b>6,8</b>
Cisjordanie	918	976	6,3
Gaza	490	527	7,7
<b>Emploi (milliers)</b>	<b>1 036</b>	<b>1 136</b>	<b>9,6</b>
Cisjordanie	631	655	3,9
Gaza	260	288	10,8
Israël et les colonies	145	193	32,5
			Variation en points de pourcentage
<b>Taux d'activité (%) – territoire palestinien occupé</b>	<b>43,4</b>	<b>45,0</b>	<b>1,6</b>
Hommes	68,9	70,7	1,8
Femmes	17,2	18,6	1,4
Jeunes	28,8	30,8	2,0
<b>Taux d'activité (%) – Cisjordanie</b>	<b>45,8</b>	<b>47,5</b>	<b>1,7</b>
Hommes	73,6	75,3	1,7
Femmes	17,2	18,7	1,5
Jeunes	31,7	34,1	2,4
<b>Taux d'activité (%) – Gaza</b>	<b>39,4</b>	<b>41,0</b>	<b>1,6</b>
Hommes	61,2	63,4	2,2
Femmes	17,3	18,3	1,0
Jeunes	24,5	25,8	1,3

	2021	2022	2021-22
<b>Ratio emploi/population (%) – territoire palestinien occupé</b>	<b>31,9</b>	<b>34,0</b>	<b>2,1</b>
Hommes	53,4	56,3	2,9
Femmes	9,8	11,1	1,3
Jeunes	16,8	19,7	2,9
<b>Ratio emploi/population (%) – Cisjordanie</b>	<b>38,7</b>	<b>41,2</b>	<b>2,5</b>
Hommes	64,5	67,3	2,8
Femmes	12,2	14,3	2,1
Jeunes	22,9	26,4	3,5
<b>Ratio emploi/population (%) – Gaza</b>	<b>20,9</b>	<b>22,4</b>	<b>1,5</b>
Hommes	35,6	38,6	3,0
Femmes	6,1	6,0	-0,1
Jeunes	7,6	9,6	2,0

Note: Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux. Les données relatives à l'emploi concernant la Cisjordanie ne comprennent pas les travailleurs palestiniens employés en Israël et dans les colonies.

Source: Estimations du BIT d'après les données fournies par les enquêtes trimestrielles sur la main-d'œuvre du PCBS, 2021-22.

57. Le marché du travail palestinien est toujours caractérisé par de très fortes disparités en fonction du sexe et du groupe d'âge. En 2022, le taux d'activité des femmes était de 18,6 pour cent, contre 70,7 pour cent pour les hommes, et celui des jeunes (âgés de 15 à 24 ans) était de 30,8 pour cent contre 51,4 pour cent pour les adultes (25 ans et plus). Le ratio emploi-population était de 56,3 pour cent pour les hommes, contre 11,1 pour cent pour les femmes, et de 19,7 pour cent pour les jeunes, contre 40,4 pour cent pour les adultes. Parallèlement, la croissance de l'emploi a été plus rapide pour les femmes (16,0 pour cent) et les jeunes (19,0 pour cent) que pour les hommes (8,5 pour cent).
58. Le nombre de travailleurs au chômage a diminué de 1,2 pour cent, le recul étant plus soutenu chez les jeunes (5,8 pour cent) (tableau 2.2). Ainsi, alors que le taux de chômage passait de 26,4 pour cent en 2021 à 24,4 pour cent en 2022, celui des jeunes tombait de 41,7 pour cent à 36,1 pour cent sur la même période. Si le nombre de femmes au chômage a augmenté, en revanche celui des femmes occupant un emploi a progressé à un rythme plus rapide, de sorte que le taux de chômage global des femmes a lui aussi baissé, passant de 42,9 pour cent en 2021 à 40,4 pour cent en 2022.
59. À côté des chômeurs, on compte un nombre important de travailleurs découragés – c'est-à-dire des personnes disponibles et désireuses de travailler, qui ont récemment cherché du travail mais ont abandonné leurs recherches en raison de la situation sur le marché du travail, notamment de l'absence de possibilités d'emploi acceptables. Le nombre de travailleurs découragés, qui avait atteint un niveau sans précédent au plus fort de la pandémie de COVID-19, a poursuivi son déclin en 2022, reculant de près de 25 pour cent. Dans le groupe des travailleurs découragés, le nombre d'hommes a baissé de 39,1 pour cent en 2022, tandis que celui des femmes a enregistré une diminution plus modeste de 7,0 pour cent. La mesure composite de la sous-utilisation de la

main-d'œuvre (SU4), qui englobe les chômeurs, les personnes sous-employées et la main-d'œuvre potentielle, est passé de 34,3 pour cent en 2021 à 31,0 pour cent en 2022 <sup>47</sup>.

60. Dans le cas des jeunes, l'indicateur SU4 a enregistré une baisse particulièrement rapide de 6,7 points de pourcentage, passant de 49,6 pour cent en 2021 à 42,9 pour cent en 2022. On observe également une diminution de la part des jeunes sans emploi et ne suivant ni études ni formation, qui est passée de 31,2 pour cent en 2021 à 28,2 pour cent en 2022, et qui s'établit à 23,4 pour cent pour les hommes et 33,2 pour cent pour les femmes. Les indicateurs de la sous-utilisation de la main-d'œuvre en Cisjordanie ont retrouvé leur niveau d'avant la pandémie, mais restent globalement très élevés.

► **Tableau 2.2. Principaux indicateurs de la sous-utilisation de la main-d'œuvre, 2021-22**

	2021	2022	2021-22
<b>Variation en pourcentage</b>			
<b>Chômage (milliers)</b>	<b>371</b>	<b>367</b>	<b>-1,2</b>
Hommes	253	243	-3,9
Femmes	118	124	4,6
Jeunes	122	115	-5,8
<b>Main-d'œuvre potentielle (milliers)</b>	<b>129</b>	<b>112</b>	<b>-12,8</b>
Travailleurs découragés	72	56	-23,4
Hommes	37	23	-39,1
Femmes	36	33	-7,0
Jeunes	21	18	-15,5
<b>Variation en points de pourcentage</b>			
<b>Taux de chômage (%) – territoire palestinien occupé</b>	<b>26,4</b>	<b>24,4</b>	<b>-2,0</b>
Hommes	22,4	20,3	-2,1
Femmes	42,9	40,4	-2,5
Jeunes	41,7	36,1	-5,6
<b>Taux de chômage (%) – Cisjordanie</b>	<b>15,5</b>	<b>13,1</b>	<b>-2,4</b>
Hommes	12,4	10,6	-1,8
Femmes	28,9	23,7	-5,2
Jeunes	27,8	22,7	-5,1

<sup>47</sup> On entend par personnes sous-employées les personnes en sous-emploi lié à la durée du travail, c'est-à-dire les personnes qui ont un emploi mais qui souhaiteraient travailler davantage, et qui effectuent un nombre d'heures inférieur à un seuil donné pour une période de référence. La main-d'œuvre potentielle comprend les personnes disponibles pour travailler mais qui ne cherchent pas d'emploi, ainsi que celles qui cherchent un emploi mais ne sont pas disponibles.

	2021	2022	2021-22
<b>Taux de chômage (%) – Gaza</b>	<b>46,9</b>	<b>45,3</b>	<b>-1,6</b>
Hommes	41,9	39,1	-2,8
Femmes	65,0	67,4	2,4
Jeunes	68,9	62,6	-6,3
<b>Sous-utilisation de la main-d'œuvre – SU4 (%) – territoire palestinien occupé</b>	<b>34,3</b>	<b>31,0</b>	<b>-3,3</b>
Hommes	27,7	24,3	-3,4
Femmes	56,3	53,0	-3,3
Jeunes	49,6	42,9	-6,7
<b>Sous-utilisation de la main-d'œuvre – SU4 (%) – Cisjordanie</b>	<b>18,2</b>	<b>15,6</b>	<b>-2,6</b>
Hommes	14,9	12,6	-2,3
Femmes	32,3	27,6	-4,7
Jeunes	31,6	25,8	-5,8
<b>Sous-utilisation de la main-d'œuvre – SU4 (%) – Gaza</b>	<b>58,8</b>	<b>55,5</b>	<b>-3,3</b>
Hommes	50,1	45,2	-4,9
Femmes	79,7	80,2	0,5
Jeunes	77,5	71,1	-6,4

Note: Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux.

Source: Estimations du BIT d'après les données fournies par les enquêtes trimestrielles sur la main-d'œuvre du PCBS, 2021-22.

61. En 2022, c'est le secteur du commerce et de l'hôtellerie-restauration qui a créé le plus grand nombre d'emplois dans le territoire palestinien occupé. En Cisjordanie, l'agriculture est le seul secteur qui a supprimé des emplois, le recul atteignant 4,4 pour cent entre 2021 et 2022. La part de l'agriculture dans l'emploi en Cisjordanie est ainsi passée de 6,9 pour cent à 6,0 pour cent. Les restrictions d'accès à l'eau et d'utilisation de l'eau imposées par l'occupation ont modifié le paysage agricole de la Cisjordanie (voir l'encadré 2.1).

#### ► Encadré 2.1. Restrictions imposées aux Palestiniens en matière d'accès à l'eau et d'utilisation de l'eau en Cisjordanie

En mars 2023, la communauté internationale a adopté un programme d'action pour l'eau, qui met l'accent sur le rôle central de l'eau dans le développement durable <sup>1</sup>. Dans le territoire palestinien occupé, les restrictions d'accès aux terres et à l'eau imposées par Israël ont entravé le développement inclusif et entraîné un recul progressif de l'agriculture, et notamment du nombre de travailleurs employés dans le secteur. Toutes les ressources en eau du territoire palestinien occupé ont été placées sous contrôle militaire israélien en 1967 et, aujourd'hui encore, Israël conserve la mainmise sur ces ressources <sup>2</sup>. Dans la zone C, il est interdit aux Palestiniens de construire de nouvelles installations hydriques et d'entretenir les installations existantes sans une autorisation délivrée par l'armée – ces interdictions ne s'appliquent pas aux colons. En outre, il est fréquent que les structures hydriques érigées sans autorisation soient détruites par les autorités israéliennes <sup>3</sup>, comme l'a constaté l'équipe de la mission lors d'une visite dans la vallée du Jourdain, grenier et potager de la zone C.

La CNUCED souligne que, du fait de ces restrictions et malgré un sol et des conditions climatiques similaires, le rendement du secteur agricole palestinien est inférieur de moitié à celui de la Jordanie et équivaut à 43 pour cent de celui d'Israël, les agriculteurs étant contraints de pratiquer des cultures pluviales qui sont en moyenne vingt fois moins rentables que les cultures irriguées <sup>4</sup>.

L'Accord d'Oslo II de 1995, qu'un accord final devait remplacer dans un délai cinq ans, est toujours l'accord qui régit les questions relatives à l'eau. Environ 20 pour cent du «potentiel estimé» des eaux des aquifères situés en Cisjordanie ont été alloués aux Palestiniens, le reste allant à Israël. L'Accord d'Oslo II a aussi créé la Commission mixte de l'eau, chargée d'approuver les questions touchant aux infrastructures d'approvisionnement en eau en Cisjordanie. Étant donné que les décisions de cette commission doivent être prises par consensus et qu'Israël bloque les propositions palestiniennes concernant la construction, l'entretien et l'amélioration des installations d'approvisionnement en eau, le volume d'eau extrait par les Palestiniens est inférieur à celui prévu aux termes de l'accord <sup>5</sup> et les infrastructures liées à l'eau se sont détériorées. Selon une étude, la production de la Cisjordanie augmenterait et créerait des emplois si l'Autorité palestinienne pouvait extraire de l'aquifère de montagne le volume total d'eau qui lui revient en application de l'Accord d'Oslo II: l'emploi des hommes peu qualifiés augmenterait de 4,5 pour cent, tandis que celui des femmes très qualifiées progresserait de 1,5 pour cent <sup>6</sup>.

<sup>1</sup> ONU, *New Agenda Sets Sail with Bold Action as UN Water Conference Closes*, 24 mars 2023.

<sup>2</sup> B'Tselem, *Water Crisis*, 11 novembre 2017 (mis à jour le 3 juin 2021).

<sup>3</sup> Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, *Répartition des ressources en eau dans le Territoire palestinien occupé, y compris à Jérusalem-Est*, A/HRC/48/43, 15 octobre 2021, paragr. 24.

<sup>4</sup> CNUCED, *The Besieged Palestinian Agricultural Sector*, 2015, 23.

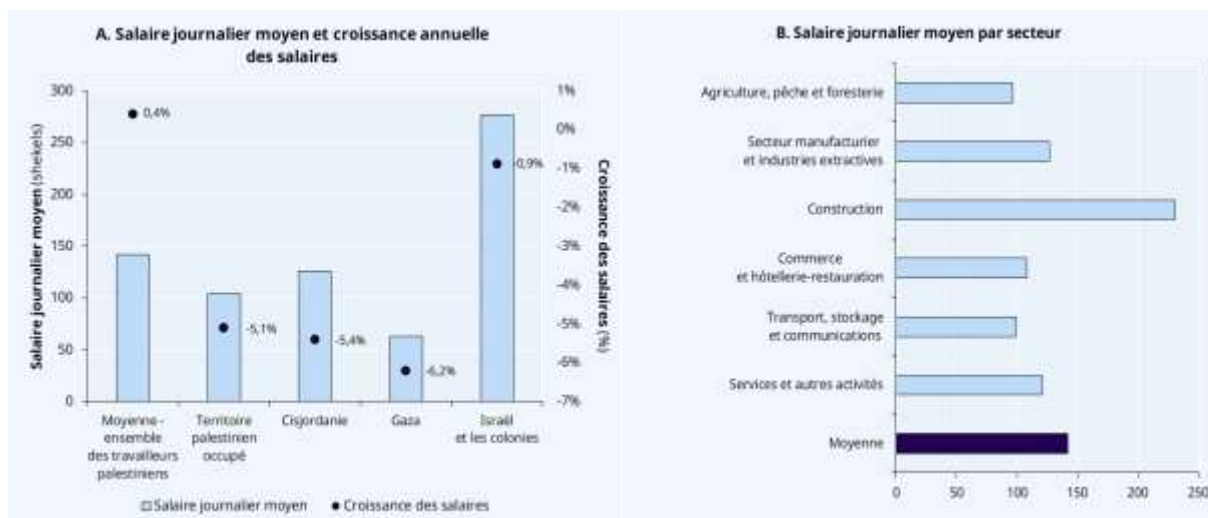
<sup>5</sup> B'Tselem, *Water Crisis*.

<sup>6</sup> Jonas Luckmann, Khalid Siddig et Johanes Agbahey, «Redistributing Water Rights between the West Bank and Israel – More Than A Zero-Sum Game?», Economic Research Forum, Working Paper n° 1410, 2020.

## L'effritement des salaires réels des travailleurs palestiniens

62. En 2022, le salaire nominal a plus ou moins stagné, affichant une timide hausse de 0,4 pour cent. Abstraction faite de l'impact des salaires perçus en Israël et dans les colonies (qui ont relativement bien résisté par comparaison avec les salaires versés en Cisjordanie et à Gaza), le salaire nominal journalier moyen dans le territoire palestinien occupé a reculé de 5,1 pour cent (figure 2.5.A). Cette baisse, conjuguée à une hausse des prix à la consommation de 3,7 pour cent en 2022, a fait chuter le pouvoir d'achat des travailleurs palestiniens de presque 10 pour cent. La baisse du salaire nominal journalier moyen a été particulièrement rapide à Gaza (6,2 pour cent). La contraction assez importante des salaires en Cisjordanie et à Gaza, par rapport à ceux qui ont cours en Israël et dans les colonies, a creusé encore davantage l'écart de rémunération entre ces différentes zones. En Israël et dans les colonies, les salaires des travailleurs palestiniens sont 2,7 fois plus élevés que dans le territoire palestinien occupé; 2,2 fois plus élevés qu'en Cisjordanie; et 4,4 fois plus élevés qu'à Gaza. L'analyse par secteur montre que c'est dans la construction que le salaire journalier moyen est le plus élevé, celui-ci étant 2,4 fois supérieur au salaire versé dans le secteur agricole, qui est le moins bien placé à cet égard (figure 2.5.B). L'analyse par profession montre, quant à elle, que ce sont les ouvriers qualifiés de l'agriculture et des métiers de l'artisanat qui sont le mieux payés, avec des salaires journaliers plus de deux fois supérieurs à ceux des employés de bureau, du personnel des services et des vendeurs.

► **Figure 2.5. Salaire journalier moyen et croissance annuelle des salaires par secteur géographique, et salaire journalier moyen par secteur, 2022 (shekels)**

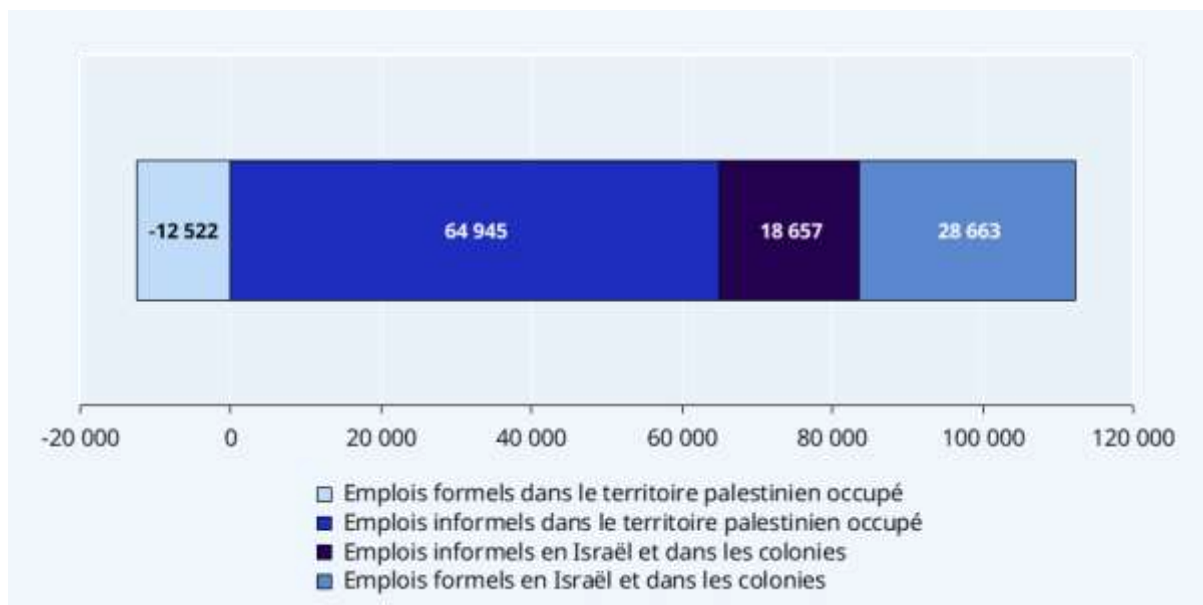


Source: Estimations du BIT d'après les données fournies par les enquêtes trimestrielles sur la main-d'œuvre du PCBS, 2021-22.

## L'emploi informel gagne du terrain

63. L'incidence de l'emploi informel est un autre élément qui permet de mesurer la qualité des emplois, car les travailleurs ne se tournent généralement vers l'économie informelle qu'en dernier ressort, celle-ci augmentant les risques de vulnérabilité et de précarité. Elle est passée de 51,0 pour cent en 2021 à 53,9 pour cent en 2022. Si en 2022, la part de l'emploi informel chez les femmes était moins importante (45,4 pour cent) que celle des hommes (55,5 pour cent), elle a néanmoins augmenté de 6,5 points de pourcentage par rapport à l'année précédente, contre 2,3 points de pourcentage pour les hommes. En réalité, la croissance nette de l'emploi formel enregistrée en 2022 chez les travailleurs palestiniens provient entièrement des emplois obtenus en Israël et dans les colonies (figure 2.6). Dans le territoire palestinien occupé lui-même, le nombre d'emplois formels a affiché une diminution nette, la hausse nette des emplois étant concentrée en totalité dans le secteur informel. L'emploi informel a également augmenté en Israël et dans les colonies.

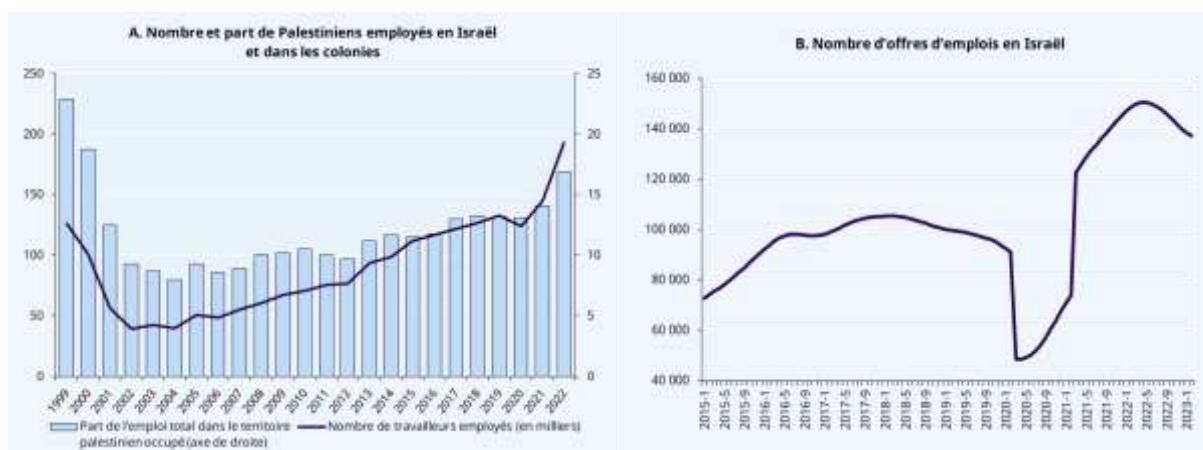
► **Figure 2.6. Évolution des emplois selon leur caractère formel ou informel, par secteur géographique, 2022**



## Le nombre de Palestiniens employés en Israël et dans les colonies atteint un niveau record

64. Les écarts de salaire importants qui existent entre, d'une part, le territoire palestinien occupé et, d'autre part, Israël et les colonies, conjugués à l'explosion des offres d'emplois en Israël après la pandémie et à la décision des autorités israéliennes d'autoriser un plus grand nombre de Palestiniens à travailler en Israël, ont entraîné un afflux massif de travailleurs palestiniens en Israël et dans les colonies. Ils sont aujourd'hui 193 000, le plus haut niveau jamais enregistré (figure 2.7), ce qui représente 16,9 pour cent de tous les Palestiniens ayant un emploi.

► **Figure 2.7. Nombre et part de Palestiniens employés en Israël et dans les colonies (1999-2022), et nombre d'offres d'emploi en Israël (2015-2023)**



Source: Estimations du BIT d'après les données fournies par les enquêtes trimestrielles sur la main-d'œuvre du PCBS, diverses années; Bureau central de statistique israélien (CBS).

65. En 2022, 47 000 travailleurs palestiniens supplémentaires ont trouvé un emploi en Israël et dans les colonies (+33,1 pour cent). La Cisjordanie et Gaza ont enregistré une progression du même ordre en termes d'emploi, ce qui signifie que la croissance de l'emploi palestinien est attribuable, pour près de la moitié (47 pour cent), aux emplois obtenus en Israël et dans les colonies. L'économie palestinienne est donc de plus en plus tributaire des salaires perçus en Israël. En 2018, 22,1 pour cent des travailleurs vivant en Cisjordanie gagnaient leur vie en Israël et dans les colonies, leurs salaires représentant alors près d'un tiers du montant total des salaires des travailleurs cisjordaniens <sup>48</sup>. Quatre ans plus tard, la part des travailleurs cisjordaniens employés en Israël et dans les colonies n'a pas changé (22,7 pour cent), mais les salaires de ces travailleurs représentent aujourd'hui près de la moitié (47,5 pour cent) du montant total des salaires en Cisjordanie.
66. Selon les données du Bureau central palestinien de statistique (PCBS), la majorité (113 000 ou 58,6 pour cent) des près de 200 000 Palestiniens travaillant en Israël et dans les colonies en 2022 étaient titulaires d'un permis (tableau 2.3), tandis que 40 000 n'en possédaient pas. Le nombre de travailleurs en situation irrégulière a augmenté pendant la pandémie, principalement parce que de nombreux travailleurs en situation régulière ont basculé vers un emploi non déclaré <sup>49</sup>. Le nombre de travailleurs sans papiers a continué de progresser en 2022 (+8,1 pour cent), mais à un rythme beaucoup plus lent que le nombre de travailleurs titulaires d'un permis (27,0 pour cent).

► **Tableau 2.3. Travailleurs palestiniens en Israël et dans les colonies:**  
principales caractéristiques

	2019	2020	2021	2022	Variation 2019-20 (%)	Variation 2020-21 (%)	Variation 2021-22 (%)
Personnes pourvues d'un emploi en Israël et dans les colonies (milliers) *	133	125	145	193	-6,2	16,4	32,5
Personnes pourvues d'un emploi titulaires d'un permis (milliers)	95	78	89	113	-17,6	14,0	27,0
Obtenu via un intermédiaire (milliers)	43	34	42	59	-19,7	24,4	40,5
Obtenu sans intermédiaire (milliers)	52	44	46	53	-15,9	5,6	15,2
Personnes pourvues d'un emploi non titulaires d'un permis (milliers)	26	24	37	40	-7,8	52,0	8,1
Frais de courtage mensuels moyens (shekels)	2 360	2 464	2 457	2 429	4,4	-0,3	-1,1

	2019	2020	2021	2022	Variation 2019-20 (points de pourcentage)	Variation 2020-21 (points de pourcentage)	Variation 2021-22 (points de pourcentage)
Part de titulaires de permis rémunérant un intermédiaire (%)	45,1	43,9	48,0	52,4	-1,1	4,1	4,4

\* Ce total comprend les détenteurs d'une carte d'identité israélienne ou d'un passeport étranger.

Source: Estimations du BIT d'après les données fournies par les enquêtes trimestrielles sur la main-d'œuvre du PCBS, 2019-2022.

<sup>48</sup> OIT, *La situation des travailleurs des territoires arabes occupés*, ILC.108/DG/APP, 2019.

<sup>49</sup> Haggay Ektes et Wifag Adnan, «Undocumented Palestinian Workers in Israel: Did the Israeli COVID-19 Policy Boost Their Employment?», *INSS Insight* n° 1596, 22 mai 2022.

## Des bénéfices records également pour les intermédiaires pratiquant le courtage des permis

67. En 2019, le BIT a collaboré avec le PCBS afin d'intégrer dans l'enquête sur la main-d'œuvre palestinienne certaines questions permettant d'évaluer la nature et l'ampleur des activités de courtage des permis et a constaté que, pendant la première année de l'enquête, environ 45,1 pour cent des travailleurs titulaires d'un permis avaient payé un intermédiaire. En 2022, malgré les diverses réformes promises par les autorités israéliennes, 52,4 pour cent des titulaires de permis s'étaient procuré celui-ci via un intermédiaire. En d'autres termes, les détenteurs de permis passés par un intermédiaire sont désormais plus nombreux que ceux non passés par un intermédiaire. Le nombre des détenteurs avec intermédiaire a augmenté bien plus vite que celui des détenteurs sans intermédiaire (40,5 pour cent contre 15,2 pour cent).
68. Le coût mensuel moyen d'un permis (2 429 shekels) n'a pas sensiblement varié ces dernières années. Dans son rapport de 2020, le Directeur général fournissait une estimation des recettes et profits engendrés par le système de courtage des permis, et chiffrait les recettes à 338 millions de dollars É.-U., dont 119 millions de profits. En 2022, on estime que les recettes ont augmenté pour atteindre 513 millions de dollars É.-U., et que la part des profits dans ce montant atteint le niveau record de 185 millions. Surtout, le Directeur général précisait également dans son rapport de 2020 que ses estimations des recettes et profits étaient empreintes de prudence. Cette réserve importante s'applique aussi aux estimations de 2022, d'autant plus que les recettes ont été estimées sur la base des taux maximaux des déductions obligatoires, tandis que les profits engrangés par les intermédiaires correspondent à la différence entre le coût mensuel du permis et les déductions mensuelles obligatoires que l'intermédiaire doit reverser aux autorités compétentes<sup>50</sup>. Si l'estimation était fondée sur les taux minima des déductions obligatoires, les profits des intermédiaires grimperaient jusqu'à 279 millions de dollars É.-U.
69. Les profits mensuels des intermédiaires représentent pour les travailleurs faisant appel à leurs services une perte qui oscille entre 14 et 21 pour cent de leur salaire moyen mensuel, selon les estimations.

## Un nombre croissant de femmes palestiniennes travaillent en Israël et dans les colonies

70. Ne serait-ce qu'il y a quelques années, le nombre de travailleuses palestiniennes en Israël et dans les colonies était très faible et s'élevait à un millier environ, ce qui représente moins d'un pour cent de tous les travailleurs palestiniens. Si ce chiffre demeure bas, il a toutefois augmenté en 2022 pour atteindre environ 6 300, soit 3,3 pour cent de la main-d'œuvre palestinienne<sup>51</sup>.
71. Les femmes et les hommes palestiniens travaillant en Israël et dans les colonies se distinguent par des caractéristiques importantes, et la hausse continue de l'emploi des femmes pourrait modifier la structure de l'emploi palestinien dans ces territoires. Les hommes trouvent généralement du travail en Israël dans le secteur de la construction qui, en 2021, comptait pour 63,2 pour cent du total de l'emploi palestinien en Israël et dans les colonies (figure 2.8.A). En 2022, les autorités israéliennes ayant relevé les quotas concernant les secteurs de l'industrie et des

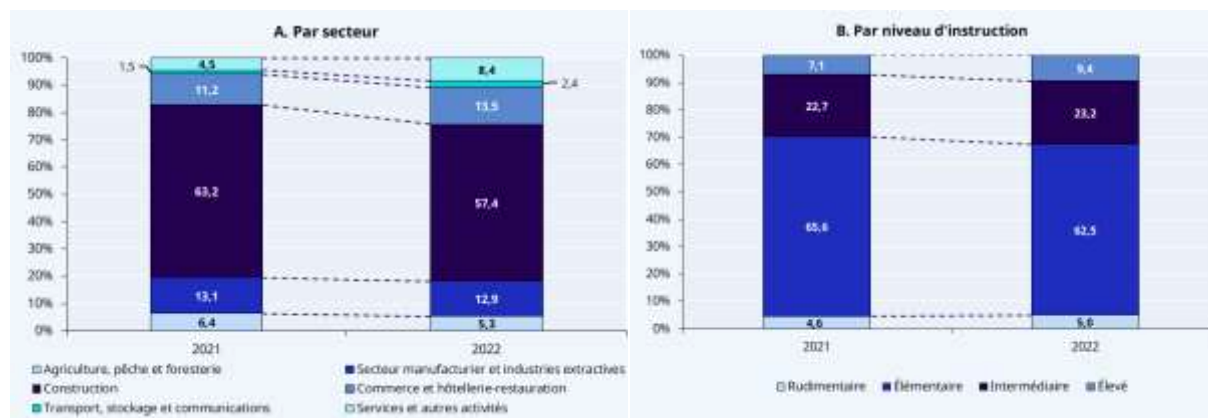
<sup>50</sup> Par exemple, la taxe de péréquation (imposée pour uniformiser les coûts salariaux des Palestiniens et des Israéliens) peut correspondre soit à 0,37 soit à 6,39 pour cent du salaire brut mensuel du travailleur, selon le revenu et d'autres paramètres. De même, le taux de cotisation à l'assurance nationale (Bituach Leumi) peut être de 0,03 ou de 0,37 pour cent.

<sup>51</sup> La mission a également été informée au fil des ans que, en raison de la stigmatisation des femmes travaillant en Israël et dans les colonies, il est probable que l'emploi des femmes dans ces territoires soit sous-estimé.

services, la plupart des femmes ont trouvé du travail dans le secteur des services et autres activités, qui a accueilli les trois quarts des nouvelles recrues. De ce fait, la part des services et autres activités dans le chiffre total de l'emploi palestinien en Israël et dans les colonies a presque doublé pour atteindre 8,4 pour cent (ce qui correspond à une augmentation de 3,9 points de pourcentage), tandis que celle de la construction a baissé à 57,3 pour cent (baisse de 5,8 points de pourcentage). Cela étant, la construction demeure le secteur qui emploie le plus de Palestiniens en Israël et dans les colonies, tandis que les secteurs du commerce et de l'hôtellerie-restauration se sont hissés à la deuxième place en 2022, supplantant le secteur manufacturier et les industries extractives.

72. En ce qui concerne la hausse de l'emploi des femmes en Israël et dans les colonies en 2022, 59 pour cent de ce chiffre concernent des femmes ayant un niveau d'instruction élevé. À titre de comparaison, 57,2 pour cent de la hausse de l'emploi des hommes concernent des hommes ayant un niveau d'instruction élémentaire. Ainsi, le profil scolaire de la main-d'œuvre palestinienne en Israël et dans les colonies est lui-même en voie d'évolution (figure 2.8.B). La proportion de personnes palestiniennes travaillant en Israël et dans les colonies avec un niveau d'instruction élémentaire a chuté de 65,6 pour cent en 2021 à 62,5 pour cent en 2022, tandis que la part de celles ayant un niveau d'instruction élevé a augmenté pour atteindre 9,4 pour cent en 2022 (contre 7,1 pour cent précédemment)<sup>52</sup>. En ce qui concerne les femmes, près de la moitié (45,1 pour cent) a un niveau d'instruction élevé, ce qui n'est le cas que de 8,2 pour cent des hommes palestiniens.

► **Figure 2.8. Emploi palestinien en Israël et dans les colonies, par secteur et niveau d'instruction, 2021-22**



Source: Estimations du BIT d'après les données fournies par les enquêtes trimestrielles sur la main-d'œuvre (PCBS, 2021-22).

73. Près de la moitié (45,6 pour cent) de la main-d'œuvre palestinienne en Israël et dans les colonies travaille dans l'informalité. La situation varie largement d'un secteur à l'autre: 66,3 pour cent des personnes palestiniennes qui travaillent dans l'agriculture occupent un emploi informel alors que, dans le transport, le stockage et les communications, ce n'est le cas que de 22,4 pour cent d'entre elles.
74. Il a été signalé que de nombreuses femmes préféraient ne pas travailler en Israël et dans les colonies par crainte d'être stigmatisées et de subir l'épreuve difficile et humiliante du passage par des postes de contrôle, d'autant que les femmes assument également une part disproportionnée des activités de soin non rémunérées. L'augmentation rapide du nombre de Palestiniennes

<sup>52</sup> La proportion de celles qui ont un niveau d'instruction rudimentaire ou intermédiaire est restée relativement stable.

travaillant en Israël et dans les colonies qui a été enregistrée au cours de l'année écoulée commande une prise en considération bien plus vaste des préoccupations de ces travailleuses.

## Gros plan sur Gaza: après des décennies de blocus, la résilience du marché du travail gazaoui au plus bas

- 75.** Le blocus, qui en est aujourd'hui à sa dix-septième année, demeure le principal obstacle au développement de Gaza. Face aux difficultés et à la dévastation causées par l'escalade des hostilités en mai 2021, les autorités israéliennes ont commencé à assouplir progressivement les restrictions visant la circulation des biens et des personnes à destination et en provenance de Gaza. Ainsi, les restrictions concernant des matériaux tels que l'époxy et la fibre de verre ont été assouplies en 2022 et, en 2023, quelque 44 éléments, comme la tôle, les panneaux de gypse pour cloison sèche, les briques et les panneaux solaires, ont été radiés de la liste des articles considérés comme susceptibles d'être utilisés à des fins aussi bien civiles que militaires (liste des articles «à double usage»), qui nécessitent une coordination spéciale pour pouvoir être importés à Gaza. Un total de 106 449 camions de marchandises autorisées sont entrés dans Gaza en 2022, et 7 530 en sont sortis <sup>53</sup>. Bien que ces chiffres soient les plus élevés depuis le début du blocus de Gaza en 2007, le nombre de camions entrant dans Gaza demeure de 19 pour cent inférieur à son niveau d'avant le blocus, et le nombre de camions sortant reste inférieur de 35 pour cent. En outre, l'approvisionnement en électricité reste limité à une douzaine d'heures par jour <sup>54</sup>. L'obligation imposée par les autorités israéliennes aux entreprises d'obtenir la certification ISO 22000, que seules 13 entreprises de Gaza ont obtenue à ce jour <sup>55</sup>, freine également les exportations de produits alimentaires transformés depuis Gaza.
- 76.** Lorsque des marchandises gazaouies sont vendues en Cisjordanie, l'impôt sur le revenu et la taxe sur la valeur ajoutée sont payés à la fois aux autorités de facto et à l'Autorité palestinienne en Cisjordanie. Cette double imposition dissuade les producteurs et les commerçants qui souhaiteraient vendre leurs marchandises en Cisjordanie <sup>56</sup>. L'économie numérique offre des possibilités de développement des entreprises, mais se heurte également aux restrictions pesant sur les importations de matériel (routeurs Internet, par exemple) ainsi qu'à une attribution insuffisante de bandes de fréquence (Gaza utilise toujours la 2G). Des initiatives telles que l'incubateur technologique de la faculté des sciences appliquées visent à soutenir les jeunes entreprises et les travailleurs indépendants ou des plateformes, mais sont souvent largement tributaires des financements de donateurs et demeurent insuffisantes pour permettre aux nouveaux arrivants de trouver leur place sur le marché du travail.
- 77.** Une évolution notable pour la main-d'œuvre gazaouie est la progression de l'emploi en Israël et dans les colonies. Courant 2022, les autorités israéliennes ont délivré 869 permis de travail, 568 permis BMC (pour affaires), 6 452 permis commerciaux, et 19 721 permis pour motifs économiques (tableau 2.4); seuls les permis de travail permettent de bénéficier de la protection du droit du travail israélien et de prestations sociales (voir le chapitre 3).

<sup>53</sup> OCHA, *Occupied Palestinian Territory – 2022 Overview*, factsheet (2023).

<sup>54</sup> OCHA, «*Electricity in the Gaza Strip*».

<sup>55</sup> Gisha, *Obstructed Process: Reviving Gaza's Processed Food Industry*, 1<sup>er</sup> décembre 2022.

<sup>56</sup> Misyeef et Mohammad Skaik, «The Condition of Gaza's Industry: Reality, Challenges and Required Interventions», bureau du Quatuor, en collaboration avec la Fédération palestinienne des industries, mai 2022, 57.

► **Tableau 2.4. Nombre de permis délivrés (par résident) pour les Gazaouis, selon le type de permis, 2021-22**

	2021	2022
Permis de travail	0	869
Permis BMC (hommes et femmes d'affaires palestiniens de premier plan)	851	568
Permis commerciaux	11 021	6 452
Permis pour motifs économiques	55	19 721
<b>Total</b>	<b>11 927</b>	<b>27 610</b>

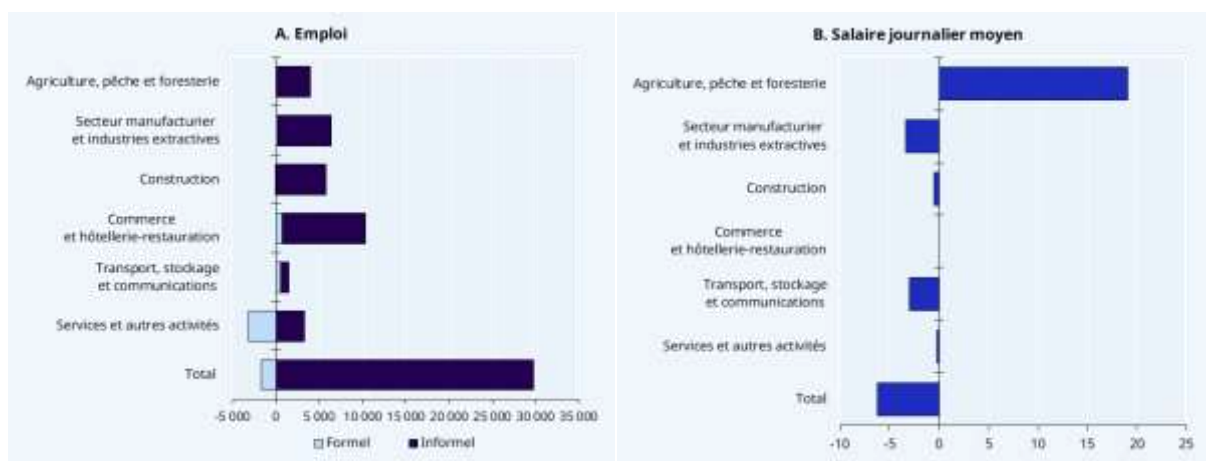
Note: Ces chiffres ne comprennent pas les permis en vigueur tout au long de l'année.

Source: Données fournies à la mission par la Coordination des activités gouvernementales dans les territoires (COGAT).

- 78.** Pour l'heure, le nombre de Gazaouis travaillant en Israël et dans les colonies demeure peu élevé, puisqu'il représente environ 5 pour cent de la main-d'œuvre gazaouie. S'il s'agit d'une source de revenus importante au niveau individuel, force est de constater que, jusqu'ici, la progression du travail en Israël et dans les colonies ne fait guère sentir plus largement ses effets sur le marché du travail à Gaza. Il a par exemple été indiqué à la mission que les travailleurs gazaouis en Israël et dans les colonies utilisaient en premier lieu leurs revenus pour payer les dettes qu'ils avaient accumulées, de sorte que leur salaire n'a qu'une incidence limitée sur le plan macroéconomique. Cela étant, si on laisse cette progression de l'emploi en Israël et dans les colonies se poursuivre, elle devrait produire des résultats à la fois à l'échelle macroéconomique et sur le marché du travail de Gaza, comme tel a été le cas en Cisjordanie. Il reste à savoir si, dans l'éventualité où la main-d'œuvre gazaouie continuerait d'affluer, les salaires et l'emploi des travailleurs de Cisjordanie employés en Israël en pâtiront.
- 79.** Le taux d'activité à Gaza a augmenté de 39,4 pour cent en 2021 à 41,0 pour cent en 2022, mais demeure faible (tableau 2.1). Ce taux se caractérise par un vaste écart entre les femmes et les hommes, à hauteur de 45,1 points de pourcentage (encore que cet écart soit plus important en Cisjordanie, où il atteint 56,6 points de pourcentage). Tandis que le taux d'activité des femmes à Gaza est essentiellement le même (18 pour cent) qu'en Cisjordanie, celui des hommes est bien plus élevé en Cisjordanie, où l'écart entre femmes et hommes est donc plus marqué. Le ratio emploi-population a également augmenté de 1,5 point de pourcentage pour s'établir à 22,4 pour cent en 2022, mais les hommes ont été le moteur de cette augmentation puisque leur ratio a connu une hausse de 3,0 points de pourcentage, alors que celui des femmes a légèrement baissé de 0,1 point de pourcentage. À 6,0 pour cent en 2022, le ratio emploi-population pour les femmes de Gaza représente moins de la moitié du taux déjà fort bas enregistré en Cisjordanie.
- 80.** Le taux global de chômage à Gaza demeure extrêmement élevé, s'établissant à 45,3 pour cent en 2022 (tableau 2.2). Par rapport à 2021, le taux de chômage des hommes a baissé de 2,8 points de pourcentage pour atteindre 39,1 pour cent en 2022 alors que celui des femmes, déjà astronomique en 2021 puisqu'il s'élevait à 65,0 pour cent, a encore flambé jusqu'à 67,4 pour cent en 2022. En outre, tandis que, pour les hommes, le taux de sous-utilisation de la main-d'œuvre SU4 a décliné de 4,9 points de pourcentage entre 2021 et 2022, passant de 50,1 à 45,2 pour cent, le taux correspondant pour les femmes s'est peu ou prou maintenu au même niveau, soit 80,2 pour cent.

81. Un constat prévisible est que les jeunes hommes ont eu plus de succès que les jeunes femmes sur le marché du travail gazaoui. La part des jeunes hommes sans emploi ne suivant ni études ni formation est tombée à 32,9 pour cent en 2022, contre 37,6 pour cent en 2021. Celle des jeunes femmes n'a reculé que légèrement, passant de 39,5 à 38,1 pour cent. Fait révélateur: le taux de sous-utilisation de la main-d'œuvre SU4 pour les jeunes femmes à Gaza s'élevait à 92,8 pour cent en 2022.
82. La progression de l'emploi à Gaza s'est intégralement concentrée dans l'économie informelle (figure 2.9.A). L'emploi formel a perdu environ 2 000 emplois (le secteur des services et autres activités ayant supprimé des emplois formels), alors que l'emploi informel a gagné quelque 30 000 emplois. La part de l'emploi informel dans l'emploi total à Gaza a donc grimpé à 60,6 pour cent en 2022 contre 55,7 pour cent en 2021, tandis que la part des personnes non contributrices à la sécurité sociale a également augmenté, passant de 60,8 à 65,4 pour cent. Comme en Cisjordanie, la proportion d'emplois informels à Gaza est plus élevée pour les hommes que pour les femmes, dont la majorité est employée dans la fonction publique: 62,3 pour cent des hommes de Gaza occupent des emplois informels, contre 49,7 pour cent des femmes. Toutefois, la part des travailleuses informelles a augmenté de 7,3 points de pourcentage en 2022, alors qu'elle n'a augmenté que de 4,3 points de pourcentage pour les hommes. Le salaire nominal journalier moyen a également baissé de 6,2 pour cent à Gaza, ce qui indique que les travailleurs à Gaza ont également perdu un dixième de leur pouvoir d'achat (figure 2.9.B). Le salaire nominal journalier moyen a accusé la baisse la plus rapide dans le secteur manufacturier et les industries extractives, chutant de 3,4 per cent. Les salaires ont baissé dans tous les secteurs à Gaza, exception faite du secteur de l'agriculture.

► Figure 2.9. Évolution de l'emploi et du salaire journalier moyen en 2022 à Gaza



Source: Estimations du BIT d'après les données fournies par les enquêtes trimestrielles sur la main-d'œuvre (PCBS), 2021-22.

## ► Chapitre 3. Conséquences de l'occupation sur les droits des travailleurs

- 83.** En 2022, l'occupation a continué d'avoir une influence majeure sur les droits des travailleurs palestiniens, qu'ils travaillent en Cisjordanie (y compris Jérusalem-Est) et à Gaza ou en Israël et dans les colonies, ou qu'ils soient au chômage. Les conséquences économiques et sociales de l'occupation et des activités de peuplement empêchent les travailleurs palestiniens de jouir de leurs droits, notamment ceux qui sont énoncés dans le corpus de normes internationales du travail.

### La mécanique de l'occupation: l'expansion des colonies

- 84.** La communauté internationale a continué de souligner le caractère illégal de l'occupation israélienne, notamment de l'expansion des colonies. Tout récemment, en février 2023, la Présidente du Conseil de sécurité de l'ONU a fait une déclaration au nom du conseil pour exprimer la ferme opposition de ce dernier à la construction et à l'expansion de colonies de peuplement par Israël, à la confiscation de terres palestiniennes, à la légalisation rétroactive des avant-postes de colonies, à la destruction de maisons palestiniennes et au déplacement de civils palestiniens, qu'il considère comme des mesures unilatérales qui entravent la paix <sup>57</sup>.
- 85.** Quoi qu'il en soit, les activités de peuplement illégales menées par Israël se poursuivent et les colonies s'étendent <sup>58</sup>. En 2022, des projets pour la construction de 4 427 nouveaux logements dans les colonies de Cisjordanie ont été planifiés, soit plus qu'en 2021 (3 645) <sup>59</sup>. Le nombre d'appels d'offres publiés a augmenté plus rapidement au cours des trois premiers mois de 2023, et a dépassé le millier <sup>60</sup>. En février 2023, le Conseil supérieur de la planification de l'Administration civile a approuvé la présentation de plus de 7 000 logements dans les colonies, dont 14 nouveaux quartiers pouvant être considérés pour certains comme des avant-postes illégaux. Cette décision a notamment permis de légaliser rétroactivement des constructions existantes <sup>61</sup>. En revanche, aucun projet de construction de logements palestiniens dans la zone C n'a dépassé le stade de la planification en 2022 <sup>62</sup>, et, en avril 2023, il a été signalé que la municipalité de Jérusalem-Est avait retiré son soutien à un projet de nouveau quartier palestinien dans la ville, qui aurait été le premier à voir le jour depuis 1967 <sup>63</sup>.
- 86.** Des évolutions juridiques concernant les colonies sont intervenues au cours de l'année écoulée, parmi lesquelles une décision rendue en mai 2022 par la Haute Cour de justice israélienne, par

<sup>57</sup> ONU, Conseil de sécurité, *Déclaration de la Présidente du Conseil de sécurité*, S/PRST/2023/1, 20 février 2023.

<sup>58</sup> ONU, Conseil de sécurité, *Application de la résolution 2334 (2016) du Conseil de sécurité: Rapport du Secrétaire général*, S/2022/945, 14 décembre 2022, paragr. 68.

<sup>59</sup> Peace Now, «*Settlements Data: Construction*».

<sup>60</sup> Peace Now, «*Settlements Data: Construction*», et «*Settlements Data: Jerusalem*». Les appels d'offres sont des appels à soumissionner lancés par le gouvernement en vue de la construction de logements; ils précèdent l'étape de la construction et celle de la commercialisation. La procédure d'appel d'offres n'est obligatoire que dans 13 colonies; dans toutes les autres, les travaux de construction peuvent commencer directement.

<sup>61</sup> Peace Now, «*The Government Announced the Promotion of 6,000 Housing Units in Settlements: In Practice, 7,157 Units Were Promoted, Including Five Additional Outposts*», 19 février 2023, mis à jour le 23 février 2023.

<sup>62</sup> Peace Now, «*Settlements Data: Construction*».

<sup>63</sup> Nir Hasson, «*After 15 Years of Planning, Jerusalem Backtracks on Building New Palestinian Neighborhood*», *Haaretz*, 19 avril 2023.

laquelle cette dernière a autorisé l'expulsion des habitants de huit villages palestiniens (environ 1 000 personnes) de la région de Masafer Yatta, dans le sud-est de la Cisjordanie, qui avait été déclarée zone de tir en 1981 <sup>64</sup>; un revirement de jurisprudence de la Cour suprême qui, en juillet 2022, est revenue sur son arrêt de 2020 ordonnant l'évacuation des colons de l'avant-poste illégal de Mitzpeh Kramim <sup>65</sup>; et l'adoption en mars 2023 d'une loi autorisant les colons à acheter des terres appartenant à des particuliers palestiniens ou le gouvernement à leur attribuer des terres relevant du domaine public aux fins de la reconstruction de quatre colonies évacuées par Israël en 2005 <sup>66</sup>. La Cour suprême a différé l'expulsion de familles palestiniennes de leurs logements situés dans les quartiers de Sheikh Jarrah et de Silwan dans Jérusalem-Est occupée <sup>67</sup>.

87. En 2022, la violence contre les civils a fortement augmenté des deux côtés <sup>68</sup>: affrontements entre Palestiniens et forces de sécurité israéliennes, actes de violence impliquant des colons, attaques de Palestiniens contre des Israéliens et opérations des forces de sécurité israéliennes <sup>69</sup>. Dans le contexte de l'occupation et du conflit, 191 Palestiniens ont été tués et 10 345 ont été blessés en Cisjordanie, à Gaza et en Israël. En Cisjordanie, le nombre de morts a atteint un niveau sans précédent depuis que le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA) a commencé à recenser les décès en 2008: en 2022, 154 Palestiniens sont morts aux mains des forces de sécurité israéliennes ou des colons. Au cours des trois premiers mois de 2023, 86 Palestiniens ont été tués en Cisjordanie, soit déjà plus que pendant toute l'année 2021 <sup>70</sup>. Le nombre de victimes israéliennes a également été plus élevé en 2022 qu'en 2021: 21 Israéliens ont été tués <sup>71</sup> et 252 blessés dans le contexte de l'occupation et du conflit. L'année 2022 a été la plus meurtrière depuis 2015 si l'on considère le nombre de civils israéliens tués dans des attaques menées par des Palestiniens en Israël et en Cisjordanie occupée <sup>72</sup>.
88. Les violences commises par des colons ont augmenté de manière considérable en 2022: l'OCHA a recensé 849 incidents ayant fait des morts et des blessés et entraîné des dégâts matériels, un nombre jamais atteint depuis que ce type de données ont commencé à être enregistrées en 2006 <sup>73</sup>. Les données portant sur les deux premiers mois de 2023 montrent que le nombre d'incidents se maintient à un niveau élevé <sup>74</sup>. Les colons sont rarement amenés à répondre de ces attaques, ce qui accroît le niveau de menace pour les Palestiniens et leurs biens <sup>75</sup>, ainsi que le sentiment d'impunité <sup>76</sup>. Selon des données israéliennes, 86 des 100 villes et villages israéliens

<sup>64</sup> Haaretz, «Israel's High Court of Justice, the Occupation's Rubber Stamp», éditorial, 8 mai 2022; Hagar Shezaf, «Israeli Top Court Approves Eviction of Eight Palestinian Villages After Decades-Long Battle», Haaretz, 5 mai 2022.

<sup>65</sup> Hagar Shezaf et Chen Maanit, «Israel's Top Court Reverses Ruling on West Bank Outpost, Allowing Settlers to Stay», Haaretz, 27 juillet 2022.

<sup>66</sup> Peace Now, «Knesset Passes Amendment Repealing Disengagement Law for Northern West Bank in Final Vote», 22 mars 2023; Hagar Shezaf et Jonathan Lis, «Explained: The Amended Law Allowing Israelis to Return to West Bank Sites Vacated During 2005 Disengagement», Haaretz, 23 mars 2023.

<sup>67</sup> Application de la résolution 2334 (2016) du Conseil de sécurité, paragr. 71.

<sup>68</sup> Application de la résolution 2334 (2016) du Conseil de sécurité, paragr. 72.

<sup>69</sup> Application de la résolution 2334 (2016) du Conseil de sécurité, paragr. 12.

<sup>70</sup> OCHA, «Data on Casualties» (consulté le 3 mai 2023).

<sup>71</sup> Plus huit Israéliens tués en Israël, dont deux pour lesquels la cause immédiate du décès ou l'identité ou le mobile de l'auteur restent contestés ou inconnus, et six pour lesquels l'attaque n'a pas impliqué de Palestiniens du territoire palestinien occupé.

<sup>72</sup> Application de la résolution 2334 (2016) du Conseil de sécurité, paragr. 75.

<sup>73</sup> OCHA, *Occupied Palestinian Territory – 2022 Overview* (2023).

<sup>74</sup> B'Tselem, «Data on Settler Violence».

<sup>75</sup> Application de la résolution 2334 (2016) du Conseil de sécurité, paragr. 73.

<sup>76</sup> Loveday Morris, «As Settler Violence Surges, Palestinians Say They Have Nowhere to Turn», *Washington Post*, 17 mars 2023.

comptant la plus grande proportion de détenteurs de permis de port d'arme sont des colonies de Cisjordanie <sup>77</sup>.

89. Les démolitions et saisies de biens palestiniens par les autorités israéliennes ont continué d'augmenter, le motif le plus souvent invoqué étant l'absence de permis de construire, pratiquement impossible à obtenir pour les Palestiniens. En 2022, les autorités israéliennes ont démolé, obligé à démolir ou saisi 954 structures appartenant à des Palestiniens en Cisjordanie, y compris Jérusalem-Est (tableau 3.1). Les démolitions n'avaient pas été aussi nombreuses depuis 2016 <sup>78</sup>, et elles se sont pour la troisième année consécutive traduites par le déplacement de plus de 1 000 personnes <sup>79</sup>. À Jérusalem-Est, 51 pour cent des structures ont été démolies par leurs propriétaires qui voulaient éviter le paiement d'une amende suite à un ordre de démolition émanant des autorités israéliennes. Ce chiffre était en moyenne de 34 pour cent depuis cinq ans.

► **Tableau 3.1. Démolitions et déplacements ordonnés par Israël en Cisjordanie, y compris Jérusalem-Est, par année**

	2019	2020	2021	2022	2023 (janvier-mars)
Structures démolies	632	857	911	954	290
Personnes déplacées	907	1 004	1 209	1 032	413

Source: OCHA, [Data on Demolition and Displacement in the West Bank](#).

90. En 2022, 11 maisons appartenant à des Palestiniens ont été démolies par les autorités israéliennes en représailles d'attaques ou d'attaques présumées de membres des foyers concernés contre des Israéliens <sup>80</sup>. À titre de comparaison, trois maisons palestiniennes avaient été démolies pour les mêmes raisons en 2021, et sept en 2020. Les punitions collectives sont interdites par le droit international.

## Droits des travailleurs en Cisjordanie: les conséquences de l'expansion des colonies

91. Depuis des années, le Directeur général signale que l'effet conjugué de l'application inégale des règles, des obstacles administratifs et physiques à la liberté de circulation et des violences ou menaces de violences associées à l'occupation crée de nombreux déficits de travail décent pour les travailleurs palestiniens de Cisjordanie. L'occupation et les activités de peuplement restreignent les droits des Palestiniens relatifs à la liberté de circulation et de résidence, ainsi que leur accès aux ressources, au travail et aux marchés. L'année 2022 ne fait pas exception.

### Application inégale des règles

92. De nombreux interlocuteurs ont souligné qu'en Cisjordanie, y compris Jérusalem-Est, les lois et règlements étaient systématiquement appliqués de manière discriminatoire à l'égard des Palestiniens. Il ressort des précédents rapports du Directeur général que, en Cisjordanie, les

<sup>77</sup> Josh Breiner, «[West Bank Settlements Have Highest Percentage of Gun Owners, New Data Shows](#)», *Haaretz*, 30 janvier 2023.

<sup>78</sup> OCHA, «[Breakdown of Data on Demolition and Displacement in the West Bank](#)».

<sup>79</sup> OCHA, [West Bank Demolitions and Displacement: An Overview – December 2022](#), 21 février 2023.

<sup>80</sup> OCHA, *Occupied Palestinian Territory – 2022 Overview* (2023).

Palestiniens n'ont par exemple pas droit aux prestations et avantages dont bénéficient les colons, et que seulement 1 pour cent des terres de la zone C et 13 pour cent des terres de Jérusalem-Est sont affectées à la construction d'infrastructures pour les Palestiniens. Une infrastructure sophistiquée, notamment un réseau de routes sillonnant la Cisjordanie et reliant les colonies entre elles et avec les centres urbains israéliens, favorise l'expansion des colonies. Dans certains cas, seuls les Israéliens et les personnes disposant d'un permis délivré par l'armée israélienne peuvent emprunter ce réseau routier. Cette situation accroît encore les difficultés qu'éprouvent les Palestiniens de Cisjordanie, y compris Jérusalem-Est, pour accéder à leurs terres et à leurs lieux de travail, leur temps de trajet étant nettement plus long que s'ils empruntaient l'itinéraire le plus direct, qui leur interdit.

93. L'impossibilité pour les Palestiniens d'obtenir des permis pour la construction ou l'agrandissement d'installations nécessaires à leur subsistance, et les démolitions et déplacements qui en résultent, sont un problème de longue date qui illustre l'application inégale des règles. Plus de la moitié des 954 structures palestiniennes démolies par les autorités israéliennes en 2022, parmi lesquelles 57 se situaient à Jérusalem-Est, permettaient de soutenir des activités de subsistance dans les domaines de l'agriculture, de l'élevage ou du commerce <sup>81</sup>. La quasi-totalité de ces infrastructures de subsistance (519 sur 533) ont été démolies pour des raisons liées à l'absence de permis. On en comptait une parmi les dix installations démolies dans des camps de réfugiés.
94. L'application inégale des règles est particulièrement manifeste dans la vallée du Jourdain, où 62 structures d'appui aux moyens de subsistance agricoles et à d'autres types de moyens de subsistance ont été démolies au cours de l'année 2022 pour absence de permis <sup>82</sup>, et où les Palestiniens rencontrent des difficultés constantes pour utiliser les ressources en eau (voir encadré 2.1) <sup>83</sup>. Tous les travaux d'aménagement agricole sont subordonnés à la délivrance d'un permis par Israël, permis presque impossible à obtenir pour les Palestiniens, même lorsqu'il s'agit, par exemple, d'installer une tente pour se protéger du soleil, d'augmenter la production d'un puits ou d'utiliser de nouvelles machines. Cette obligation pèse lourdement sur la productivité et la durabilité des exploitations agricoles qui, par conséquent, fournissent rarement des moyens de subsistance suffisants aux propriétaires, lesquels sont contraints de chercher du travail dans les colonies voisines ou de quitter leurs terres. De vastes zones de la vallée du Jourdain ont été classées comme réserves naturelles nationales ou comme zones de tir de l'armée dont l'utilisation est soit interdite aux Palestiniens, soit strictement réglementée. En revanche, des milliers d'hectares, y compris dans les réserves naturelles ou les zones de tir, sont utilisés pour le pâturage par les colons israéliens venant de «dizaines d'avant-postes constitués de fermes et de zones d'élevage» n'ayant pas fait l'objet d'ordres de démolition ni suscité l'attention des autorités <sup>84</sup>.

## Obstacles physiques et administratifs à la liberté de circulation

95. L'année 2022 a marqué le 20<sup>e</sup> anniversaire du début de la construction, par les autorités israéliennes, de la barrière de séparation – ensemble de murs de béton, de grillages, de fossés, de fils barbelés, de chemins de sable, d'un système de surveillance électronique, de routes de

<sup>81</sup> OCHA, «Breakdown of Data on Demolition and Displacement in the West Bank».

<sup>82</sup> OCHA, «Breakdown of Data on Demolition and Displacement in the West Bank»; *West Bank Demolitions and Displacement: An Overview – November 2022*, 27 décembre 2022.

<sup>83</sup> HCNUDH, *Répartition des ressources en eau dans le Territoire palestinien occupé, y compris à Jérusalem-Est: Rapport de la Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme*, 15 octobre 2021.

<sup>84</sup> Kerem Navot, *The Wild West: Grazing, Seizing and Looting by Israeli Settlers in the West Bank*, mai 2022.

patrouille, d'une zone tampon et de plusieurs postes de contrôle militaires – dont l'objectif affiché est de prévenir les attaques violentes de Palestiniens sur le territoire israélien <sup>85</sup>. La «zone de jointure» est la zone de Cisjordanie située entre la barrière de séparation et la ligne verte <sup>86</sup> que l'armée israélienne déclare fermée aux Palestiniens. À cause de la barrière, les quelque 11 000 Palestiniens qui y résident doivent être en possession d'un permis délivré par Israël pour occuper leur propre maison <sup>87</sup>, et les 150 communautés palestiniennes établies en Cisjordanie qui y ont des terres agricoles doivent disposer d'un permis ou d'une autorisation spéciale pour cultiver leurs terres <sup>88</sup>. Le permis donne accès aux terres agricoles pendant des plages horaires très restreintes et via des points de passage bien précis.

96. En 2022, les déplacements en Cisjordanie, y compris Jérusalem-Est, sont restés soumis à des règles restrictives et imprévisibles. Outre les nombreux postes de contrôle ad hoc mis en place à différents moments de l'année, il existe en Cisjordanie 77 points de contrôle gardés où sont contrôlés les déplacements entre les villes et les villages, dont 29 dans la zone H2 d'Hébron <sup>89</sup>. Face à l'escalade de la violence en Cisjordanie, des micro, petites et moyennes entreprises ont été fermées en divers endroits par décrets israéliens, pour des raisons de sécurité. Ainsi, en octobre 2022, en réaction à ce que les forces de sécurité israéliennes ont qualifié de «récente montée du terrorisme dans la ville», environ 200 000 habitants de Naplouse ont été soumis pendant plus de deux semaines à un «semi-blocus», qui a entraîné une diminution des recettes des commerces, vidé les hôtels, conduit à un report d'audiences en justice et provoqué la suspension des cours à l'université <sup>90</sup>. En novembre 2022, l'armée israélienne a fermé des magasins palestiniens d'Hébron pour permettre le passage d'une marche de colons qui a tourné à l'émeute <sup>91</sup>. En février 2023, après les violences commises par des colons à Huwara, les forces de sécurité israéliennes ont ordonné la fermeture de 350 commerces et autres entreprises pendant cinq jours, ce qui a provoqué de lourdes pertes <sup>92</sup>. En outre, les propriétaires de commerces et autres entreprises de Cisjordanie se sont parfois sentis contraints de baisser le rideau par peur des violences ou parce qu'ils avaient reçus des menaces. Dans d'autres cas, ils ont fermé pour répondre à des appels à la grève générale lancés par des Palestiniens en signe de deuil pour les pertes humaines dues au conflit ou de protestation contre les actions israéliennes.
97. Les Palestiniens de Jérusalem-Est et les Palestiniens du reste de la Cisjordanie étaient toujours isolés les uns des autres par la barrière de séparation et les 12 postes de contrôle gardés disséminés autour de Jérusalem-Est <sup>93</sup>. Environ 100 000 Palestiniens franchissent chaque jour les postes de contrôle de Jérusalem <sup>94</sup>. En octobre 2022, les forces de sécurité israéliennes ont complètement bouclé le camp de réfugiés de Shu'fat à Jérusalem-Est pendant cinq jours, après

<sup>85</sup> OCHA, *The Humanitarian Impact of 20 Years of the Barrier*, décembre 2022.

<sup>86</sup> La «ligne verte» est la ligne d'armistice tracée entre Israël et la Cisjordanie en 1949.

<sup>87</sup> OCHA, *The Humanitarian Impact of 20 Years of the Barrier*.

<sup>88</sup> OCHA, *Feeding Your Family When Your Fruit Trees Are Isolated behind a Fence*, 23 mars 2023; OCHA, «The Humanitarian Impact of 20 Years of the Barrier»; HaMoked, «Following HaMoked Petition and a Six-Month Delay: The Military Enabled Farmers from Kufr Thulth to Briefly Access and Plow Their Lands Trapped beyond the Separation Wall», 14 août 2022.

<sup>89</sup> OCHA, *Occupied Palestinian Territory – 2022 Overview* (2023).

<sup>90</sup> B'Tselem, *Israel Holding Nablus and Nearby Villages in Chokehold for 15 Days*, 26 octobre 2022; Patrick Kingsley, «“You're Suffocating Us”: Israeli Blockade in West Bank Angers Palestinians», *New York Times*, 26 octobre 2022.

<sup>91</sup> Hagar Shezaf, «Two Suspects, Including Off-Duty Israeli Soldier, Arrested Over Weekend Violence in Hebron», *Haaretz*, 21 novembre 2022.

<sup>92</sup> B'Tselem, *The Pogrom in Huwarah and Other Palestinian Communities in the Northern West Bank: The Jewish Supremacy Regime in Action*, 12 mars 2023.

<sup>93</sup> OCHA, *Occupied Palestinian Territory – 2022 Overview* (2023).

<sup>94</sup> MachsomWatch, «Jerusalem: The Forbidden City».

qu'un Palestinien a tué un agent de la police des frontières et en a blessé deux autres. En réaction, les commerçants palestiniens de Jérusalem-Est ont mené une grève générale d'une journée pour protester contre les descentes de la police israélienne <sup>95</sup>.

## Conséquences des violences sur le travail et les moyens de subsistance

- 98.** Les conséquences particulières que les actes de violence commis par des colons ont sur l'agriculture en Cisjordanie ont de nouveau été mises en lumière pendant les deux mois de la récolte des olives. Au cours de cette période, des dizaines d'incidents, notamment des actes de violence, des vols, des dommages aux biens et la destruction de centaines d'oliviers, ont été signalés à des ONG israéliennes <sup>96</sup>. De nombreux oléiculteurs n'ont une fois encore pas pu effectuer une récolte complète en 2022 du fait des violences et des limites de la période de récoltes imposées par les forces de sécurité israéliennes <sup>97</sup>. Les oliviers du côté «israélien» de la barrière de séparation ont un rendement supérieur de 60 pour cent à ceux du côté «palestinien» <sup>98</sup>. En Cisjordanie, les violences commises par des colons entravent également d'autres activités agricoles et professionnelles. Des interlocuteurs de la vallée du Jourdain ont informé la mission qu'en 2022 des colons avaient endommagé à trois reprises des panneaux solaires fournis par des donateurs internationaux et s'étaient montrés menaçants et physiquement violents, ce qui a eu une incidence sur la capacité des Palestiniens à cultiver leurs terres. Les forces de sécurité israéliennes avaient auparavant détruit au bulldozer un réservoir d'eau construit grâce à l'aide humanitaire. Au cours d'une nuit d'extrême violence à Huwara, du bétail a été tué et des oliviers ont été détruits <sup>99</sup> et au moins huit installations commerciales, dont six ateliers de réparation automobile, ont été incendiés <sup>100</sup>.
- 99.** La situation dans les 19 camps de réfugiés de Cisjordanie, y compris Jérusalem-Est, est particulièrement préoccupante. En 2022, les forces de sécurité israéliennes y ont mené en moyenne 13 opérations par semaine, notamment des opérations de perquisition et d'arrestation <sup>101</sup>. La mission a été informée que les incursions des forces de sécurité israéliennes dans les camps de réfugiés s'étaient accompagnées de violences autour des établissements scolaires et avaient perturbé l'assiduité des élèves. Les traumatismes et les déficits d'apprentissage qui en découlent risquent de se répercuter sur les perspectives futures des enfants sur le marché du travail. Ces incursions touchent particulièrement les femmes, qui ont la charge du bien-être mental et physique d'enfants souvent traumatisés et voient ainsi leurs possibilités de travailler, déjà limitées, se réduire encore.

## Droits des travailleurs à Gaza: les conséquences du blocus

- 100.** Le blocus de Gaza, qui limite la circulation des personnes vivant dans l'enclave et la circulation des marchandises, continue d'avoir des conséquences profondes sur les droits des travailleurs palestiniens. Une fois encore, ces conséquences ont été aggravées par l'escalade des hostilités

<sup>95</sup> Hagar Shezaf, Yaniv Kubovich et Yael Freidson, «Israeli Army Puts Nablus Under Lockdown Following Deadly Shooting Attacks», *Haaretz*, 12 octobre 2022.

<sup>96</sup> B'Tselem, *Olive Harvest 2022: Another Display of State-Sanctioned Violence by Israeli Settlers and Soldiers against Palestinian Farmers*, 31 janvier 2023; Yesh Din, «Summary of the 2022 Harvest Season», 4 janvier 2023.

<sup>97</sup> MachsomWatch, «Conversations with Friends: Masafer Yatta-Hebron-Burin», 14 décembre 2022.

<sup>98</sup> OCHA, *The Humanitarian Impact of 20 Years of the Barrier*.

<sup>99</sup> B'Tselem, *The Pogrom in Huwarah and Other Palestinian Communities in the Northern West Bank*.

<sup>100</sup> OCHA, *Protection of Civilians Report – 14–27 February 2023*, 4 mars 2023.

<sup>101</sup> OCHA, *Humanitarian Response Plan OPT*, Humanitarian Programme Cycle 2023, janvier 2023, 52.

qui a marqué le mois d'août 2022, au cours duquel 50 Palestiniens ont été tués et 383 blessés <sup>102</sup>. La majorité des Gazaouis sont des réfugiés. Le taux de pauvreté en 2022 était de 65 pour cent, ce qui marque une augmentation par rapport à 2021 – il s'établissait alors à 59 pour cent <sup>103</sup>. Les problèmes sociaux, notamment la violence fondée sur le genre, se sont aggravés <sup>104</sup>. Gaza traverse une crise de la santé mentale <sup>105</sup>.

- 101.** Les conditions humanitaires désastreuses et l'extrême pauvreté ont des conséquences directes sur la capacité des Palestiniens de Gaza à jouir de leurs droits en tant que travailleurs. Les travailleurs en grande difficulté sont vulnérables à l'exploitation et, dans bien des cas, ne cherchent pas à faire valoir leurs droits, même lorsqu'ils les connaissent. La mission a été informée qu'à Gaza les travailleurs acceptaient fréquemment de travailler pour un salaire bien inférieur au minimum légal, avec une durée du travail supérieure à la durée maximum légale et sans bénéficier d'une sécurité de l'emploi ni de prestations de sécurité sociale, ou sans se soucier de leur sécurité et de leur santé au travail. Les travailleurs hésitent à faire valoir leur liberté d'expression et leur liberté syndicale de peur que cela ne se répercute indirectement sur leur emploi obtenu de haute lutte. Les travailleuses éprouvent des difficultés plus grandes, car elles se heurtent également à des barrières sociales renforcées par les politiques et pratiques des autorités de facto, la violence sur le lieu de travail et la nécessité de concilier le travail avec les responsabilités domestiques et familiales. Même si des conditions de travail minimales ne peuvent être assurées, le travail en ligne via des plateformes numériques continue d'être envisagé comme un moyen potentiel pour les travailleurs d'échapper au blocus et d'accéder à des possibilités de travail en Cisjordanie et à l'étranger.
- 102.** En 2022, Israël a continué d'imposer des restrictions d'accès dans les zones longeant la clôture d'enceinte et les zones côtières de Gaza, ce qui a mis un frein aux activités agricoles et de pêche. Au cours de l'année, les forces israéliennes ont tiré sur des Palestiniens à 952 reprises, prétendument pour les empêcher d'accéder à la terre ou à la mer dans les zones d'accès restreint – il s'agit du chiffre le plus élevé depuis que ce type de données ont commencé à être enregistrées en 2017 <sup>106</sup>. Vingt adultes et trois enfants ont été blessés <sup>107</sup>. Pour ce qui est de l'agriculture, en 2022, les forces israéliennes ont mené des dizaines d'incursions et d'opérations de nivellement sur des terres jouxtant la clôture d'enceinte et endommagé des biens agricoles <sup>108</sup>. Dans les zones maritimes d'accès restreint, la marine israélienne a arrêté 64 Palestiniens et saisi 23 bateaux de pêche <sup>109</sup>. Le tribunal de district de Haïfa, en tant que tribunal maritime, doit rendre sa décision définitive concernant une demande israélienne visant à obtenir le pouvoir de confisquer de façon permanente les bateaux saisis pour non-respect des limites des zones de pêche autorisée imposées par Israël <sup>110</sup>.

<sup>102</sup> OCHA, *Occupied Palestinian Territory – 2022 Overview* (2023). Sur les 50 Palestiniens tués, 30 l'ont été par les forces israéliennes, 16 par des groupes armés palestiniens dont les roquettes/mortiers ont manqué leur cible, et 4 par des auteurs dont l'identité est contestée ou inconnue.

<sup>103</sup> OCHA, *Movement In and Out of Gaza in 2022*, 22 février 2023.

<sup>104</sup> Al-Mezan Centre for Human Rights, *International Women's Day Factsheet*, 2022.

<sup>105</sup> OCHA, *Humanitarian Response Plan OPT*, janvier 2023, 51-52.

<sup>106</sup> OCHA, «Gaza Strip: Critical Humanitarian Indicators: Protection».

<sup>107</sup> OCHA, «Gaza Strip: Critical Humanitarian Indicators: Access».

<sup>108</sup> OCHA, «Gaza Strip: Critical Humanitarian Indicators: Access».

<sup>109</sup> Al-Mezan, *Executive Summary of Al Mezan's Annual Report on the Situation of Economic, Social, and Cultural Rights in the Gaza Strip in 2022*, mars 2023, 5.

<sup>110</sup> Gisha, *Israel vs. the Boat: Continued*, 21 mars 2023.

## Travailleurs palestiniens sur le marché du travail israélien: inégalités et vulnérabilité

**103.** La présence croissante de travailleurs palestiniens sur le marché du travail israélien a été évoquée au cours de presque toutes les réunions qui se sont tenues durant la mission. Certains interlocuteurs ont dit craindre que le nombre élevé de Palestiniens travaillant en Israël et dans les colonies – en augmentation de 40 pour cent depuis l'année précédente, comme indiqué au chapitre 2 – ne se traduise par des pénuries de main-d'œuvre qualifiée et semi-qualifiée en Cisjordanie et à Gaza. D'autres ont estimé que ce nombre devrait être plus élevé encore, afin que davantage de Palestiniens aient accès à de nouvelles perspectives. D'autres encore ont vu des inégalités et des désavantages dans le tissu de lois, de règlements et de politiques que les autorités israéliennes présentent comme une réponse au contexte sécuritaire. De l'avis général, les conditions de travail sont mauvaises, les droits en matière de sécurité sociale sont inégalement mis en œuvre et le système de courtage des permis de travail conduit à l'exploitation des travailleurs, qui sont contraints de transiter par des points de passage où ils se heurtent à de l'hostilité. De nombreux interlocuteurs ont souligné la situation de vulnérabilité de certains Palestiniens travaillant en Israël, en particulier dans les colonies, qui, faute de permis de travail, ne peuvent faire valoir leurs droits au travail, et ont attiré l'attention sur celle des Palestiniens de Gaza et des femmes et enfants de Cisjordanie. Certains ont exprimé le souhait que l'Autorité palestinienne soit davantage associée à la réglementation de l'emploi des Palestiniens en Israël, conformément au Protocole de Paris, tandis que d'autres, méfiants à l'égard de l'Autorité palestinienne, ont estimé qu'il faudrait tenir compte du point de vue des travailleurs palestiniens de manière plus directe au moment de l'élaboration des politiques.

## Réforme du régime des permis de travail et prédominance persistante des intermédiaires

**104.** Il y a deux ans, la mission avait pris note avec intérêt de la mise en œuvre de la réforme longtemps attendue du régime des permis de travail dans les secteurs de la construction, de l'industrie et des services <sup>111</sup>. L'année dernière, la mission avait constaté que la réforme n'avait pas encore atteint son but, qui était d'éliminer le trafic des permis de travail et le recours à des intermédiaires israéliens et palestiniens <sup>112</sup>. Un an après, la situation n'a guère évolué.

**105.** La question des intermédiaires et du contrôle qu'ils exercent sur l'accès des Palestiniens au marché du travail israélien reste un défi majeur (voir encadré 3.1). Les données du PCBS indiquent qu'aujourd'hui 52 pour cent des travailleurs palestiniens rétribuent des intermédiaires pour bénéficier d'un permis de travail, ce qui représente une augmentation de 4 points de pourcentage par rapport à 2021. L'application logicielle conçue pour mettre en relation des employeurs israéliens enregistrés avec des travailleurs palestiniens, et ainsi limiter le recours à des intermédiaires, n'est pas en service car elle est en cours de mise au point. Il a été donné à entendre que les intermédiaires avaient adapté leur modèle d'activité de manière à utiliser l'application à leur avantage. La Coordination des activités gouvernementales dans les territoires (COGAT) a informé la mission que le paiement électronique des salaires, prévu de longue date, était désormais en place pour environ 70 pour cent des travailleurs de Cisjordanie titulaires d'un permis de travail. À la suite d'une journée de grève, organisée en août 2022 contre la décision de verser les salaires sur des comptes bancaires palestiniens plutôt qu'en espèces, l'assurance a été

<sup>111</sup> BIT, *La situation des travailleurs des territoires arabes occupés*, ILC.109/DG/APP/2021, paragr. 86.

<sup>112</sup> BIT, *La situation des travailleurs des territoires arabes occupés*, ILC.110/DG/APP, 2022, paragr. 82.

donnée aux travailleurs que des taxes ou des frais ne seraient pas prélevés sur les salaires <sup>113</sup>. La mission a eu connaissance de nombreuses allégations selon lesquelles, dans la pratique, les paiements électroniques sont limités au montant du salaire minimum, le surplus étant versé en espèces afin de réduire les obligations des employeurs en matière de sécurité sociale. Les travailleurs, qu'ils travaillent ou non, sont tenus de rétribuer les intermédiaires chaque mois <sup>114</sup>. Le rapport 2022 du département d'État des États-Unis sur la traite des personnes indique que les travailleurs palestiniens qui doivent payer des frais de courtage mensuels ou sont embauchés par des employeurs puis mis à la disposition d'autres employeurs restent exposés au travail forcé, et que le système de courtage des permis de travail mis en place par les employeurs permet à certains d'entre eux de soumettre les travailleurs à des pratiques de travail forcé <sup>115</sup>.

### ► Encadré 3.1. Le système de courtage des permis de travail

Une part importante des Palestiniens travaillant en Israël paient une rétribution mensuelle à un intermédiaire. Cette rétribution est en moyenne de 2 429 shekels et doit être versée quel que soit le nombre de jours travaillés dans le mois.

Depuis de nombreuses années, les interlocuteurs indiquent systématiquement à la mission que le système de courtage des permis porte atteinte à la capacité des travailleurs palestiniens de jouir de leurs droits tels qu'ils sont énoncés dans les normes internationales du travail. Le courtage de permis est un facteur de stress important pour les travailleurs, les expose davantage aux abus et renforce le déséquilibre des connaissances. Les parties prenantes israéliennes et palestiniennes semblent s'accorder pour dire que cette pratique est illégale, inique et relève de la corruption.

Le système de courtage est opaque et fondé sur l'exploitation. En outre, c'est un système complexe auquel participent les Palestiniens et les Israéliens. Les interlocuteurs ont indiqué que les Palestiniens souhaitant se rendre en Israël et dans les colonies pour y travailler s'en remettaient à des intermédiaires pour différentes raisons, notamment pour obtenir :

- **des contacts afin de bénéficier des quotas de permis fixés par Israël dans les secteurs de la construction, de l'industrie et des services** qui autorisent les travailleurs palestiniens à trouver un employeur israélien susceptible de leur fournir un permis de travail;
- **une mise en relation avec des employeurs israéliens qui fournissent des permis de travail aux travailleurs palestiniens.** Les travailleurs palestiniens peuvent entretenir une relation de travail directe avec ces employeurs, être «cédés» par l'employeur à d'autres employeurs ou être laissés libres de nouer des relations de travail dans n'importe quel secteur. Les travailleurs jouiront de la sécurité offerte par le permis de travail autorisant l'entrée en Israël, du paiement électronique du salaire minimum et des prestations de sécurité sociale de base prévues par la réglementation israélienne. Dans certains cas, les travailleurs devront verser à l'intermédiaire, en plus de la rétribution mensuelle, une avance initiale d'environ 5 500 shekels, soit l'équivalent du salaire minimum israélien, à titre de «compensation» pour le paiement du salaire effectué le premier mois via le système de transfert électronique;
- **une mise en relation avec des employeurs ou des intermédiaires israéliens qui proposent des emplois aux travailleurs palestiniens** à titre permanent ou temporaire, et parfois dans le cadre d'un travail saisonnier ou à la tâche, comme c'est le cas dans les colonies agricoles, ou bien avec des employeurs qui ne sont pas autorisés à employer des travailleurs palestiniens. Les travailleurs que les forces de sécurité ou la police israéliennes ont empêché d'entrer en Israël peuvent trouver du travail dans les colonies ou dans l'économie informelle. Les travailleurs seront payés en espèces et échapperont au contrôle des autorités israéliennes;

<sup>113</sup> Adel Abu Neema et Nidal Al-Mughrabi, «Palestinians Working in Israel Strike Over Demand for Bank Accounts», *Reuters*, 21 août 2022.

<sup>114</sup> Kav LaOved, «Roadmap to Health: Palestinian Workers in Israel's Construction Sector», 2022, 14-15.

<sup>115</sup> États-Unis, département d'État, *2022 Trafficking in Persons Report: Israel*.

- **une aide pour passer de Cisjordanie en Israël**, en ayant recours à des méthodes de transport partagées établies pour les Palestiniens titulaires d'un permis de travail ou, pour ceux qui n'ont ni permis de travail ni permis d'entrée, pour passer clandestinement la frontière.

- 106.** Les intermédiaires sont une passerelle entre le côté palestinien et le côté israélien de la Ligne verte. La mission a été informée que le système de courtage était pour l'essentiel une entreprise israélo-palestinienne conjointe: les intermédiaires opérant en Cisjordanie ont des partenaires en Israël qui obtiennent les permis de travail et prélèvent une partie des frais de courtage. Une telle entreprise conjointe appelle une réponse conjointe. Toutefois, là encore, les autorités israéliennes et palestiniennes n'ont pris aucune mesure bilatérale en 2022 pour combattre les intermédiaires. Le ministère palestinien du Travail a indiqué qu'il avait institué en 2022 un comité ministériel et un ensemble de commissions au niveau des gouvernorats pour lutter contre le système de courtage des permis de travail <sup>116</sup>. En 2022, les autorités israéliennes ont amélioré les procédures administratives afin de détecter tout éventuel commerce de permis et ont engagé à l'encontre de 95 employeurs israéliens des procédures de contrôle administratif, en subordonnant leur enregistrement à certaines conditions ou en l'annulant purement et simplement. La mise en œuvre du Plan d'action israélien de lutte contre la traite des personnes 2022-2026 a été approuvée en septembre 2022 et une équipe interministérielle chargée de prévenir l'exploitation des travailleurs palestiniens commencera ses travaux sous peu <sup>117</sup>.
- 107.** Quelques interlocuteurs, considérant que les problèmes rencontrés étaient des difficultés «de démarrage» inévitables ont estimé que certains changements, notamment la pleine mise en œuvre du paiement électronique des salaires et la redynamisation de l'application logicielle mettant en relation employeurs et travailleurs, garantiraient la réalisation des objectifs de la réforme. D'autres ont fait valoir que des changements plus profonds étaient nécessaires, par exemple le remplacement du système de permis par un système de type «carte verte» <sup>118</sup>. En vertu du Protocole de Paris, l'emploi des Palestiniens devrait faire l'objet d'une coordination avec l'Autorité palestinienne <sup>119</sup>.
- 108.** En 2022, le gouvernement d'Israël a pris, souvent en collaboration avec les partenaires sociaux, de nouvelles mesures pour tenter de réduire la vulnérabilité des Palestiniens travaillant en Israël et dans les colonies. Par exemple, au sein de la Division du travail du ministère israélien de l'Économie et de l'Industrie, les unités chargées de faire appliquer les règles de droit administratif, civil et pénal ont diligenté des enquêtes et instruit des affaires afin de faire respecter les droits des travailleurs palestiniens en ce qui concerne les salaires, les cotisations, les heures de travail et la sécurité sur le lieu de travail. En 2022, la commissaire aux droits au travail des travailleurs étrangers a ouvert 98 enquêtes à l'encontre d'employeurs de travailleurs palestiniens, contre 78 en 2021. Les campagnes de sensibilisation aux questions de sécurité conduites par l'intermédiaire des réseaux sociaux ont bénéficié aux travailleurs palestiniens via la page Facebook de la COGAT, les publications étant partagées avec tous les titulaires de permis de travail; en outre, des imprimés ont été distribués aux postes de contrôle.

<sup>116</sup> Ministère palestinien du Travail, note d'information communiquée à la mission (non publiée).

<sup>117</sup> Résolution gouvernementale n° 1862 en date du 18 septembre 2022 (traduction anglaise non officielle).

<sup>118</sup> MAAN-Association de travailleurs, «Give the Palestinian Workers a 'Green Card'», 24 juillet 2022.

<sup>119</sup> Accord relatif à la bande de Gaza et à la région de Jéricho, [Annex IV – Protocol on Economic Relations between the Government of the State of Israel and the PLO, representing the Palestinian people](#), Paris, 29 avril 1994, article VII, paragr. 1: «[L]a partie palestinienne a le droit de réglementer l'emploi de main-d'œuvre palestinienne en Israël par l'intermédiaire du service de l'emploi palestinien et le service de l'emploi israélien assure la coopération et la coordination nécessaires à cet effet».

## Quotas, permis de travail et accès au marché du travail

- 109.** En 2022, les quotas de permis pour les travailleurs palestiniens étaient plus élevés dans la plupart des secteurs qu'ils ne l'étaient au début de 2021, tout comme le nombre de permis délivrés dans la limite de ces quotas. En juin 2022, la COGAT a augmenté le quota de Palestiniens autorisés à travailler en Israël et assoupli les conditions relatives à l'âge et à la situation matrimoniale à satisfaire pour pouvoir demander un permis de travail <sup>120</sup>. Les quotas applicables aux secteurs de la construction, de l'industrie et des services en janvier 2023 ont augmenté par rapport à l'année précédente. Dans le même temps, les chiffres communiqués par la COGAT révèlent que seuls 5 des 200 permis autorisés pour le secteur de la haute technologie l'année dernière ont été délivrés.
- 110.** La pratique utilisée par les forces de sécurité pour empêcher des Palestiniens d'obtenir des permis de travail israéliens en invoquant des raisons de sécurité non précisées avait toujours cours en 2022, même si dans bien des cas, les efforts déployés par des ONG comme MachsomWatch ou par des avocats israéliens, y compris dans le cadre du système judiciaire, ont conduit à l'annulation de l'inscription sur liste noire. En mai 2022, Israël aurait révoqué les permis d'entrée et de travail de 1 100 Palestiniens dont les proches auraient été impliqués dans des attentats terroristes récents <sup>121</sup>. Le même mois, à la suite d'une attaque perpétrée par deux habitants de Rummanah (Cisjordanie), les 4 000 habitants de la ville ont été empêchés d'entrer en Israël pendant plus de trois semaines et 206 résidents se sont vu retirer leur permis de travail <sup>122</sup>. Un rapport récent présente des témoignages indiquant que les forces de sécurité sont susceptibles de fournir des permis de travail aux Palestiniens qui acceptent de collaborer avec elles <sup>123</sup>. La situation s'est améliorée aux points de passage ces dernières années, mais beaucoup sont toujours considérés comme des foyers de tension imprévisibles <sup>124</sup>, et des allégations de harcèlement sexuel de femmes dans les files d'attente, souvent très longues, ont été formulées <sup>125</sup>.

## Conditions de travail: sécurité sociale et sécurité et santé au travail

- 111.** Pendant des années, le rapport du Directeur général a suivi l'évolution de la situation concernant les fonds de pension non réclamés des Palestiniens travaillant en Israël, que l'Office de la population, de l'immigration et des frontières (PIBA) détient, parfois depuis les années 1970. La mission a été informée par les autorités israéliennes que, début 2023, la PIBA avait transféré les fonds de pension non versés aux travailleurs à Amitim, un organisme semi public israélien chargé d'administrer les fonds, de recevoir les futures cotisations et de procéder au versement des prestations sociales. Le gouvernement continuera d'assurer la gouvernance du fonds pour les travailleurs palestiniens, tandis qu'Amitim fournira les services opérationnels. Après être restés en grande partie inutilisés pendant de nombreuses années, les fonds de pension accumulés seront investis sous la direction d'un comité professionnel des placements. Les autorités israéliennes ont indiqué que, à la fin de 2022, le montant des fonds de pension accumulés s'élevait

<sup>120</sup> MachsomWatch, «[Once the Cameras Stopped Rolling](#)», 20 avril 2022.

<sup>121</sup> Yaniv Kubovich, «[Israel Revoked 1,100 Entry Permits of Palestinians Close to Terrorists in Recent Spate of Attacks](#)», *Haaretz*, 10 mai 2022.

<sup>122</sup> Hagar Shezaf, «[Three Weeks After Attack, Israel Keeps Sanctions on Assailants' West Bank Hometown](#)», *Haaretz*, 25 mai 2022.

<sup>123</sup> Breaking the Silence, *Military Rule: Testimonies of Soldiers from the Civil Administration, Gaza DCL and COGAT – 2011-2021*, 2022, 23, 67-68.

<sup>124</sup> MachsomWatch, «[Once the Cameras Stopped Rolling](#)».

<sup>125</sup> MAAN-Association de travailleurs, «[Palestinian Women Entering Israel to Work Complain of Sexual Harassment on the Waiting Line Inside the Checkpoint](#)», 11 septembre 2022; «[An End to Sexual Harassment of Palestinian Women Workers at the Sha'ar Ephraim Checkpoint \(near Tulkarm\)](#)», 20 novembre 2022.

à environ 3,7 milliards de shekels provenant des cotisations de quelque 100 000 travailleurs <sup>126</sup>. Il est à espérer que ce processus sera pleinement opérationnel d'ici le milieu de l'année 2023.

- 112.** Les autorités israéliennes ont fait savoir qu'elles avaient pris cette mesure parce que l'Autorité palestinienne n'avait pas créé de caisse de sécurité sociale vers laquelle les fonds accumulés auraient pu être transférés, comme prévu par le Protocole de Paris <sup>127</sup>. En revanche, l'Autorité palestinienne, qui a estimé que le volume des fonds de pension accumulés était nettement plus important, a renvoyé à une loi de 2016 visant à créer pour le secteur privé palestinien un organisme de sécurité sociale, dont elle espère qu'il sera bientôt opérationnel. La mission a été informée qu'un grand nombre de Palestiniens travaillant en Israël retiraient leurs cotisations <sup>128</sup> plutôt que d'attendre que les prestations de retraite leur soient versées en temps voulu. Ainsi, 82 000 Palestiniens ont soumis une demande de retrait à la PIBA en 2022, ce qui représente une augmentation par rapport aux 48 000 Palestiniens qui avaient retiré de l'argent du fonds en 2021, et aux 74 000 Palestiniens dans la même situation en 2020. La PIBA a indiqué que, au début de l'année 2022, 289 Palestiniens recevaient des pensions de vieillesse, de survivant ou d'invalidité d'Israël, c'est-à-dire le même nombre qu'en 2021 et 10 travailleurs de moins qu'en 2020.
- 113.** La santé et la sécurité des travailleurs palestiniens sur le marché du travail israélien restent une source de préoccupation. Cette fois encore, la mission a obtenu différentes statistiques recensant les décès liés à des accidents du travail survenus en 2022 parmi les travailleurs palestiniens en Israël <sup>129</sup>. Le Centre national palestinien pour la sécurité et la santé au travail et pour la protection de l'environnement (Université polytechnique de Palestine à Hébron) a rapporté que 18 Palestiniens avaient perdu la vie sur le marché du travail israélien en 2022, dont 13 dans le secteur de la construction, compte non tenu des Palestiniens décédés durant les trajets domicile-travail <sup>130</sup>. Le ministère palestinien du Travail a fait état de 53 décès de travailleurs palestiniens en Israël <sup>131</sup>, dont 44 dans le secteur de la construction <sup>132</sup>. Se fondant sur les chiffres du Bureau central de statistique israélien, Kav LaOved a indiqué que 18 Palestiniens étaient décédés dans des accidents du travail sur le marché du travail israélien en 2022 <sup>133</sup>. La Fédération générale du travail en Israël (Histadrout) a communiqué que 23 travailleurs du secteur de la construction avaient été victimes d'accidents du travail mortels en 2022 <sup>134</sup>. Selon la Fédération générale des syndicats de Palestine (PGFTU), six travailleurs palestiniens ont été tués par les forces de sécurité

<sup>126</sup> Ministère israélien des Finances, note d'information communiquée à la mission.

<sup>127</sup> Le Protocole de Paris prévoit le transfert des cotisations à un organisme palestinien: selon l'article VII, paragraphes 4 et 5, «Israël transfère chaque mois à une caisse de retraite compétente qui sera créée par l'Autorité palestinienne les cotisations d'assurance vieillesse [...]. Dès qu'elles ont reçu ces cotisations, l'Autorité palestinienne et ses institutions sociales compétentes sont pleinement responsables [...] du paiement des retraites et autres prestations sociales aux Palestiniens employés en Israël». (Accord relatif à la bande de Gaza et à la région de Jéricho, Annexe IV, Protocole relatif aux relations économiques entre le gouvernement de l'État d'Israël et l'OLP, représentant le peuple palestinien, Paris, 1994).

<sup>128</sup> Pour une analyse plus approfondie, voir Kav LaOved – ligne d'assistance téléphonique pour les travailleurs, et MAAN-Association de travailleurs, «A Joint Statement from Kav LaOved – Worker's Hotline and MAAN-Workers Association concerning the Transfer of Palestinian Workers' Pension Funds to the Amitim Company», 2 janvier 2023.

<sup>129</sup> Aucun chiffre n'a été communiqué par les autorités israéliennes.

<sup>130</sup> Centre national palestinien de sécurité et de santé au travail et de protection de l'environnement, *The Palestinian National Center for Occupational Safety and Health and Environmental Protection Issues the Annual Report on Work Accidents in Palestine for the Year 2022*, [traduction non officielle de l'arabe], 17 janvier 2022.

<sup>131</sup> Note d'information communiquée à la mission par le ministère palestinien du Travail.

<sup>132</sup> Ministère palestinien du Travail, *The Devastating Effects of the Israeli Occupation on the Economic and Social Affairs in Palestine*, 2022.

<sup>133</sup> Kav LaOved, *Occupational Safety – 2022 Annual Report*.

<sup>134</sup> Histadrout, «Annual report to the ILO Mission, 2023» (non publié).

israéliennes alors qu'ils se rendaient sur leur lieu de travail en Israël ou dans les colonies <sup>135</sup>. Le nombre de Palestiniens recevant une indemnisation à la suite d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle est probablement inférieur au nombre réel de cas déclarés et, d'après la Caisse d'assurance nationale d'Israël, il est sans doute impossible d'obtenir des chiffres exacts en raison de la sous-déclaration <sup>136</sup>.

- 114.** Les mandants tripartites en Israël ont continué d'élaborer et de mettre en œuvre des initiatives en faveur des Palestiniens travaillant dans le secteur israélien de la construction. Ces initiatives ont notamment pris la forme d'activités de sensibilisation aux droits et à la sécurité et la santé au travail, telles que l'organisation de tables rondes et de visites aux postes de contrôle, ainsi que de formations pour les Palestiniens travaillant en Israël. Il est à espérer que des initiatives seront menées, dans l'avenir, en partenariat avec les mandants palestiniens. L'obligation faite aux travailleurs palestiniens de réussir un test sur la sécurité et la santé au travail pour obtenir un permis de travail, qui devait entrer en vigueur en 2022, a finalement été abandonnée. Une nouvelle convention collective a été signée pour le secteur israélien de la construction; si elle ne mentionne pas expressément les travailleurs palestiniens, elle semble toutefois leur être favorable. La commission d'examen des plaintes, créée en vertu de la convention collective en vigueur, a traité 1 600 cas dans le cadre du règlement des différends en 2022. Au cours de l'année, une seconde commission a été créée dans la région de Jérusalem <sup>137</sup>.

## Travailleurs clandestins et autres travailleurs informels

- 115.** Les difficultés liées au système de permis et les inconvénients structurels dont pâtissent les travailleurs palestiniens sur le marché du travail formel israélien sont encore aggravés pour les travailleurs palestiniens de l'économie informelle. La mission a été informée que, dans un contexte où le respect des droits n'est pas assuré, les problèmes de non-paiement des salaires et de sécurité sont plus fréquents que chez les travailleurs titulaires d'un permis. Les travailleurs clandestins sont entrés en Israël en franchissant illégalement la barrière de séparation ou l'ont fait par des moyens légaux, sans toutefois être titulaires d'un permis de travail. Par définition, il n'est pas facile de déterminer combien de Palestiniens travaillent sur le marché du travail informel israélien – mais ils seraient quelque 90 000, selon certaines estimations <sup>138</sup>.
- 116.** En 2022, un plus grand nombre de Palestiniens de Gaza ont été autorisés à entrer en Israël pour travailler. L'OCHA a estimé que jusqu'à 89 pour cent des sorties quotidiennes de Gaza en février 2023 étaient liées au travail, la plupart étant le fait de travailleurs palestiniens journaliers en Israël <sup>139</sup>. Cependant, ces travailleurs entrent avec des permis pour «motifs économiques» qui les privent de la protection de la législation israélienne du travail ou du bénéfice du système israélien de sécurité sociale <sup>140</sup>. Les interlocuteurs ont souligné la vulnérabilité particulière des travailleurs de Gaza. L'Association des constructeurs israéliens a indiqué que les employeurs hésitaient à les embaucher formellement, car tout bouclage de Gaza pour des raisons de sécurité, en cas d'escalade de la violence, impliquerait qu'ils ne pourraient pas entrer en Israël, du fait notamment du statut juridique mal défini que leur confère leur permis de travail. La COGAT a informé la mission qu'un quota de 20 050 permis de travail pour les Palestiniens de Gaza s'appliquait fin

<sup>135</sup> PGFTU, «Fact Sheet Summary: Labor Martyrs 2022 – The Massacre is Still Going On?!»

<sup>136</sup> Kav LaOved, *Roadmap to Health: Palestinian Workers in Israel's Construction Sector*, 4.

<sup>137</sup> Histadrout, «Annual Report to the ILO Mission, 2023» (non publié).

<sup>138</sup> PGFTU, «Fact Sheet Summary: Labor Martyrs 2022 – The Massacre is Still Going On?!»

<sup>139</sup> OCHA, *Movement in and out of Gaza: Update covering February 2023*, 22 mars 2023.

<sup>140</sup> Gisha, *At All Costs*, 1<sup>er</sup> septembre 2022.

2022. Les permis délivrés pour motifs économiques deviendront progressivement des permis de travail, car, au lieu d'un renouvellement de ces permis, les employeurs demanderont des permis de travail pour les travailleurs dans les limites des quotas fixés. Fin 2022, seuls 869 travailleurs avaient pu bénéficier de cette évolution.

## Le travail dans les colonies

- 117.** La COGAT a informé la mission que près de 42 000 Palestiniens travaillaient dans les colonies israéliennes de Cisjordanie au début de 2023. Leur nombre a pratiquement doublé en cinq ans. Une fois de plus, les interlocuteurs ont laissé entendre que le chiffre réel était considérablement plus élevé. Il a été indiqué que de nombreux Palestiniens travaillaient dans les colonies agricoles comme saisonniers une partie de l'année ou à temps partiel, à la journée ou de façon occasionnelle, pour compléter le maigre salaire perçu en Cisjordanie.
- 118.** La mission a de nouveau été informée que les femmes, en particulier, occupaient souvent dans les colonies des emplois de statut inférieur dans l'agriculture et les travaux ménagers. Par ailleurs, il a été fait état d'allégations persistantes de travail des enfants dans les colonies agricoles, ainsi que de salaires inférieurs au salaire minimum et de cas de harcèlement sexuel des femmes. La permanence téléphonique que la PGFTU a mise en place pour recevoir les plaintes des travailleuses palestiniennes a enregistré des témoignages de femmes travaillant dans les colonies israéliennes. Le ministère palestinien du Travail a informé la mission que les conditions de travail déplorables dans les colonies agricoles – longues heures de travail, salaires inférieurs au salaire minimum et droits limités en matière de sécurité sociale – étaient connues de ses services <sup>141</sup>. Un rapport du contrôleur de l'État d'Israël en date de 2022 a conclu que des problèmes subsistaient quant à l'application de la législation israélienne du travail aux 14 100 Palestiniens travaillant dans les 35 zones industrielles situées dans les colonies israéliennes <sup>142</sup>. La MAAN-Association de travailleurs a continué d'œuvrer à l'organisation des travailleurs palestiniens dans les colonies et à la négociation de conventions collectives <sup>143</sup>.

<sup>141</sup> Ministère palestinien du Travail, note d'information communiquée à la mission.

<sup>142</sup> Contrôleur de l'État d'Israël, *Israeli-managed Industrial Zones in the Judea and Samaria Region - Follow-up Audit*, février 2023, traduction anglaise non officielle.

<sup>143</sup> MAAN-Association de travailleurs, «[A Second Collective Agreement Signed in Zarfaty Garage](#)», 16 avril 2023.

## ► Chapitre 4. Gouvernance du travail: un espace de plus en plus restreint et une incertitude croissante

- 119.** Contraintes par le manque d'autonomie économique, budgétaire et politique, les politiques visant à créer des possibilités d'emploi et de revenu, à garantir sécurité et assistance sociales et à favoriser la bonne gouvernance du travail restent largement en deçà de leur potentiel. Dans un contexte de crise budgétaire et de baisse de l'aide des donateurs, l'Autorité palestinienne a continué à appliquer un plan d'austérité qui s'est traduit, notamment, par une réduction de 20 pour cent des traitements des fonctionnaires <sup>144</sup>.
- 120.** Il semble que la population n'ait guère confiance en l'Autorité palestinienne et en la capacité des institutions à répondre efficacement aux défis socio-économiques découlant de l'occupation et que cette confiance se dégrade encore <sup>145</sup>. Les soupçons de corruption et le manque de transparence et de responsabilité sont largement répandus <sup>146</sup>. L'espace civique continue de se rétrécir dans le sillage des mesures prises tant par Israël que par l'Autorité palestinienne à l'encontre de la société civile et des groupes de défense des droits de l'homme <sup>147</sup>.

### Poursuite des efforts destinés à renforcer et à faire appliquer la réglementation

- 121.** Les efforts déployés pour renforcer la gouvernance du travail se sont poursuivis en 2022 et au début de 2023, reflétant souvent le soutien des organismes et programmes des Nations Unies sur le terrain. Quatre grands documents de planification fixent le cadre conceptuel de la gouvernance du marché du travail dans le territoire palestinien occupé: le Plan de développement national 2021-2023 <sup>148</sup>, la Stratégie en matière de travail 2021-2023 <sup>149</sup>, la Stratégie nationale pour l'emploi 2021-2025 <sup>150</sup> et le troisième Programme de promotion du travail décent 2023-2025. Ce dernier a été officiellement publié en mars 2023 après des consultations approfondies entre le BIT, les partenaires sociaux, plusieurs ministères compétents, les organismes des Nations unies et les donateurs <sup>151</sup>. Ces documents de planification ont en commun de mettre l'accent sur la nécessité d'améliorer l'intégration des femmes, des jeunes et des personnes handicapées dans le monde du travail.

<sup>144</sup> Les premières réductions salariales ont été appliquées en 2019 après que les autorités israéliennes ont retenu des montants importants sur les recettes douanières qu'elles perçoivent pour le compte de l'Autorité palestinienne.

<sup>145</sup> Palestinian Center for Policy and Survey Research, «Public Opinion Poll No. 87», 14 mars 2023.

<sup>146</sup> Voir le site Web d'AMAN-Transparency Palestine: <https://www.aman-palestine.org/en>.

<sup>147</sup> OCHA, *Humanitarian Needs Overview 2023: Occupied Palestinian Territory*, janvier 2023, 19.

<sup>148</sup> Autorité nationale palestinienne, «Plan de développement national: résilience, émancipation et développement par spécialisation pour accéder à l'indépendance, 2021-2023». Révisé en 2021, le plan de développement national comporte un volet consacré au travail qui met fortement l'accent sur la nécessité de promouvoir la production nationale et l'investissement dans les ressources humaines, notamment dans l'enseignement et la formation techniques et professionnels, et de développer un marché du travail résilient et fondé sur les droits.

<sup>149</sup> Autorité nationale palestinienne, ministère du Travail, *Labour Sector Strategy (2021-2023): The Road to Decent Work and Employment Opportunities Improvement*, avril 2020.

<sup>150</sup> Autorité nationale palestinienne, ministère du Travail, «National Employment Strategy (2021-2025)», mars 2021.

<sup>151</sup> Le troisième programme de promotion du travail décent est ancré dans le plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable 2023-2025.

- 122.** Réformer la loi palestinienne sur le travail n° 7 de 2000 est, depuis des années, une priorité impérative de l'Autorité palestinienne. En 2022 et au début de 2023, le dialogue social tripartite s'est poursuivi, à la recherche d'un consensus sur un nouveau projet de loi sur le travail. Les désaccords entre les partenaires tripartites ont persisté, souvent au sujet de dispositions ayant des implications financières: protection de la maternité, durée du travail, gestion des restructurations et des licenciements dans les entreprises, indemnités de licenciement (indemnité «de fin de service»). La mission a été informée, d'une part, que la plupart des amendements proposés avaient fait l'objet d'un accord, en ce qui concerne notamment le renforcement de l'égalité femmes-hommes, la prévention de la violence et du harcèlement et la promotion de la sécurité et de la santé au travail et, d'autre part, que le ministère du Travail avait élaboré une proposition visant à modifier seulement huit articles de la loi sur le travail de 2000. Ces articles sont essentiels pour assurer la cohérence entre la loi sur le travail telle que révisée et la dernière version du projet de loi sur la sécurité sociale, eu égard plus particulièrement aux dispositions sur les indemnités de licenciement, l'assurance vieillesse, accidents du travail et maternité, ainsi que l'âge de la retraite.
- 123.** Le ministère du Travail a continué de renforcer ses services d'inspection du travail, notamment en formant ses 105 inspecteurs du travail, parmi lesquels 25 nouvellement embauchés (dont 12 femmes)<sup>152</sup>. En 2022, les inspections ont porté sur plus de 10 000 installations (sur un total d'environ 140 000 installations opérant dans le territoire palestinien occupé). L'accent a été mis sur les installations où le travail est dangereux, principalement dans le secteur manufacturier, la construction et les industries extractives, et sur celles qui emploient beaucoup de femmes, en particulier dans les services. Les inspections ont donné lieu à l'adoption de plus de 5 200 mesures visant des lieux de travail non conformes. Parmi ces mesures, on compte 70 renvois devant les tribunaux et la fermeture de 30 établissements, principalement pour des infractions liées à la sécurité et à la santé. Le ministère du Travail a enregistré 15 accidents du travail mortels en 2022. Il a aussi traité 571 plaintes, la plupart concernant les salaires<sup>153</sup>. Parallèlement, de nombreuses campagnes de sensibilisation ont été menées en 2022 à l'intention de plus de 2 000 établissements, principalement dans les secteurs de l'agriculture et de la construction; elles étaient pour la plupart axées sur l'application du nouveau salaire minimum, la protection des jeunes travailleurs, la promotion de la sécurité et de la santé au travail et la prévention du travail des enfants<sup>154</sup>. La politique et la stratégie nationales de l'inspection du travail, qui ont été finalisées en septembre 2022 mais qui ne sont pas encore approuvées par le Conseil des ministres, contiennent des dispositions sur la manière d'utiliser les médias sociaux pour favoriser le respect de la loi sur le travail.
- 124.** La mission a été informée que les conflits du travail portés en justice continuent d'être réglés par les tribunaux civils locaux, selon les procédures appliquées aux affaires civiles, d'où l'accroissement du nombre de dossiers de ce type en souffrance dans ces tribunaux<sup>155</sup>. Plusieurs représentants des gouvernements, des employeurs et des travailleurs que la mission a rencontrés ont une fois de plus souligné qu'il est urgent de créer des tribunaux du travail spécialisés pour accélérer le règlement des conflits du travail – le ministère de la Justice et le Conseil supérieur de la magistrature n'ont jusqu'à présent pas donné suite à cette proposition en raison de son coût. Des fonctionnaires du ministère du Travail, du ministère de la Justice et du Conseil supérieur de la magistrature, ainsi que des partenaires sociaux, ont entamé des échanges sur la mise en place

<sup>152</sup> Autorité nationale palestinienne, Direction générale de l'inspection du travail et de la protection des travailleurs, «Annual Report 2022», 5.

<sup>153</sup> Autorité nationale palestinienne, «Annual Report 2022», 18.

<sup>154</sup> Autorité nationale palestinienne, «Annual Report 2022», 11.

<sup>155</sup> En 2019, 20 000 dossiers environ.

d'autres mécanismes de règlement des différends, en particulier la médiation et la conciliation <sup>156</sup>. À ce jour, ces mécanismes n'existent que pour les litiges commerciaux au sein de la Fédération palestinienne des chambres de commerce, d'industrie et d'agriculture (FPCCIA), notamment à la chambre de commerce d'Hébron qui, depuis 2019, a réglé quelque 56 affaires par la voie de l'arbitrage et de la conciliation informelle <sup>157</sup>.

## Dialogue social bipartite et tripartite: un engagement renouvelé

125. Après la première conférence nationale sur le dialogue social (mars 2021), qui a fixé un programme ambitieux, il semble que le dialogue social bipartite et tripartite se soit accéléré, en particulier dans le contexte de la réforme de la loi palestinienne sur le travail de 2000 et de la révision de la loi sur la sécurité sociale de 2016.
126. Au niveau sectoriel, le dialogue social a enregistré quelques avancées: des conventions collectives ont été signées dans deux secteurs (marbre et pierre, services publics), et deux nouvelles sont en cours de négociation (pour le secteur de l'enseignement privé et celui des services médicaux). Les conventions comprennent des clauses qui encouragent l'établissement de contrats de travail écrits pour tous les travailleurs, l'application du salaire minimum, l'égalité de rémunération pour un travail de valeur égale, la sécurité et la santé sur le lieu de travail, le recours aux mécanismes de plainte en cas de violence et de harcèlement sexuel, l'octroi d'un soutien juridique et psychologique aux victimes. En outre, l'adoption d'un accord tripartite dans le secteur de la construction a débouché sur la création d'un programme pilote d'apprentissage visant à promouvoir les compétences et l'employabilité dans ce secteur.
127. La commission nationale sur les salaires et 11 sous-commissions salariales opérant au niveau du gouvernorat ont été chargées de proposer des mesures pour la mise en application du nouveau salaire minimum national, en particulier dans les secteurs et les professions où la législation n'est guère respectée <sup>158</sup>. Globalement, alors que le salaire minimum légal a été fixé à 1 880 shekels par mois au niveau national à partir de janvier 2022 (contre 1 450 shekels avant 2022), environ 40 pour cent des salariés du secteur privé dans le territoire palestinien occupé gagnent moins que le salaire minimum (19 pour cent en Cisjordanie et 89 pour cent dans la bande de Gaza) <sup>159</sup>. De fait, les représentants des chambres de commerce de Gaza et d'autres organisations du secteur privé ont informé la mission que beaucoup de demandeurs d'emploi accepteraient des emplois pour 300 à 700 shekels par mois à Gaza.
128. L'élaboration d'un projet de loi sur les organisations syndicales est en suspens depuis 2019. Pourtant, de nouveaux syndicats continuent d'être enregistrés – il s'agit là d'un signe encourageant de vie associative malgré le rétrécissement de l'espace civique. En 2022, le taux de syndicalisation dans le territoire palestinien occupé s'élevait à 19,3 pour cent <sup>160</sup>. Ce taux était de 18 pour cent pour les hommes et de 25,8 pour cent pour les femmes. À Gaza, 37,1 pour cent des

<sup>156</sup> Un rapport élaboré pour l'OIT sert de base à la discussion: Mohammad Hadieh, «Mechanisms for Settling Individual and Collective Labour Disputes», 2022 (non publié).

<sup>157</sup> Chambre de commerce et d'industrie d'Hébron, «Report on the Work of the Commercial Arbitration Center», n° 60/2023/440/C.C, 9 avril 2023 (non publié).

<sup>158</sup> Notamment dans l'enseignement privé et les services professionnels. Autorité nationale palestinienne, Direction générale des politiques du secteur du travail, «Annual Report 2022», sans date, 4.

<sup>159</sup> PCBS, «The Results of the Labour Force Survey 2022».

<sup>160</sup> Le taux de syndicalisation est la part de salariés membres d'un syndicat. Il s'exprime en pourcentage. Les membres de syndicats qui n'occupent pas un emploi salarié ne sont pas comptabilisés (travailleurs indépendants, chômeurs, retraités, etc.). Voir BIT, «Statistiques sur l'affiliation syndicale», base de données ILOSTAT.

travailleurs sont syndiqués, contre 13,2 pour cent en Cisjordanie <sup>161</sup>. À la fin de 2022, il y avait 433 syndicats nationaux, sectoriels et d'entreprise <sup>162</sup>.

129. L'élection des membres du conseil d'administration des chambres régionales de commerce palestiniennes s'est achevée en mars 2023. Sur les 212 membres nouvellement élus à l'assemblée générale de la FPCCIA, 4 étaient des femmes <sup>163</sup>. Auparavant, une seule femme chef d'entreprise siégeait au conseil d'administration d'une chambre régionale de la FPCCIA.
130. L'année 2022 et le début de 2023 ont été marqués par des actions syndicales dans le secteur public. Une grève des enseignants des écoles publiques portant sur les salaires, les conditions de travail et la liberté syndicale a entraîné de fortes perturbations et touché la plupart des écoles publiques de Cisjordanie, y compris Jérusalem-Est <sup>164</sup>. En outre, au moment de la rédaction du présent rapport, une grève du personnel de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) en Cisjordanie, qui réclamait une augmentation de salaire, a entraîné la suspension de services essentiels pour près de 900 000 réfugiés palestiniens en Cisjordanie <sup>165</sup>. Entre-temps, le ministère du Travail et les partenaires sociaux ont continué d'utiliser les conventions collectives comme un outil de gestion des conflits collectifs au niveau de l'entreprise, dont beaucoup étaient liés aux salaires <sup>166</sup>. À la demande des syndicats, le ministère a facilité le dialogue pour régler les différends, ce qui a abouti à la conclusion de 14 conventions collectives (couvrant quelque 3 700 travailleurs) en 2022 <sup>167</sup>.

## Sécurité sociale et protection sociale: espoirs de progrès

131. Dans le territoire palestinien occupé, seuls les travailleurs du secteur public – fonctionnaires et membres des forces de sécurité – bénéficient d'une couverture sociale grâce aux cotisations obligatoires versées à l'Agence palestinienne des pensions <sup>168</sup>. Ces travailleurs représentent environ 21 pour cent de l'ensemble des Palestiniens pourvus d'un emploi <sup>169</sup>. La pandémie de COVID-19 a mis en évidence l'insuffisance de la couverture sociale dans le territoire palestinien

<sup>161</sup> Estimations du BIT d'après les données fournies par les enquêtes trimestrielles sur la main-d'œuvre du PCBS, 2021-22.

<sup>162</sup> Autorité nationale palestinienne, «Report of the Department of Union Organisations for the year 2022», 16 janvier 2023 (non publié).

<sup>163</sup> FPCCIA, «Report Submitted to The Fact-Finding Mission of the International Labour Organization 2023», 30 mars 2023.

<sup>164</sup> La grève a débuté le 5 février 2023 à la suite de la décision du gouvernement de se retirer d'un accord conclu en mai 2022 visant à augmenter de 15 pour cent à compter de janvier 2023 l'indemnité versée aux enseignants, et à répondre aux appels lancés en faveur de la création d'un syndicat d'enseignants élu démocratiquement. L'objectif de l'accord était de régler un conflit du travail né d'un vaste mouvement social qui avait pris forme sur les médias sociaux, sans que les leaders du mouvement ne soient identifiés. Une décision du tribunal administratif en date du 13 mars 2023 a ordonné la levée de la grève, les représentants des défenseurs n'étant pas présents, ce qui soulève des doutes quant à la régularité de la procédure judiciaire. OCHA, «[Palestinian Territory: Meeting Teachers' Demands is Crucial for Students' Exercise of Right to Education](#)», 21 mars 2023.

<sup>165</sup> UNRWA, «[UNRWA Calls on West Bank Staff Union to End Strike and Stop Intimidating Staff who Wish to Work](#)», 12 avril 2023.

<sup>166</sup> Autorité nationale palestinienne, «Annual Report of the Individual and Collective Disputes Department (1 January to 31 December 2022)», 16 janvier 2023.

<sup>167</sup> Autorité nationale palestinienne, «Annual Report of the Collective Bargaining Department for the Year 2022», 22 janvier 2023.

<sup>168</sup> Les organismes internationaux restent préoccupés par la situation financière et la viabilité à long terme du financement du régime de retraite du secteur public. Selon la Banque mondiale, les arriérés de paiement au fonds de pension s'élèvent à environ 2 milliards de dollars É.-U. pour le seul régime de retraite des fonctionnaires, et les données ne sont pas disponibles pour les régimes de sécurité sociale. Voir Banque mondiale, *Economic Monitoring Report to the Ad Hoc Liaison Committee*, 22 septembre 2022, paragr. 12.

<sup>169</sup> Estimations du BIT d'après les données fournies par les enquêtes trimestrielles sur la main-d'œuvre du PCBS, 2021-22.

occupé <sup>170</sup>. Selon le PCBS, la part des travailleurs ne cotisant à aucun régime public ou privé est passée de 61,4 pour cent en 2021 à 63,1 pour cent en 2022 <sup>171</sup>.

- 132.** La loi sur la sécurité sociale de 2016 – qui a servi de base à la création, en 2018, de la Caisse palestinienne de sécurité sociale, a été suspendue par décret présidentiel au début de 2019, à la suite des manifestations de grande ampleur qu'elle avait suscitées en Cisjordanie. Les travaux visant à rétablir le dialogue entre les parties prenantes pour qu'elles poursuivent son examen et sa modification ont repris au milieu de l'année 2021, après la première conférence nationale sur le dialogue social tenue en mars 2021. Ces travaux se sont accélérés tout au long de 2022 et au début de 2023. Un comité de rédaction tripartite chargé de réviser la loi s'est penché sur les différents points à l'origine de sa suspension; il a examiné les modifications proposées, analysé leur incidence financière et étudié les options permettant d'assurer la bonne gouvernance et la viabilité du système. Ce processus a débouché en octobre 2022 sur un projet de loi qui servira de base à la poursuite des consultations en 2023. En février 2023, le ministère du Travail et les partenaires sociaux sont convenus de mettre en place des équipes techniques chargées de coordonner les actions de sensibilisation aux avantages de la sécurité sociale et de renforcer la confiance de la population dans la loi et les structures de gouvernance de la Caisse palestinienne de sécurité sociale.
- 133.** Ce processus de réforme est le signe qu'existent un consensus tripartite sur la possibilité de renforcer l'attrait du secteur privé pour les demandeurs d'emploi, ainsi que l'ambition d'héberger les fonds de pension et autres montants au titre des droits accumulés au fil des décennies par les travailleurs palestiniens en Israël. Plusieurs interlocuteurs ont informé la mission qu'il conviendrait de mettre en place des garanties rigoureuses – bonne gouvernance, surveillance externe, contrôle transparent de l'utilisation des fonds – pour que les travailleurs du secteur privé confient leurs cotisations à la Caisse palestinienne de sécurité sociale, une fois rétablie.
- 134.** L'aide sociale, bien qu'insuffisante et fragmentée, reste un pilier essentiel du socle de protection sociale palestinien. Le programme national de transferts monétaires («Palestinian National Cash Transfer Programme»), qui est géré par le ministère du Développement social et dont le coût s'élève à environ 100 millions de dollars É.-U. par an, est le principal programme de protection sociale dans le territoire palestinien occupé. Financé par l'Union européenne (à 60 pour cent) et par l'Autorité palestinienne (à 40 pour cent), avec le soutien technique de la Banque mondiale <sup>172</sup>, ce programme couvre quelque 119 000 ménages (environ 75 000 à Gaza et 44 000 en Cisjordanie). Cependant, en raison de la crise budgétaire et des retards dans la réception de la contribution des donateurs, une partie seulement des montants prévus a été déboursée depuis le début de 2021 <sup>173</sup>. Parallèlement, plusieurs institutions internationales, ONG et donateurs proposent un large éventail de programmes d'aide sociale <sup>174</sup>.

<sup>170</sup> En 2022, quelque 23 000 travailleurs touchés par la crise du COVID-19 ont continué de recevoir 700 shekels par mois dans le cadre d'un programme conjoint de la Banque mondiale, du ministère du Travail et du ministère du Développement social. Autorité nationale palestinienne, «Executive Summary of the Annual Completion Report 2022», février 2023 (non publié).

<sup>171</sup> Dans le secteur public, seuls 6,8 pour cent des travailleurs ne cotisent pas à la sécurité sociale; ce taux atteint 77,8 pour cent dans le secteur privé. Estimations du BIT d'après les données fournies par les enquêtes trimestrielles sur la main-d'œuvre du PCBS, 2021-22.

<sup>172</sup> Institut palestinien de recherche sur les politiques économiques (MAS), «Comprehensive Mapping of Cash and In-kind Governmental and Non-Governmental Social Assistance Programmes in the Palestinian Territories», 25 décembre 2022, 12 (non publié).

<sup>173</sup> Banque mondiale, *Economic Monitoring Report to the Ad Hoc Liaison Committee*, paragr. 13 et 28.

<sup>174</sup> Institut palestinien de recherche sur les politiques économiques (MAS), «Comprehensive Mapping of Cash and In-Kind Governmental and Non-Governmental Social Assistance Programmes in the Palestinian Territories».

- 135.** Afin de renforcer la cohérence et la coordination entre les multiples programmes de protection sociale (programmes humanitaires, programmes de développement, programmes publics), un groupe de travail thématique sur les aides en espèces et en coupons a été créé en 2022. Ce groupe prépare une feuille de route visant à mieux adapter le système de protection sociale aux besoins qui se dessinent dans le territoire palestinien occupé. En outre, sur la base d'une évaluation du socle de protection sociale achevée en 2021 <sup>175</sup>, le ministère du Développement social a étudié la possibilité de créer des prestations sociales en faveur des personnes en situation de handicap et des personnes âgées (conformément au Plan stratégique national pour les personnes âgées 2021-2026). Cette initiative s'appuie sur le registre social national des personnes vulnérables établi par le ministère. Il est à craindre que la hausse des prix à la consommation et à la production ne fasse peser une pression accrue sur les pauvres et les plus vulnérables, ainsi que sur ces dispositifs de protection sociale.

## Promotion de l'emploi, développement des compétences et entrepreneuriat

- 136.** La Stratégie nationale pour l'emploi (2021-2025) vise à coordonner et à renforcer les mesures en faveur de l'emploi et les interventions sur le marché du travail dans le territoire palestinien occupé. Lors de la réunion organisée en février 2023 par l'Autorité palestinienne à Amman (Jordanie), les partenaires de développement ont examiné les moyens d'appuyer l'exécution de cette stratégie <sup>176</sup>. Ce fut l'occasion de présenter les besoins recensés dans la stratégie, d'harmoniser les interventions, de discuter des déficits de financement et de renforcer l'appui à la mise en œuvre. Le ministère du Travail et les partenaires et donateurs internationaux ont signé plusieurs accords bilatéraux et des projets pour un montant total estimatif de 40,7 millions de dollars É.-U. On estime le coût total de la mise en œuvre de la stratégie à 243 millions de dollars É.-U. <sup>177</sup>.
- 137.** Guidée par la stratégie nationale pour l'emploi, l'Autorité palestinienne a continué de développer les services d'enseignement et de formation techniques et professionnels (EFTP). En 2022, plus de 9 000 étudiants ont obtenu leur diplôme dans 147 centres d'EFTP, contre 7 000 en 2021. En outre, 7 160 ont achevé leur formation dans 136 centres privés qui ont obtenu un agrément ou dont l'agrément a été renouvelé en 2022 <sup>178</sup>. Il importe d'améliorer en permanence la pertinence de ces centres et leur qualité, afin de répondre aux besoins du marché du travail <sup>179</sup>. Créé au début de 2021 en vertu du décret-loi n° 4, le Conseil national de l'EFTP est chargé de coordonner la gestion, les politiques et la réglementation de ces services. Il a continué d'œuvrer à la conception d'un système actualisé d'octroi d'agréments aux centres privés, du cadre national de qualifications attendu depuis longtemps et du fonds national pour l'EFTP – afin de rendre ces services plus attrayants pour le personnel enseignant expérimenté, les étudiants et les entreprises – et de renforcer les liens entre l'EFTP et le secteur privé. Plusieurs interlocuteurs ont fait état d'une pénurie croissante de travailleurs qualifiés et semi-qualifiés, en particulier dans le secteur privé, les travailleurs palestiniens qualifiés préférant chercher un emploi sur le marché israélien où les

<sup>175</sup> BIT, *On the Road to Universal Social Protection: A Social Protection Floor Assessment in the Occupied Palestinian Territory*, octobre 2021.

<sup>176</sup> Organisée conjointement par l'OIT, l'Organisation arabe du travail et le gouvernement fédéral de l'Allemagne, la réunion a rassemblé plus de 200 participants. Voir BIT, *Partners' Meeting in Support of the Palestinian National Employment Strategy: Meeting Summary*, février 2023.

<sup>177</sup> Autorité nationale palestinienne, ministère du Travail, «National Employment Strategy (2021-2025)», mars 2021, 124.

<sup>178</sup> Autorité nationale palestinienne, «Executive Summary of the Annual Completion Report 2022», février 2023, 3.

<sup>179</sup> FMI, *West Bank and Gaza: Selected Issues*, 14 avril 2023, 8-9.

salaires sont plus élevés. Le secteur de la construction semble le plus touché par cette tendance <sup>180</sup>.

138. Le Fonds palestinien pour l'emploi, qui a commencé à opérer dans le cadre de sa nouvelle structure de gouvernance en 2021, a octroyé des financements et des formations à des micro et petites entreprises, à des organisations locales et à des coopératives, en ciblant en particulier les diplômés de l'enseignement supérieur et de l'EFTP, les femmes, les personnes en situation de handicap et les chômeurs. Il a soutenu la création de 366 petites entreprises, créant quelque 680 emplois pour un budget de 3,2 millions de dollars É.-U. Le soutien a pris la forme de prêts et de conseils juridiques et de marketing à de jeunes entreprises. Le fonds a aussi financé des projets visant à inciter les entreprises à embaucher quelque 350 chômeurs, notamment en finançant une partie de leurs salaires (1,2 million de dollars É.-U.). Enfin, grâce à un «programme d'intervention d'urgence» (8 millions de dollars É.-U.), il a créé environ 4 500 emplois temporaires. Le fonds a commencé à élaborer son plan opérationnel pour 2023-2025; des accords sont prévus avec trois organismes internationaux de développement pour un total d'environ 15 millions de dollars É.-U., afin de soutenir la création d'environ 3 600 emplois <sup>181</sup>.
139. L'Autorité monétaire palestinienne encourage aussi la création d'emplois et l'entrepreneuriat, par le biais de son programme de financement Istidama (durabilité). Istidama a été conçu en 2021 pour aider les micro, petites et moyennes entreprises pendant la crise du COVID-19 à accéder à des prêts à taux réduit. Depuis son lancement, le programme a mobilisé des fonds pour un montant d'environ 426 millions de dollars É.-U. <sup>182</sup>. Au total, ce programme a appuyé 2 677 projets, notamment en octroyant des prêts à taux zéro à 1 700 microentreprises. Environ 20 pour cent de ces financements ont été accordés à des femmes chefs d'entreprise. En mars 2023, le programme avait bénéficié à environ 22 000 travailleurs <sup>183</sup>. Des travaux sont en cours pour lancer le programme Istidama Plus (financé par la Banque européenne d'investissement), qui soutiendra des projets dans les énergies renouvelables et l'industrie manufacturière pendant une période pouvant aller jusqu'à dix ans.
140. Promouvoir la création d'emplois par le biais des coopératives est une autre grande priorité de la stratégie nationale pour l'emploi. Le projet de modification de la loi n° 20 de 2017 sur les coopératives et le règlement instituant deux organismes chargés de seconder l'Organisme de coordination des coopératives, à savoir le Fonds de développement coopératif et l'Institut de formation pour les coopératives, sont toujours en attente de publication. L'Organisme de coordination des coopératives a établi des plans d'action pour permettre aux unions de coopératives d'offrir de meilleurs services à leurs membres, qu'il s'agisse de concevoir et d'exécuter des plans d'activités solides, ou d'accéder à des financements.
141. Pour créer des entreprises et des emplois, il est indispensable de promouvoir un environnement favorable à l'entrepreneuriat dans le territoire palestinien occupé. La loi sur les sociétés, qui vise à améliorer le climat des affaires, est entrée en vigueur en avril 2022. Le projet de loi sur la concurrence, dont l'objet est d'éliminer les obstacles à un traitement plus rapide des demandes de licences commerciales municipales, a été parachevé en 2021 et attend la signature du

<sup>180</sup> FPCCIA, «Report Submitted to the Fact-Finding Mission of the International Labour Organization 2023», 30 mars 2023 (non publié).

<sup>181</sup> Fonds palestinien pour l'emploi, «Summary of the Fund's Achievements», 2022.

<sup>182</sup> L'Autorité monétaire palestinienne a contribué à hauteur de 210 millions de dollars É.-U. Le financement restant provient de prêts de la Banque islamique de développement (24 millions de dollars É.-U.) et de la Banque européenne d'investissement (192 millions de dollars É.-U.).

<sup>183</sup> Autorité monétaire palestinienne, «Istidama Fund to Provide Financing for Economic Sectors», 31 mars 2023 (non publié).

Président. La loi modifiée sur les télécommunications, qui pourrait améliorer les perspectives de l'activité commerciale numérique, est en attente de l'approbation présidentielle <sup>184</sup>.

## Autonomisation des femmes: peu de progrès tangibles

142. Les Palestiniennes font face à de multiples difficultés pour accéder à l'emploi, contrôler les ressources et faire valoir leurs droits. Les obstacles qui sont ancrés dans les normes sociales façonnent implicitement les lois et les réglementations, lesquelles souvent reproduisent les stéréotypes patriarcaux relatifs aux compétences des femmes en matière de gestion et de leadership <sup>185</sup>. En 2022, les femmes pourvues d'un emploi dans le secteur privé ont continué de percevoir des salaires inférieurs à ceux de leurs homologues masculins pour des postes et des qualifications comparables. Elles touchaient 79 pour cent du salaire des hommes, et les ouvrières qualifiées de l'agriculture et des métiers de l'artisanat gagnaient moins de la moitié du salaire des hommes au même poste <sup>186</sup>. Environ 50 pour cent des salariées touchaient moins que le salaire minimum de 1 880 shekels, contre 38 pour cent pour les hommes. Seule la moitié des femmes travaillant dans le secteur privé et ayant droit à un congé de maternité <sup>187</sup> ont pu bénéficier de ce congé <sup>188</sup>.
143. Afin de promouvoir l'égalité de salaire entre les femmes et les hommes et de renforcer le suivi en la matière, le ministère des Affaires féminines et le ministère du Travail ont institué en 2022 le Comité national pour l'équité salariale, composé de représentants de ces deux ministères ainsi que de la PGFTU et de la FPCCIA. En avril 2023, le comité s'est réuni à deux reprises pour réfléchir à des mesures propres à remédier à ces écarts de rémunération.
144. L'harmonisation de la législation palestinienne avec les normes internationales du travail et la Convention des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes ne progresse que lentement. Une autre année s'est écoulée sans que la convention soit publiée au Journal officiel. En 2020, une commission composée de représentants du ministère des Affaires féminines, du ministère des Affaires étrangères et des Émigrés, de la Cour constitutionnelle suprême et du Secrétariat du Conseil des ministres a rédigé un décret-loi sur la publication de la convention, qui doit encore être approuvé par le Président <sup>189</sup>. La convention n'est donc pas applicable à ce jour <sup>190</sup>. Les lois censées définir et interdire la discrimination à l'encontre des femmes et sanctionner la violence et le harcèlement, telle que la loi sur la protection de la famille, et les amendements au Code pénal et au Code du statut personnel, ainsi que la

<sup>184</sup> Banque mondiale, *Economic Monitoring Report to the Ad Hoc Liaison Committee*, 22 septembre 2022.

<sup>185</sup> Par exemple, la législation fiscale n'est pas explicitement défavorable aux femmes, mais les exonérations et déductions pour personnes à charge sont principalement accordées aux hommes. FMI, *West Bank and Gaza: Selected Issues*, 10.

<sup>186</sup> Estimations du BIT d'après les données fournies par les enquêtes trimestrielles sur la main-d'œuvre du PCBS, 2021-22.

<sup>187</sup> L'article 103 de la loi sur le travail actuelle prévoit un congé de maternité de 10 semaines payé par l'employeur. L'allongement de la durée du congé de maternité de 10 à 14 semaines et le congé de paternité de trois jours en vigueur depuis 2021 ne concernent que les salariés du secteur public.

<sup>188</sup> FMI, *West Bank and Gaza: Selected Issues*, 9.

<sup>189</sup> ONU, Convention des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, *Renseignements reçus de l'État de Palestine au sujet de la suite donnée aux observations finales concernant son rapport initial*, CEDAW/C/PSE/FCO/1, 19 août 2020, paragr. 14.

<sup>190</sup> ONU, Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale, *Social and Economic Situation of Palestinian Women and Girls: July 2020 – June 2022*, E/ESCWA/CL2.GPID/2023/TP.3, 2023, 20.

législation nationale visant à protéger les femmes et les filles contre la violence fondée sur le genre <sup>191</sup> demeurent à l'état de projet depuis des années.

- 145.** La Commission nationale pour l'emploi des femmes, qui regroupe les unités chargées des questions de genre de plusieurs ministères techniques, des organisations de la société civile et les partenaires sociaux, a intensifié son action pour la promotion de l'égalité des sexes et du travail décent pour les femmes. Une coalition nationale pour la défense du travail décent et des droits économiques des femmes, composée de 65 organisations féminines de la société civile, de syndicats, de coopératives et de partenaires du développement, a vu le jour en 2022. La PGFTU a constitué 14 «unités chargées des plaintes», dont quatre à Gaza, qui traitent principalement des cas de violence et de harcèlement. La FPCCIA a conçu une stratégie d'action positive et mis sur pied des unités spécialisées dans quatre chambres de commerce régionales afin de promouvoir l'entrepreneuriat féminin. En 2022-23, 22 entreprises comptant quelque 5 000 travailleurs ont adopté des codes de conduite sur la prévention de la violence et du harcèlement sur le lieu de travail, conformément aux principes de la convention (n° 190) de l'OIT sur la violence et le harcèlement, 2019.
- 146.** Les femmes restent sous-représentées dans la prise de décisions tant dans la sphère publique que dans la sphère privée, notamment au sein du gouvernement, des syndicats et des organisations d'employeurs. La proportion de femmes travaillant dans le secteur public a atteint 48 pour cent, mais celle des femmes occupant des postes de haut niveau (directeur général et au-delà) n'est que de 14 pour cent <sup>192</sup>. La part des femmes élues lors des élections locales qui se sont tenues en 2021-22 est de 21 pour cent. Les femmes ne représentent que 19 pour cent des membres siégeant au Conseil national palestinien (contre 11 pour cent en 2020) <sup>193</sup>, et 12 pour cent des membres du Conseil des ministres (contre 21 pour cent dans les conseils précédents) <sup>194</sup>. Une seule femme occupe le poste de gouverneur (sur un total de 15), et seulement 1 pour cent des chefs de conseils locaux sont des femmes. Environ 19 pour cent des juges sont des femmes. Les quatre femmes élues récemment au conseil d'administration des chambres de commerce de Gaza, Naplouse, Bethléem et Ramallah représentent moins de 2 pour cent des membres de l'assemblée générale de la FPCCIA. Le conseil nouvellement élu de cette fédération reste exclusivement masculin. La PGFTU a mené plusieurs campagnes de sensibilisation visant à accroître la présence des femmes dans les syndicats, y compris à la direction.

## Lutte contre le travail des enfants

- 147.** La loi palestinienne sur le travail n° 7 de 2000 interdit le travail des enfants de moins de 15 ans ainsi que les travaux dangereux ou les horaires de travail prolongés pour les jeunes de 15 à 17 ans. Le nombre d'enfants de 10 à 14 ans qui travaillent est passé de 6 169 en 2021 à 7 321 en 2022, portant l'incidence du travail des enfants dans ce groupe d'âge à 1,2 pour cent. Le nombre de jeunes de 15 à 17 ans effectuant des travaux dangereux a augmenté plus fortement, passant de quelque 12 000 en 2021 (3,6 pour cent) à près de 17 000 en 2022 (4,9 pour cent) <sup>195</sup>. Les enfants

<sup>191</sup> En 2022, la violence fondée sur le genre a touché quelque 1,5 million de Palestiniens, 80 pour cent étant des femmes et 65 pour cent vivant à Gaza. OCHA, *Humanitarian Needs Overview*, 10 et 49.

<sup>192</sup> PCBS, «*The Reality of the Palestinian Women on the Eve of the International Women's Day, 08/03/2023*», communiqué de presse, 7 mars 2023.

<sup>193</sup> PCBS, «*The Reality of the Palestinian Women*».

<sup>194</sup> Equality Now et Young Women's Christian Association Palestine, *Information on the State of Palestine for Consideration by the Committee on the Elimination of Discrimination against Women*, soumission au 85<sup>e</sup> Groupe de travail de présession du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, 3 octobre 2022, paragr. 22.

<sup>195</sup> Estimations du BIT d'après les données fournies par les enquêtes trimestrielles sur la main-d'œuvre du PCBS, 2021-22.

(en particulier les garçons) qui ne vont pas à l'école sont plus susceptibles de travailler et d'effectuer des travaux dangereux <sup>196</sup>. Le travail des enfants semble être le plus répandu dans les entreprises familiales <sup>197</sup> et parmi les vendeurs de rue informels. Il est aussi présent dans le secteur agricole, notamment dans les zones agricoles de la zone C <sup>198</sup>.

- 148.** La lutte contre le travail des enfants se déploie principalement dans le cadre des inspections du travail menées par le ministère du Travail, du suivi assuré par les réseaux de protection de l'enfance et des services de réadaptation offerts par le ministère du Développement social <sup>199</sup>. En 2022, les visites de l'inspection du travail dans 7 371 établissements (comptant quelque 32 000 travailleurs) ont permis de mettre en évidence 129 cas de garçons au travail, principalement dans les secteurs de la production manufacturière et du commerce <sup>200</sup>. Le ministère du Travail a adressé des notifications et des avertissements à des employeurs qui avaient engagé des enfants. Au cours d'une campagne d'inspection dans des garages des zones industrielles de Beitunia et d'Al-Bireh, les inspecteurs du travail, en collaboration avec les réseaux de protection de l'enfance, ont mis fin au contrat d'un mineur effectuant un travail dangereux et ont transmis un cas de travail des enfants au ministère du Développement social. Après des consultations approfondies avec le ministère de la Justice et un large éventail d'autres acteurs, le ministère du Développement social a présenté en avril 2023 la version actualisée du système national d'orientation pour la protection de l'enfance, qui vise à rendre les services de protection de l'enfance plus accessibles aux enfants victimes de violence, de maltraitance, de négligence ou d'exploitation <sup>201</sup>.

## Les personnes en situation de handicap continuent de se heurter à des difficultés

- 149.** Les personnes en situation de handicap se heurtent à des obstacles considérables pour accéder à leurs droits, à la formation et à des possibilités d'emploi dans le territoire palestinien occupé. L'article 13 de la loi palestinienne sur le travail de 2000 fait obligation aux employeurs d'embaucher au moins 5 pour cent de travailleurs en situation de handicap au sein de leur personnel. Toutefois, cette obligation n'est pas appliquée concrètement <sup>202</sup> et il n'existe pas de règles contraignantes prévoyant l'adaptation des lieux de travail aux situations de handicap. Un projet de décret-loi et une politique nationale sur les droits des personnes en situation de handicap sont encore en cours d'élaboration.
- 150.** En avril 2023, le Comité des droits des personnes handicapées des Nations Unies a transmis à l'Autorité palestinienne une liste de points concernant le rapport initial de cette dernière (2019)

<sup>196</sup> PCBS, *Palestinian Multiple Indicator Cluster Survey 2019-2020: Survey Findings Report*, janvier 2021, section 9.3.

<sup>197</sup> D'après le PCBS, 37 pour cent des enfants âgés de 10 à 17 ans qui travaillent le font en tant que membres non rémunérés de la famille. Voir PCBS, «*The Palestinian Children's Situation on the Occasion of the Palestinian Child Day*», communiqué de presse, 5 avril 2023.

<sup>198</sup> États-Unis, département du Travail, *2021 Findings on the Worst Forms of Child Labor: West Bank and the Gaza Strip – Minimal Advancement*.

<sup>199</sup> Les réseaux de protection de l'enfance sont chargés de repérer les enfants exploités et de les orienter vers des services de protection et de réadaptation sous les auspices du ministère du Développement social. Celui-ci administre 13 centres de réadaptation des jeunes, chargés d'assurer, par exemple un enseignement et une formation techniques et professionnels.

<sup>200</sup> Autorité nationale palestinienne, «General Directorate of Inspection and Labour Protection, Annual Report 2022» (non publié), 21.

<sup>201</sup> OCHA, «*Strengthening the Child Protection National System in the State of Palestine: MOSD, UNICEF & TdH Launch the Technical Guidelines for Case Management to Protect Children*», communiqué de presse, 16 avril 2023.

<sup>202</sup> OXFAM, «*Pilot on Shock Responsiveness of Cash-based Social Assistance to Enhance Social Protection for Persons with Disabilities*», rapport présenté au BIT, octobre 2022, 7.

au titre de la Convention relative aux droits des personnes handicapées, à laquelle elle a adhéré en 2014. Le comité sollicitait notamment des informations sur les mesures prises pour faire respecter le quota de 5 pour cent, lutter contre la discrimination à l'égard des personnes handicapées à la recherche d'un emploi et veiller à ce que les salariés en situation de handicap bénéficient d'aménagements raisonnables sur le lieu de travail, ainsi que sur les voies de recours disponibles en cas de refus de procéder à des aménagements raisonnables.

## Gaza en détresse permanente

- 151.** Le secteur public et l'administration du travail de Gaza continuent de fonctionner dans des conditions désastreuses. La mission a reçu des informations fragmentaires sur le nombre de fonctionnaires, qu'ils émargent au budget de l'Autorité palestinienne ou à celui des autorités de facto. Selon la Banque mondiale, quelque 39 000 fonctionnaires étaient rémunérés par l'Autorité palestinienne en 2022, mais on ne sait pas précisément combien d'entre eux étaient autorisés à exercer leurs fonctions par les autorités de facto <sup>203</sup>. En outre, un nombre considérable de fonctionnaires sont employés par le Hamas, qui n'applique pas la même grille salariale que l'Autorité palestinienne. Les montants réels sont difficiles à confirmer.
- 152.** Les lois et réglementations du travail adoptées par l'Autorité palestinienne sont extrêmement difficiles à appliquer à Gaza. En 2023, 32 inspecteurs rémunérés par l'Autorité palestinienne mais relevant des autorités de facto opéraient dans l'enclave – leur nombre a été multiplié par trois par rapport à 2019 <sup>204</sup>. Toutefois, il n'existe pas d'informations fiables sur leurs travaux et leurs résultats. Les femmes à Gaza sont touchées de manière disproportionnée par le manque de protection contre les horaires de travail excessifs et les salaires très bas <sup>205</sup>. Un point positif est la décision prise en 2022 par le ministère du Travail de l'Autorité palestinienne de ne plus répertorier les travailleuses qui gagnent moins de 600 shekels comme «pourvues d'un emploi», car cela les empêchait d'accéder à l'aide sociale ou de postuler à des emplois temporaires offrant de meilleurs salaires.
- 153.** Le dialogue social bipartite et tripartite semble inexistant à Gaza. La limitation des droits syndicaux imposée par les autorités de facto a gravement porté préjudice à la PGFTU, qui ne peut pas utiliser ses locaux, se rendre sur les lieux de travail ou recruter des membres. Une PGFTU «alternative», contrôlée par les autorités de facto, opère à Gaza depuis des années. Deux syndicats de femmes de Gaza – le Syndicat des travailleuses des crèches et garderies et le Syndicat des travailleuses des soins esthétiques et de la coiffure – qui ont été officiellement enregistrés par le ministère du Travail à Ramallah il y a plus de quatre ans, ont vu leur demande d'ouverture de comptes bancaires à Gaza rejetée <sup>206</sup>. Dans le même temps, le ministère du Travail de l'Autorité palestinienne a enregistré deux nouveaux syndicats gazaouis en 2022 <sup>207</sup>. La mission a été informée que, pour la première fois depuis l'imposition du blocus, cinq responsables de la PGFTU de Gaza ont assisté, en 2022, à l'assemblée générale de la fédération, en Cisjordanie, après avoir reçu l'autorisation de transiter par Israël. Les autorités israéliennes ont rejeté les demandes d'autorisation de trois autres responsables de la délégation.

<sup>203</sup> Sur la base des informations communiquées par les interlocuteurs et de: Banque mondiale, *Wage Bill and Employment Diagnostic: Key Drivers and Policy Recommendations*, 15 décembre 2022.

<sup>204</sup> BIT, *La situation des travailleurs des territoires arabes occupés*, 2019, paragr. 138.

<sup>205</sup> Democracy and Workers' Rights Center in Palestine, «The Situation of Women Workers in the Occupied Palestinian Territories», 30 mars 2023 (non publié).

<sup>206</sup> Democracy and Workers' Rights Center in Palestine, «The Situation of Women Workers in the Occupied Palestinian Territories».

<sup>207</sup> Union of Workers of the Near East Council of Churches et General Union of Municipal Workers and Employees. Autorité nationale palestinienne, «Report of the Department of Union Organisations for the Year 2022», 16 janvier 2023 (non publié).

## ► Chapitre 5. Les travailleurs du Golan syrien occupé

- 154.** Annexé par Israël en 1981 en violation du droit international, le Golan syrien occupé reste généralement à la périphérie de l'attention internationale. Plus tôt cette année, en avril 2023, la région est brièvement revenue sur le devant de la scène après s'être trouvée sous le feu de roquettes tirées depuis la République arabe syrienne, supposément en représailles aux raids menés par les autorités israéliennes dans la mosquée al-Aqsa au cours du même mois <sup>208</sup>.
- 155.** Loin de la lumière des projecteurs, l'occupation continue de gagner du terrain. Dans sa résolution 497 (1981), le Conseil de sécurité de l'ONU a déclaré que la décision d'Israël d'imposer ses lois, sa juridiction et son administration dans le territoire syrien occupé du Golan était nulle et non avenue et sans effet juridique sur le plan international. Plus récemment, dans sa résolution 77/125 du 12 décembre 2022, l'Assemblée générale des Nations Unies a rappelé la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU et a continué de demander à Israël de renoncer à modifier le caractère physique, la composition démographique, la structure institutionnelle et le statut juridique du Golan syrien occupé et en particulier de renoncer à y établir des implantations <sup>209</sup>. Pour autant, ces pratiques n'ont pas cessé.
- 156.** Comme indiqué dans le rapport du Directeur général de l'année dernière, le gouvernement d'Israël a annoncé, fin 2021, des plans visant à accroître considérablement le nombre de colons israéliens dans le Golan syrien occupé, le but étant de doubler la présence des colons d'ici à 2027 et de faire passer le nombre de colonies de 34 à 36. Tout au long de l'année 2022, des actions ont été entreprises afin de mettre ces plans à exécution. En juin 2022, un décret a été signé pour autoriser une accélération de la procédure régissant la construction et l'expansion des colonies <sup>210</sup>. En juillet 2022, le Conseil national de la planification et de la construction d'Israël a approuvé l'établissement dans le Golan syrien occupé des deux nouvelles colonies (Orcha et Matar), qui devraient compter 2000 logements chacune <sup>211</sup>.
- 157.** Environ un milliard de shekels devait être investi dans le cadre du plan élaboré par le gouvernement d'Israël pour développer la zone occupée <sup>212</sup>. Des interlocuteurs ont toutefois indiqué que les projets de développement des villages syriens étaient sans commune mesure avec ceux destinés aux colons. La mission a été informée par le ministère de l'Agriculture israélien que la résolution n° 717 du gouvernement israélien prévoyait le développement socio-économique des villages syriens au moyen d'un budget allant jusqu'à 5,68 millions de shekels pour la période 2021-2023, soit moins de 1 pour cent du milliard envisagé. Chaque année, une enveloppe maximale de 2,44 millions de shekels est allouée à la rénovation des routes rurales et une enveloppe maximale de 0,4 million de shekels, à la construction et à la rénovation des canalisations d'eau nécessaires à l'agriculture. Les interlocuteurs ont également informé la mission que ces plans avaient été élaborés sans consultation véritable avec les communautés. Il convient de noter en particulier que, la communauté syrienne ayant par le passé boycotté les

<sup>208</sup> Yaniv Kubovich et Adi Hashmonai, «Israel Launches Airstrikes in Syria Following Rocket Attack on Golan Heights», *Haaretz*, 8 avril 2023.

<sup>209</sup> ONU, Assemblée générale des Nations Unies, [Le Golan syrien occupé](#), résolution 77/125 en date du 12 décembre 2022, publiée le 15 décembre 2022.

<sup>210</sup> Danny Zaken, «Israel Cuts Red Tape to Expand Construction in Golan Heights», *Al-Monitor*, 8 juin 2022.

<sup>211</sup> Sue Surkes, «Planning Committee Approves Two New Jewish Villages on Golan Heights», *Times of Israel*, 7 juillet 2022.

<sup>212</sup> Surkes, «Planning Committee Approves Two New Jewish Villages on Golan Heights».

élections aux administrations locales, les responsables nommés à ces administrations ne la représentent pas de manière adéquate.

158. En 2022, on estime que 26 900 Syriens et 24 800 colons israéliens vivaient dans le Golan syrien occupé <sup>213</sup>. Ces quinze dernières années, le nombre de colons israéliens a augmenté de 43,4 pour cent, soit deux fois plus que le nombre de Syriens (22,3 pour cent). Cela étant, la mission a été informée que, malgré la politique menée par Israël, le nombre de colons n'augmentait pas autant que prévu, car de nombreux Israéliens considéraient le Golan syrien occupé comme une zone périphérique. Il ressort des informations recueillies auprès de certains interlocuteurs, et corroborées par les médias israéliens, que davantage de Syriens – en particulier des jeunes – avaient accepté la nationalité israélienne au cours de l'année écoulée, principalement en raison des avantages qu'offre la naturalisation pour les déplacements et l'accès à l'éducation et à des bourses d'études <sup>214</sup>.
159. En 2022, le taux d'activité des ressortissants syriens du Golan syrien occupé était estimé à 43,1 pour cent, tandis que le taux de chômage s'élevait à 7,1 pour cent <sup>215</sup>. À titre de comparaison, le taux d'activité dans le district nord d'Israël, qui comprend le Golan, est plus élevé (54,6 pour cent) et le taux de chômage, plus faible (4,8 pour cent) <sup>216</sup>. Le taux d'activité des hommes syriens (54,9 pour cent) est beaucoup plus élevé que celui des femmes (28,3 pour cent). En 2022, environ 7 300 Syriens occupaient un emploi et près des trois-quarts d'entre eux étaient des hommes. La très grande majorité des travailleurs sont salariés (86 pour cent) tandis que les autres exercent une activité indépendante, y compris en tant qu'employeurs. Environ 20 pour cent des Syriens en activité travaillent dans le secteur de la construction. Les autres travaillent principalement dans les services, l'éducation et la fonction publique représentant chacune 10 pour cent de l'emploi, tandis que les secteurs du commerce de gros et de détail, du transport et de l'entreposage ainsi que celui de l'hôtellerie-restauration représentent chacun 8 pour cent.
160. Depuis 2013, le commerce avec la République arabe syrienne est au point mort. Le point de passage de Qouneïtra est resté fermé depuis et sa réouverture n'est pas envisagée à l'heure actuelle, encore que le bruit ait brièvement couru, fin 2022, que sa réouverture pouvait être envisagée pour permettre aux étudiants de se rendre dans les universités de la République arabe syrienne <sup>217</sup>.
161. L'arrêt des échanges commerciaux avec la République arabe syrienne et les difficultés persistantes rencontrées par les agriculteurs syriens, qui peinent à accéder à l'eau et ne peuvent rivaliser avec la production agricole subventionnée des colonies, ont imposé la recherche d'autres moyens de subsistance et amoindri l'importance de l'agriculture dans le Golan syrien occupé <sup>218</sup>. En outre, il y a lieu de craindre que, au nom de la sécurité, l'accès aux terres agricoles situées à proximité des sites où des éoliennes doivent être construites soit limité à un nombre donné de

<sup>213</sup> D'après le Bureau central de statistique israélien (CBS), «[Population – Statistical Abstract of Israel 2022, No. 73](#)». Aux fins de l'analyse des données, la catégorie «Arabes» est utilisée en lieu et place de «citoyens syriens du Golan».

<sup>214</sup> Voir également Fadi Amun, «[As Ties to Syria Fade, Golan Druze Increasingly Turning to Israel for Citizenship](#)», *Times of Israel*, 3 septembre 2022.

<sup>215</sup> CBS, données sur le Golan de l'enquête israélienne sur la main-d'œuvre, telles que le CBS les a communiquées au BIT par courrier électronique en date du 19 mars 2023.

<sup>216</sup> CBS, «[Labour Market – Statistical Abstract of Israel 2022, No. 73](#)».

<sup>217</sup> «[Israel Under Pressure to Re-open Golan Border Crossing with Quneitra to Students](#)», *Middle East Monitor*, 21 novembre 2022.

<sup>218</sup> Le ministère de l'Agriculture israélien a indiqué que des plans visant à accroître l'approvisionnement en eau avaient été mis en œuvre, mais que la question de la pression et du débit de l'eau serait résolue avec la construction d'une nouvelle station de pompage à Berket Ram; note d'information communiquée à la mission, mars 2023 (non publiée).

jours par an, ce qui empêcherait les agriculteurs syriens de récolter la totalité des cerises ou des pommes qu'ils cultivent.

- 162.** La mission a été informée que le tourisme jouait un rôle de plus en plus important dans la subsistance des villages syriens. Toutefois, le développement de ce secteur est entravé par la difficulté d'obtenir des permis de construire. Après la faillite de leurs entreprises pendant la pandémie de COVID-19, de nombreux Syriens ont construit des structures d'hébergement telles que des maisons en bois ou des chambres supplémentaires pour loger des touristes toujours plus nombreux. Ces constructions sont désormais menacées de démolition par les autorités israéliennes, car elles ont été construites sans permis.
- 163.** Ces contraintes pèsent aussi sur d'autres secteurs que le tourisme. Les faits donnent à penser qu'il est difficile pour les villages syriens d'obtenir des permis de construire: entre 2012 et 2021, environ 2 100 permis ont été délivrés dans les colonies contre la moitié dans les cinq villages syriens, en dépit d'un nombre d'habitants sensiblement identique <sup>219</sup>. L'appropriation des terres, notamment pour la construction de nouvelles éoliennes, la création de réserves naturelles ou des raisons militaires, limite également l'expansion des villages et, par conséquent, la diversification des moyens de subsistance.

---

<sup>219</sup> Al-Marsad, Centre arabe des droits de l'homme sur le plateau du Golan, *Ethnic Planning: A Comparison between Israel's Ethnic Spatial Planning Policies in Israeli Jewish Settlements and Syrian Villages in the Occupied Syrian Golan*, juin 2022.

## ► Observations finales

---

- 164.** Le marché du travail palestinien est désormais largement remis de la crise causée par la pandémie de COVID-19, mais les travailleurs subissent toujours les conséquences socio-économiques de 55 années d'occupation. Les colonies de Cisjordanie continuent de s'étendre et le blocus de Gaza maintient l'enclave au bord de l'abîme. L'occupation persistante porte atteinte aux droits des travailleurs. Le secteur du travail enregistre de piètres résultats.
- 165.** La situation politique n'offre guère de perspectives pour sortir de l'ornière. Les chances de paix et de règlement du conflit se sont amenuisées. Il n'y a ni élan, ni dirigeant pour porter la mise en œuvre d'une solution faisant coexister deux États. Il n'y a ni coordination ni dialogue entre les parties israélienne et palestinienne sur des questions vitales d'intérêt commun, y compris les questions liées au travail.
- 166.** Divers indicateurs du marché du travail palestinien se sont améliorés en 2022. Néanmoins, le retour aux niveaux d'avant la pandémie n'est qu'un retour à une réalité à peine moins désastreuse. Ce constat est particulièrement frappant à Gaza, où les besoins en matière d'emploi sont considérables mais ne peuvent être satisfaits en raison du siège qui asphyxie l'enclave. Pour la plupart des Palestiniens, l'emploi informel est souvent la seule possibilité, bien qu'il soit synonyme de grande vulnérabilité et de pauvreté. Les salaires réels des travailleurs sont également en voie d'érosion, dans un contexte où les salaires nominaux baissent et où l'inflation flambe.
- 167.** L'économie et le marché du travail palestiniens ont de plus en plus besoin d'Israël et des colonies pour stimuler la création d'emplois et soutenir la demande globale. Les Palestiniens toujours plus nombreux qui bénéficient d'un permis pour travailler en Israël sont souvent considérés comme privilégiés d'avoir accès au marché du travail israélien compte tenu du fort taux de chômage enregistré en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, où les salaires sont également moins élevés. Pourtant, les travailleurs palestiniens en Israël continuent de se heurter à des désavantages structurels et à des pratiques abusives tenaces. En dépit des mesures prises par le gouvernement d'Israël pour le réformer, le système de courtage de permis illégal et fondé sur l'exploitation demeure incontournable lorsqu'il est question du travail des Palestiniens en Israël. Les bénéfices engrangés par les intermédiaires de part et d'autre de la Ligne verte se chiffrent en millions. C'est dans ce domaine que la nécessité d'une action concertée entre l'Autorité palestinienne et les autorités israéliennes est la plus évidente.
- 168.** L'insuffisance de la marge budgétaire, le rétrécissement de l'espace civique et l'érosion de la confiance dans les institutions aggravent les frustrations au sein de la société, comme en témoigne la grève des enseignants des écoles publiques palestiniennes qui a eu lieu au moment de la visite de la mission. Il sera impératif de parachever la réforme de la législation palestinienne sur le travail et la nouvelle loi sur la sécurité sociale des travailleurs du secteur privé afin d'améliorer la gouvernance du travail et les perspectives de cohésion sociale. Le dialogue social et le tripartisme sont indispensables pour assurer la légitimité et l'efficacité de la législation.
- 169.** L'intégration du Golan syrien occupé dans l'État d'Israël se poursuit, sous l'effet de politiques visant à développer la région et à doubler le nombre de colons. La plupart des ressortissants syriens du Golan occupé se sont désormais détournés de leurs moyens de subsistance traditionnels provenant de l'agriculture, souvent au profit des secteurs de la construction et du tourisme. Cette intégration accrue s'accompagne d'un sentiment persistant d'inégalité de traitement.

- 170.** La justice sociale requiert l'égalité, la liberté et la dignité. Ces valeurs, qui sont au cœur même des normes internationales du travail, sont mises à mal par l'occupation et l'escalade de la violence dans les territoires arabes occupés et en Israël. Dans ce contexte, le travail décent semble toujours plus inaccessible. Le respect des obligations internationales relatives aux droits de l'homme passe nécessairement par la protection des droits des travailleurs, tels qu'énoncés dans les normes internationales du travail.

## ► Annexe. Liste des interlocuteurs

---

### Autorité palestinienne et autres institutions publiques

#### Cabinet du Premier ministre

Mohammad Shtayyeh, Premier ministre

Daoud Al Deek, conseiller du Premier ministre pour les affaires stratégiques

Taghrid Sinwar, conseillère du Premier ministre pour les affaires diplomatiques

Shaker Khalil, conseiller du Premier ministre pour les affaires économiques

#### Ministère du Travail

Nasri Abujaish, ministre du Travail

Abdel Kareem Daraghme, secrétaire adjoint, affaires du dialogue tripartite

Ali Sawi, secrétaire adjoint, affaires de l'emploi et de la formation professionnelle

Bilal Ahmad Omar, secrétaire adjoint, affaires de l'administration du travail

Buthaina Salem, directrice générale, questions juridiques

Abdel Kareem Mardawi, directeur général, emploi externe

#### Ministère des Affaires étrangères

Omar Awadallah, ambassadeur, affaires multilatérales, chef du Département chargé des relations avec les Nations Unies et ses institutions spécialisées

Lana Khader, attachée diplomatique

Khuzama Hanoon, diplomate, administrateur des projets de l'OIT

Mohammad Ayyad, diplomate, conseiller juridique

#### Ministère du Développement social

Ahmed Majdalani, ministre

Akram Al Hafy, secrétaire adjoint, gouvernorats méridionaux

Manal Abu Ramadan, directrice générale, planification et gestion de l'aide

Sami Alasa, chef des relations internationales

Mohamad Hanini, directeur de l'Unité des médias

#### Ministère des Affaires féminines

Amal Hamad, ministre

Hanna Nakhleh, conseiller de la ministre

Amin Asi, directeur général, planification et politiques

Sami Sehwal, directeur de la planification

Carol Ziyadeh, conseillère, autonomisation économique

Randa Janho, directrice générale du Cabinet de la ministre

### **Autorité monétaire palestinienne**

Firas Milhem, gouverneur

Mohammed Manasrah, vice-gouverneur

### **Bureau central palestinien de statistique**

Ola Awad, présidente

Suha Kana'an, directrice du Département de la statistique du travail

### **Commission nationale pour l'emploi des femmes**

Mohammad El Araj, directeur général de l'emploi, ministère du Travail

Azmi Abdel Rahman, directeur général, politiques du travail

Lama Awwad, cheffe de l'Unité de l'égalité femmes-hommes, ministère du Travail

Abeer Al Barghouti, secrétaire, Unité de l'égalité femmes-hommes, ministère du Travail

Asmahan Jabareen, cheffe de l'Unité de l'égalité femmes-hommes, Cabinet du Premier ministre

Rana Al Asi, cheffe de l'Unité du suivi et de l'audit, Cabinet du Premier ministre

Asma Khayat, cheffe de l'Unité de l'égalité femmes-hommes, ministère des Finances

Asma Al Kilani, cheffe de l'Unité de l'égalité femmes-hommes, ministère de la Culture

Sireen Al Shanti, cheffe de l'Unité de l'égalité femmes-hommes, ministère de l'Économie nationale

Khitam Hamayel, cheffe de l'Unité de l'égalité femmes-hommes, ministère de l'Agriculture

Taghreed Anati, cheffe de l'Unité de l'égalité femmes-hommes, ministère des Travaux publics et du Logement

Heba Jebat, cheffe de l'Unité de l'égalité femmes-hommes, ministère du Développement social

Fayhaa Suliman, cheffe de l'Unité de l'égalité femmes-hommes, Fédération générale des syndicats de Palestine

Carine Metz Abu Hmeid, coordonnatrice des projets et des relations extérieures, Centre pour la démocratie et les droits des travailleurs

Lamis El Sheibi, directrice de projets, Initiative palestinienne pour la promotion du dialogue mondial et de la démocratie (Miftah)

## **Organisations palestiniennes de travailleurs et d'employeurs**

### **Fédération générale des syndicats de Palestine (PGFTU), Naplouse**

Shaher Sae'd, secrétaire général

Ashraf Al-Awar, trésorier

Aysha Hmouda, cheffe de l'Unité de l'égalité femmes-hommes, membre du secrétariat général

Iman Abu Salah, membre du comité exécutif

Mahmoud Al-Hawasheen, chef du Syndicat des services publics, membre du secrétariat général  
Saher Sarsour, chef du Syndicat des travailleurs du bâtiment et du bois, membre du secrétariat général  
Juwairiyeh Al Safadi, cheffe du Syndicat de l'assurance-maladie, membre du secrétariat général  
Abdel Karim Dweikat, chef du Syndicat du secteur de l'agriculture et de l'alimentation  
Tamam Abdel Hafith, cheffe du Syndicat des transports publics  
Waseem Kalbouneh, coordonnateur de projets  
Imad El-Din Eshtawi, chef du Département de la jeunesse, membre du secrétariat général  
Mohammad Kmeil, trésorier de la PGFTU, section de Jénine  
Nafeth Jaradat, trésorier de la PGFTU, section de Halhoul  
Sumaiah Al Hawamda, trésorière de la PGFTU, section d'Hébron-Sud  
Fawzi Shaban, trésorier de la PGFTU, section de Jérusalem  
Samir Hreizat, trésorier de la PGFTU, section de Yatta  
Khaled Swafi, membre syndical  
Majd Ghaleb Berri, membre syndical

#### **Fédération générale des syndicats de Palestine (PGFTU), Gaza**

Bashir Al Sisi, membre du secrétariat général, secrétaire général du Syndicat général des travailleurs du service public et du commerce  
Tariq Al Hindi, membre du secrétariat général, président du Syndicat des travailleurs de l'agriculture et de la pêche  
Salameh Abu Zeiter, membre du secrétariat général, chef du Syndicat général des services de santé  
Yahya Abu El Atta, membre du secrétariat général, chef adjoint du Syndicat des transports publics  
Wael Khalaf, membre du secrétariat général, chef adjoint du Syndicat des employés du secteur public  
Eatimad Abu Jalalh, présidente de la commission des femmes  
Abdel Rahman Abdallah, membre syndical

#### **Fédération palestinienne des chambres de commerce, d'industrie et d'agriculture (FPCCIA), Ramallah**

Abdo Idrees, président du conseil de direction de la FPCCIA, président de la chambre d'Hébron  
Jamal Jawabreh, secrétaire général  
Nazih Merdawi, directeur de l'Unité de l'information et du soutien technique  
Moussa Salameh, directeur de l'Unité de l'égalité femmes-hommes  
Mohammad Tahboub, directeur des relations publiques

***Chambre de Ramallah***

Abdel El Ghani Al Attari, président

***Chambre de Jérusalem***

Samer Nusseibeh, vice-président

Luai Al Hussein, directeur général

***Chambre d'Hébron-Nord***

Abed, membre du conseil

Ahmad Manasra, directeur

***Chambre d'Hébron-Sud***

Bassem Abu Alan, président

***Chambre de Bethléem***

Samir Hazboun, président

***Chambre de Gaza***

Aed Abu Ramadan, président

Eman Awwad, vice-présidente

Maher Al-Tabbaa, directeur général

Nabil Shurrab, trésorier

Khalil Attallah, directeur des relations publiques et des relations avec les médias

Maher Haboush, chef de la Commission des relations publiques

***Chambre de Gaza-Nord***

Abdel Aziz Mqat, vice-président

Imad Al Ghoul, directeur général

***Chambre de Rafah***

Fathi Qeshta, président

Abdallah Al Satari, vice-président

Issa El Nems, trésorier

***Fédération palestinienne des industries, Gaza***

Khader Shanioura, directeur général

Wadah Bsaiso, porte-parole auprès des médias

***Syndicat palestinien des industries de la construction, Gaza***

Mohammad Elassar, secrétaire général

Farid Zaqout, directeur

### **Association palestinienne des entreprises informatiques, Gaza**

Ashraf El Yazori, vice-président

### **Syndicat des entrepreneurs palestiniens, Gaza**

Alaa Eldin El Araj, président

### **Comité palestinien pour les restaurants, les hôtels et les services touristiques, Gaza**

Abdo Ghonaim, président

### **Syndicat des industries du bois, Gaza**

Mohammed El Reyashi, directeur général

### **Syndicat des industries des métaux précieux, Gaza**

Saed Hakoura, président

### **Syndicat des industries textiles, Gaza**

Sami Zaqout, vice-président

## **Organisations de la société civile palestinienne et autres parties prenantes**

### **Université Al Azhar, Gaza**

Samir Abu Mudalalah, doyen de la faculté de commerce et d'économie

### **Al-Haq, Ramallah**

Shawan Jabarin, directeur général

### **Institut palestinien de recherche sur les politiques économiques (MAS)**

Raja Khalidi, directeur général

Ismat Quzmar, chargé des relations extérieures

Islam Rabee, chercheur

### **Forum palestinien pour les études israéliennes (MADAR)**

Walid Habbas, chercheur

### **Société palestinienne de secours médical**

Mustafa Barghouthi, président de la Société palestinienne de secours médical et secrétaire général de l'Initiative nationale palestinienne

Bahia Amra, directrice des relations extérieures

### **Centre des questions féminines, Gaza**

Amal Syam, directrice

## Visites sur le terrain

### Usine Badri & Hania, Gaza

Mohammed Abu Jalhoum, responsable des opérations

Mahmoud Ghannam, responsable de la production

Mohammed Wadi, responsable de l'assurance qualité

### Ville d'Hébron (H2), Cisjordanie

Diana Anani, analyste chargée des affaires humanitaires, cheffe de l'Unité de coordination pour le Sud, OCHA

### Camp de réfugiés de Jalazone

Hani Hussein, chef d'équipe, UNRWA

Manar Bsharat, responsable du service des camps, UNRWA

Mozain Armoush, directrice du centre AlKarameh

Suha Elbahnaj, réfugiée enregistrée (travailleuse sans emploi)

Ahlam Abu Awwad, réfugiée enregistrée (travailleuse sans emploi)

Alice Ibrahim, réfugiée enregistrée (travailleuse sans emploi)

Fidaa Elayyan, réfugiée enregistrée (travailleuse sans emploi)

Suha Elbahnaj, réfugiée enregistrée (travailleuse sans emploi)

Najat Anbar, réfugiée enregistrée (travailleuse sans emploi)

Suad Shahwan, réfugiée enregistrée (travailleuse sans emploi)

Zeinab Adawi, réfugiée enregistrée (travailleuse sans emploi)

Areej Shawkat, réfugiée enregistrée (travailleuse sans emploi)

### Vallée du Jourdain, Cisjordanie

Smoud Abu Khdaïr, associée aux affaires humanitaires, OCHA

Karmel Najjar, associé aux affaires humanitaires, OCHA

Malvina Khoury, politiques et campagnes d'OXFAM

Fidaa Al Hussein, directrice de projets, OXFAM

Mohammad Najjar, directeur de projets, OXFAM

Ahmad Sharif, travailleur

Montaser Sharif, travailleur

Montaser Masadah, travailleur

Mahmoud Sharif, travailleur

Mohammad Salah, travailleur

### **Incubateur technologique de la faculté des sciences appliquées, Gaza**

Mohammed Hassouna, directeur

Mohammed Mushtaha, vice-président chargé des relations internationales

Tariq Thabet, directeur du développement et des relations internationales

Mohammed Alafifi, responsable de la collecte de fonds et des relations internationales

Samah Muheisen, directrice de projets

Hani Abu Omar, chef du marketing et de la coordination

Asma Abdo, rédactrice de propositions

Areej Al Rantisi, rédactrice de propositions

## **Gouvernement d'Israël et autres institutions publiques**

### **Ministère des Affaires étrangères**

Amir Weissbrod, chef de bureau, Division chargée des relations avec l'ONU et les organisations internationales

Judith Galili Metzger, directrice, Département des institutions des Nations Unies et des organisations internationales

Yael Bitton, directrice adjointe, Département des institutions des Nations Unies et des organisations internationales

### **Ministère des Finances**

Avi Salzman, chef de l'intérieur et de l'environnement du Département du comptable général

### **Ministère de la Justice**

Ayelet Levin, directrice par intérim, droits de l'homme, Bureau du procureur général adjoint (droit international)

### **Ministère de l'Économie et de l'Industrie**

Rivka Werbner, cheffe, relations professionnelles

Sharon Cohen, directrice principale, application et réglementation de l'Administration du droit du travail

Gali Levi, procureur général

Shiri Lev-Ran Lavi, commissaire aux droits au travail des travailleurs étrangers

Aharon Bloch, directeur principal suppléant de la recherche et des relations internationales

### **Institut israélien pour la sécurité et l'hygiène au travail**

Sami Saadi, chef du district du Nord

### **Office de la population, de l'immigration et des frontières**

Anat Tvito, responsable de la division des services aux employeurs

Shoshana Strauss, adjointe principale du conseiller juridique

## **Coordination des activités gouvernementales dans les territoires (COGAT)**

Commandant Moti Stolovich, chef adjoint du service économique

## **Organisations israéliennes de travailleurs et d'employeurs**

### **Histadrout – Fédération générale du travail en Israël**

Peter Lerner, directeur général, Division des relations internationales

Hila Shinuk, cheffe du Département des politiques, Division de l'économie et des politiques

Avital Shapira-Shabirow, directrice des relations internationales

Wael Amer, Syndicat de la construction

Tal Burshtien, Syndicat de la construction

### **MAAN – Association de travailleurs**

Assaf Adiv, directeur général

Roni Ben Efrat, responsable du développement et des relations internationales

Yoav Tamir, responsable de l'organisation

Aya Bartenstein, conseillère juridique

### **Association des industriels d'Israël (MAI)**

Nir Deutsch, directeur, Division du commerce extérieur et des affaires internationales

Michal Waxman Hili, chef de la Division du travail et des ressources humaines

Natanel Haiman, chef de la Division de l'économie

Ella Gurevich, responsable de la Division de la recherche économique

Idan Zinal, chef de la Division de la formation professionnelle et de l'emploi

Isaac Gurvich, directeur des ressources humaines et des relations du travail dans le secteur du bâtiment, Association israélienne des entrepreneurs du bâtiment

## **Organisations de la société civile israélienne et autres parties prenantes**

### **Haaretz**

Amira Hass, correspondante de Haaretz pour les territoires occupés

### **Kav LaOved**

Aelad Chana, juriste principal, Département juridique

Diana Baron, cheffe du Département des politiques et de la recherche

### **MachsomWatch – Mouvement de femmes contre l'occupation et pour les droits de l'homme**

Sylvia Piterman, bénévole

## Organisation des Nations Unies et organisations internationales

### Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient (UNSCO)

Lynn Hastings, Coordonnatrice spéciale adjointe des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient, Coordonnatrice résidente et Coordonnatrice de l'action humanitaire

Svenja Pettorino, chargée de coordination

### Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA), territoire palestinien occupé

Andrea De Domenico, chef de bureau par intérim

Noel Tsekouras, chef de bureau auxiliaire, Gaza

### Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA)

Adam Bouloukos, directeur des opérations de l'UNRWA en Cisjordanie

Thomas White, directeur des opérations de l'UNRWA à Gaza

### Banque mondiale

Gianluca Mele, économiste en chef et chef de programme

Nur Nasser Eddin, économiste-pays principale

### Fonds monétaire international

Thomas Laursen, représentant résident

### OXFAM, Gaza

Najla Shawwa, chargée des relations avec les pays – région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA)

## Golan syrien occupé

### Al-Marsad – Centre arabe des droits de l'homme sur le plateau du Golan

Karama Abu Saleh, avocat

Wael Tarabieh, directeur du programme des droits culturels

Salam Sayed Ahmad, assistante aux opérations

Fouad Qassem Al-Shaer, travailleur

Nabih Al Shaer, travailleur

Email Masoud, travailleur

### Association Al Maghariq

Taiseer Maray, directeur général

## Autres réunions

### Gouvernement de la République arabe syrienne

#### Ministère des Affaires sociales et du Travail, Damas

Mohammed Seif El-Din, ministre

Mohammad Firas Al Nabhan, vice-ministre du travail

Mohammed Ramadan, directeur de l'inspection du travail

Rasha Nabhan, directrice de l'organisation du travail

#### Chambre d'industrie de Damas et sa région

Ayman Mawlawi, secrétaire de la Chambre d'industrie de Damas

#### Fédération générale des syndicats, Damas

Jomaa Hijazi, directeur de l'Observatoire du travail

### Organisation arabe du travail

Fayez Al-Mutairi, directeur général

Emad Sherif, directeur du Département des relations extérieures et des relations internationales

Marwan Rais, Cabinet du directeur général